

CONSEIL COMMUNAL DU 31 MAI 2021
GEMEENTERAAD VAN 31 MEI 2021NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat****1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 03.05.2021**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 03.05.2021

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

2 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 17.05.2021

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 17.05.2021

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

3 Communication - Arrêté de police du 23.03.2021 relatif à "l'interdiction d'accès et d'occupation de l'ancienne maison communale"

Le Bourgmestre,

Vu les articles 133 alinéa 2 et 135 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les prescriptions du titre XIII du Règlement Général de la Bâtisse de l'Agglomération de Bruxelles relatif à la prévention des incendies dans les lieux accessibles au public ;

Vu les principes généraux de bonne administration, de précaution et de l'obligation faite aux communes de

faire jouir les habitants d'une bonne police, notamment en termes de propreté, de salubrité, de sûreté et de tranquillité ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 17.12.2020 de refuser pour des motifs de sécurité, toute occupation de l'ancienne maison communale après le déménagement et ce, pour quelque fin que ce soit ;

Vu le déménagement progressif de l'administration communale de l'avenue d'Auderghem vers le nouveau Centre administratif des jardins de la chasse qui a débuté le 10 mars 2021 ; que les locaux ont été entièrement vidés de ses occupants en date du 15 mars 2021 ;

Vu la probabilité de demandes d'occupation du bâtiment après le déménagement voire d'une occupation sans titre ni droit de celui-ci, eu égard à la publicité qui a entouré cet événement ;

Considérant que dès avant le déménagement, le Collège des Bourgmestre et échevins a été saisi d'une demande d'occupation précaire du bâtiment après le déménagement ; que les avis des services techniques de la commune et du Siamu ont été sollicités en vue d'informer le Collège des Bourgmestre et échevins sur l'état du bâtiment;

Considérant que dans leur rapport du 5 décembre 2020 présenté en collège le 10.12.2020, les Responsables des services techniques et de la cellule des bâtiments ont procédé au relevé des postes nécessaires à une mise en conformité de la maison communale dans l'objectif d'une poursuite de l'exploitation du bâtiment dans le cadre d'une occupation temporaire ; que les manquements se sont révélés nombreux et importants ;

Considérant que le Siamu a également rendu un avis sur une occupation du bâtiment dans le cadre de projets d'occupation précaire ; que l'occupation du bâtiment par l'administration communale dans les conditions de non-conformité avait été tolérée jusqu'alors compte tenu de la proximité du déménagement et dans l'attente d'une demande de permis d'environnement auprès de Bruxelles-environnement, le bâtiment étant destiné à la démolition ;

Considérant que dans son rapport du 17 décembre 2020, le Siamu a pointé l'existence de lacunes structurelles en matière de sécurité (compartimentage coupe-feu partiel à mettre en place, signalisation et éclairage de secours incomplets, conformité des installations techniques à opérer) le conduisant à émettre un avis réservé au projet et à imposer, outre le respect strict des conditions de mise en conformité, l'application de conditions plus strictes encore suivant les conditions d'exploitation réelle du bâtiment (ouverture au public, occupation nocturne) ;

Considérant que l'enveloppe estimée pour la réalisation des interventions de mise en conformité telles que reprises dans les rapports des services techniques et du Siamu avoisine les 2 000 000 €, auxquels s'ajoutent des frais de maintenance des installations, difficilement chiffrables ;

Considérant que quelle que soit la position des autorités communales quant à la question de l'opportunité de ces travaux de mise en conformité, ces derniers ne pourront débiter avant au minimum un an eu égard aux procédures administratives applicables en la matière (rédaction de cahiers des charges, demande de permis ces travaux et à la condition de faire appel à un bureau d'étude chargé) ;

Considérant que le Siamu a, en outre, précisé qu'en cas d'une occupation nocturne du bâtiment, tous les occupants doivent pouvoir utiliser les sorties/sorties de secours qu'ils occupent de sorte qu'aucune sortie ne peut être privatisée au bénéfice d'une partie des occupants et qu'en cas d'occupation multiple, une coordination doit être organisée en matière de sécurité (plan interne d'urgence, dossier de sécurité et plans d'évacuation) ;

Considérant qu'il ressort d'expériences passées d'occupation de bâtiments par des collectifs, que les consignes élémentaires en matière de prévention incendie ne sont pas strictement respectées ;

Considérant enfin que le bâtiment inoccupé abrite différentes installations techniques et informatiques nécessaires au fonctionnement des services de police qui demeurent dans une partie du bâtiment jusqu'à leur déménagement et à d'autres entités publiques localisées en d'autres endroits de la commune; que ces installations techniques et informatiques doivent être préservées et entretenues afin d'assurer le bon fonctionnement de l'appareillage qui y est lié et par voie de conséquences, la bonne poursuite des missions de service public remplies par les entités concernées ;

Considérant que de la combinaison des éléments repris ci-dessus, émanant du Siamu et des services techniques il apparaît que, pour des motifs impératifs de sécurité, toute occupation du bâtiment après la date du déménagement est inenvisageable en application du principe de bonne administration et de la protection des personnes ; que le bâtiment présente dans son état actuel, un réel danger en raison d'un manque de sécurité et de non-conformité des lieux et ne peut abriter un logement, même de manière précaire ou provisoire ;

Considérant que pour rappel, le bâtiment n'est pas affecté à une fonction de logement et n'est dès lors pas conforme à la réglementation applicable en la matière ;

Considérant qu'éclairé par les avis susmentionnés, le Collège des Bourgmestres et échevins a pris la mesure du danger lié à une occupation du bâtiment et a décidé, en date du 17.12.2020, qu'aucune demande d'occupation pour quelque motif que ce soit ne se verra réserver une suite favorable ;

Considérant qu'au vu des risques que toute occupation du bâtiment représente pour la sécurité et la santé, toutes les mesures préventives en vue d'empêcher le public d'accéder au bâtiment ont été prises ; que toutes les voies d'accès au bâtiment y compris les fenêtres, ont été fermées parfois même de manière définitive ;

Considérant cependant que certaines personnes autorisées dont les services de maintenance du bâtiment et des installations qui y sont présentes, doivent continuer à y pénétrer ne permettant pas la condamnation immédiate et irrémédiable de tous les accès ; que la police qui demeure encore présente dans une partie du bâtiment, procèdera à des contrôles en vue d'empêcher toute intrusion ;

Considérant toutefois qu'il ne peut être totalement exclu qu'un ou plusieurs individus parviennent à pénétrer par effraction dans le bâtiment pour l'occuper sans titre ni droit et ce, malgré l'ensemble des mesures préventives mises en place ;

Considérant que le Bourgmestre a la responsabilité et le devoir de préserver la sécurité et la salubrité publiques ; qu'il a en outre la responsabilité de veiller à l'application de la réglementation régionale en matière de logement ;

ARRETE ET DECIDE

Article 1

L'administration communale a pris toutes les mesures en vue d'interdire au public, l'accès au bâtiment sis avenue d'Auderghem 113-117 à 1040 au public.

Article 2

Sauf autorisation, il est strictement interdit à quiconque de pénétrer dans le bâtiment visé à l'article 1^{er}.

Les personnes habilitées à procéder aux constatations ou à prendre en charge la protection ou l'entretien du bâtiment visé à l'article 1^{er} ainsi que celui de ses installations, de même que les personnes ayant un motif légitime d'accès à celui-ci, dont ses anciens occupants, sont invitées à se présenter à la maison communale, afin d'obtenir l'autorisation de pénétrer dans ledit bâtiment et d'y effectuer les opérations nécessaires.

Article 3

Tout accès non autorisé au bâtiment sera considéré comme une effraction punissable pénalement.

Article 4

L'occupation de tout ou partie du bâtiment visé à l'article 1^{er} du présent arrêté à quelque titre que ce soit et quel qu'en soit le motif et la durée, est strictement interdite;

Article 5

Les forces de police prêteront leur concours à l'exécution du présent arrêté, au besoin en recourant à la force publique légitime.

Article 6

Le présent arrêté est affiché, ce jour, sur les différentes portes de l'immeuble visé à l'article 1^{er}, par la police de la zone Montgomery.

Article 7

Conformément à l'article 19, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête doit être transmise par envoi recommandé au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Mededeling - Politieverordening van 23.03.2021 betreffende het "verbod op toegang en bezetting van het oude gemeentehuis"

De burgemeester,

gelet op artikels 133, alinea 2 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de voorschriften uit titel XIII van de Bouwverordening van de Brusselse Agglomeratie betreffende brandpreventie op plaatsen die toegankelijk zijn voor het publiek;

gelet op de algemene principes van een goed bestuur, op het voorzorgsprincipe en op de verplichting voor de gemeenten om ten behoeve van de inwoners in een goede politie te voorzien, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust;

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 17.12.2020 om elke bezetting van het oude gemeentehuis na de verhuis om welke reden dan ook te weigeren om veiligheidsredenen;

gelet op de geleidelijke verhuis van het gemeentebestuur van de Oudergemlaan naar het nieuwe administratief centrum op het Jachthof die van start is gegaan op 10 maart 2021; dat er sinds 15 maart 2021 niemand meer aanwezig is in de lokalen;

overwegende dat het waarschijnlijk is dat er aanvragen zullen komen voor de bezetting van het gebouw na de verhuis of dat er zelfs een bezetting zonder akte of bewijs plaatsvindt gezien de publiciteit rond deze gebeurtenis;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen al voor de verhuis een aanvraag tot tijdelijke bezetting van het gebouw na de verhuis had ontvangen; dat het advies van de technische diensten van de gemeente en de DBDMH werd gevraagd om het college van burgemeester en schepenen te informeren over de staat van het gebouw;

overwegende dat de verantwoordelijken van de technische diensten en de afdeling Gebouwen in hun verslag van 5 december 2020, dat werd voorgesteld aan het college op 10 december 2020, een overzicht hebben gemaakt van de posten die noodzakelijk zijn om het gemeentehuis in overeenstemming te brengen met de voorschriften met het oog op een verdere uitbating van het gebouw in het kader van een tijdelijke bezetting; dat er veel en grote mankementen werden vastgesteld;

overwegende dat ook de DBDMH een advies heeft gegeven over een bezetting van het gebouw in het kader van projecten voor tijdelijke bezetting; dat de bezetting van het gebouw door het gemeentebestuur in niet-conforme omstandigheden tot nu toe werd getolereerd rekening houdend met het feit dat de verhuis nabij was en in afwachting van een milieuvergunningaanvraag bij Brussel Leefmilieu, aangezien het gebouw zal worden afgebroken;

overwegende dat de DBDMH in zijn verslag van 17 december 2020 heeft gewezen op structurele tekortkomingen op het gebied van de veiligheid (gedeeltelijke brandcompartimenten die moeten worden aangebracht, onvolledige signalering en noodverlichting, conformiteit van de technische installaties), wat heeft geleid tot een terughoudend advies over het project en, behalve de strikte naleving van de conformiteitsvoorwaarden, de toepassing van nog strengere voorwaarden naar gelang van de feitelijke uitbatingomstandigheden van het gebouw (openstelling voor het publiek, nachtelijke bezetting);

overwegende dat het geraamde budget voor de uitvoering van de ingrepen om het gebouw in overeenstemming te brengen met de voorschriften, zoals vermeld in de verslagen van de technische diensten en de DBDMH, bijna 2.000.000 euro bedraagt, en dat daarbij nog de onderhoudskosten van de installaties komen, die moeilijk te becijferen zijn;

overwegende dat ongeacht het standpunt van het gemeentebestuur over de opportuniteit van die werkzaamheden om het gebouw in overeenstemming te brengen met de voorschriften, die werkzaamheden pas ten vroegste over een jaar zouden kunnen starten gezien de administratieve procedures die hiervoor van toepassing zijn (opstelling van een bestek, aanvraag van een vergunning voor deze werkzaamheden en de voorwaarde om een beroep te doen op een studiebureau);

overwegende dat de DBDMH bovendien heeft bepaald dat in geval van nachtelijke bezetting van het gebouw alle bezetters gebruik moeten kunnen maken van de nooduitgangen die zij gebruiken, zodat geen enkele uitgang kan worden geprivatiseerd ten voordele van een deel van de bezetters, en dat in geval van meervoudige bezetting een coördinatie moet worden georganiseerd met betrekking tot de veiligheid (intern noodplan, veiligheidsdossier en evacuatieplannen);

overwegende dat uit ervaringen met de bezetting van gebouwen door groepen in het verleden is gebleken dat de elementaire voorschriften inzake brandpreventie niet strikt worden nageleefd;

overwegende dat in het leegstaande gebouw verschillende technische en informatica-installaties zijn ondergebracht die noodzakelijk zijn voor de werking van de politiediensten die in een deel van het gebouw

blijven tot hun verhuis en voor andere openbare entiteiten die op andere plaatsen in de gemeente zijn gevestigd; dat deze technische en informatica-installaties moeten worden gevrijwaard en moeten worden onderhouden om de goede werking van de apparaten die ermee verbonden zijn te verzekeren en bijgevolg ook de goede voortzetting van de openbare dienstverlening die de betrokken entiteiten moeten uitvoeren;

overwegende dat uit de combinatie van bovengenoemde elementen, afkomstig van de DBDMH en de technische diensten, blijkt dat, om dwingende veiligheidsredenen, elke bezetting van het gebouw na de verhuisdatum ondenkbaar is in toepassing van het principe van behoorlijk bestuur en de bescherming van personen; dat het gebouw in zijn huidige staat een reëel gevaar vormt wegens een gebrek aan veiligheid en wegens de non-conformiteit van de lokalen met de voorschriften en geen dienst kan doen als woning, zelfs niet op precaire of tijdelijke wijze;

overwegende dat het gebouw, ter herinnering, niet als woning is bestemd en bijgevolg niet voldoet aan de geldende voorschriften;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen, rekening houdend met de bovengenoemde adviezen, het gevaar heeft kunnen inschatten dat verbonden is aan een bezetting van het gebouw en op 17.12.2020 heeft beslist dat aan geen enkele aanvraag voor bezetting, om welke reden dan ook, een gunstig gevolg zal worden gegeven;

overwegende dat, gelet op de risico's die een eventuele bezetting van het gebouw voor de veiligheid en de gezondheid met zich meebrengt, alle preventieve maatregelen zijn genomen om de toegang van het publiek tot het gebouw te beletten; dat alle toegangswegen tot het gebouw, met inbegrip van de ramen, zijn afgesloten, soms zelfs op definitieve wijze;

overwegende dat bepaalde bevoegde personen, waaronder de diensten die instaan voor het onderhoud van het gebouw en de installaties die er aanwezig zijn, het gebouw echter moeten blijven betreden, waardoor de onmiddellijke en onomkeerbare sluiting van alle toegangspunten niet mogelijk is; dat de politie, die nog in een deel van het gebouw aanwezig is, controles zal uitvoeren om elke indringing te voorkomen;

overwegende dat het echter niet volledig kan worden uitgesloten dat een of meer individuen erin slagen in het gebouw in te breken om het zonder akte of recht te bezetten en dit ondanks alle preventieve maatregelen die werden genomen;

overwegende dat de burgemeester de verantwoordelijkheid en de plicht heeft om de openbare veiligheid en de volksgezondheid te vrijwaren; dat hij ook de verantwoordelijkheid heeft om toe te zien op de toepassing van de gewestelijke regelgeving inzake huisvesting;

VERORDENT EN BESLIST

Artikel 1

Het gemeentebestuur heeft alle maatregelen genomen om het publiek de toegang te ontzeggen tot het gebouw gelegen op de Oudergemlaan 113-117 in 1040 Etterbeek.

Artikel 2

Tenzij met toestemming is het voor iedereen ten strengste verboden om het in artikel 1 bedoelde gebouw te betreden.

Aan de personen die gemachtigd zijn om vaststellingen uit te voeren of die de taak hebben om het in artikel 1 bedoelde gebouw en zijn installaties te beschermen en te onderhouden alsook aan de personen die gegronde redenen hebben om het gebouw te betreden, met inbegrip van voormalige bezetters, wordt gevraagd om zich op het gemeentehuis aan te bieden om toestemming te verkrijgen om het gebouw te

betreden en er de nodige handelingen te verrichten.

Artikel 3

Elke toegang tot het gebouw zonder toestemming zal beschouwd worden als een inbraak die strafrechtelijk kan worden bestraft.

Artikel 4

Het is ten strengste verboden om het in artikel 1 van deze verordening bedoelde gebouw geheel of gedeeltelijk te bezetten, om welke reden dan ook en voor welke tijdsduur dan ook.

Artikel 5

De politiediensten zullen hun medewerking bieden aan de uitvoering van deze verordening en zullen daarbij indien nodig een beroep doen op de wettige openbare macht.

Artikel 6

Deze verordening wordt vandaag aangeplakt door de politiezone Montgomery op de verschillende deuren van het gebouw bedoeld in artikel 1.

Artikel 7

In overeenstemming met artikel 19, alinea 2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan er beroep aangetekend worden tegen deze verordening bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de eerste voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden. Er kan tevens een vordering tot schorsing van deze verordening ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

4 Conseil communal - Délégations et mandats - Centre Culturel d'Etterbeek Senghor

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu que lors de sa séance du 03.05.2021, le Conseil communal a pris acte de la démission de Madame Audrey PETIT de son poste d'administrateur au sein de l'asbl Centre Culturel d' Etterbeek ;

Considérant qu'il convient de remplacer Madame Audrey PETIT au sein du conseil d'administration de l'asbl Centre Culturel d' Etterbeek ;

DESIGNE

Madame Deborah BONAMI en qualité de candidat administrateur de l'asbl Centre Culturel d' Etterbeek;

Cette désignation vaut jusqu'à son remplacement par le conseil communal issu de la prochaine législature.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Cultureel Centrum van Etterbeek Senghor

De gemeenteraad,

gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

overwegende dat de gemeenteraad d.d. 03.05.21 akte heeft genomen van het ontslag van Mevrouw Audrey PETIT uit haar functie van bestuurder binnen de vzw Centre Culturel d'Etterbeek;

overwegende dat Mevrouw Audrey PETIT vervangen dient te worden in haar functie van bestuurder bij de vzw Cultureel Centrum van Etterbeek;

BENOEMT

Mevrouw Deborah BONAMI als kandidaat bestuurder bij de vzw Cultureel Centrum van Etterbeek;

Deze benoeming blijft van kracht tot ze wordt vervangen door de gemeenteraad van de volgende legislatuur.

5 **Conseil communal - Délégations et mandats - VIVAQUA - Remplacement**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation, il a été procédé au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public, dont VIVAQUA;

Considérant qu'en date du 25.02.2019, le Conseil communal a désigné, en vertu de l'article 20 des statuts de VIVAQUA, la conseillère communale Virginie TAITTINGER, en qualité de déléguée aux assemblées générales et de candidat administrateur de VIVAQUA;

Considérant qu'à la suite de la modification de l'article 28 des statuts sociaux adoptée par l'assemblée générale du 04.06.2020 de VIVAQUA, les administrateurs-trices nommés ne peuvent désormais plus être également désigné-e-s par leur commune pour la représenter en qualité de délégué à ses assemblées générales;

Considérant que Madame Virginie TAITTINGER, actuellement administratrice de VIVAQUA et déléguée à ses assemblées générales, doit donc se faire remplacer dans le cadre de l'un de ses deux mandats;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

En qualité de délégué de la commune aux assemblées générales de VIVAQUA:

- Monsieur Ahmed M'RABET

Cette désignation vaut jusqu'à son remplacement par le conseil communal issu de la prochaine législature.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - VIVAQUA - Vervanging

6 **Conseil communal - Délégations et mandats - Bibliothèque Hergé**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation, il convient de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE en qualité de membres de droit :

- Florence Pendeville ;
- Emelyne Houyoux ;
- Laurent Vleminckx ;
- John Vanriebeek ;
- Guy Claes ;
- Domenikos Chrysidis ;
- Françoise Meunier ;
- François Lehert ;
- Carlos Gutierrez ;
- Françoise Carton de Wiart ;
- Jean-Marc Gollier ;

Cette désignation vaut jusqu'à leur remplacement par le conseil communal issu de la prochaine législature.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Bibliotheek Hergé

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018 ;

overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut ;

gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BENOEMT als lid van rechtswege :

- Florence Pendeville ;
- Emelyne Houyoux ;
- Laurent Vleminckx ;
- John Vanriebeek ;
- Guy Claes ;
- Domenikos Chrysidis ;

- Françoise Meunier ;
- François Leheret ;
- Carlos Gutierrez ;
- Françoise Carton de Wiart ;
- Jean-Marc Gollier ;

Die aanstelling geldt tot hun vervanging door de gemeenteraad van de volgende legislatuur.

Service de prévention - Preventiedienst

7 Convention de subventionnement entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et la Commune d'Etterbeek concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2020/Approbation.

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 du Ministère de la Justice modifié par l'arrêté royal du 26 décembre 2015, déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité ;

Attendu qu'aux termes de cet arrêté notre commune a procédé à l'engagement d'un travailleur universitaire à temps plein chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Attendu qu'à cet effet une convention est établie chaque année entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et notre Commune ;

Vu la convention de subventionnement 2020 transmise le 3 mai 2021,

DECIDE d'approuver la conclusion de la convention de subventionnement entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et la Commune d'Etterbeek concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2020, ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT

Concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2020

En exécution de/du :

- la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 69, modifiée par les lois du 21 décembre 1994, 25 mai 1999, 22 décembre 2003, 27 décembre 2006, 12 mai 2014 et du 20 décembre 2016;
- l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de

mesures judiciaires, nommé ci-après l' « AR »;

- l'arrêté ministériel du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires, nommé ci-après l' « AM »;

Entre,

d'une part l'Etat, représenté par le Ministre de la Justice, établi Boulevard de Waterloo, 115 à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé « le Ministre »,

et,

d'autre part la commune d'Etterbeek, représentée par le Conseil communal, pour lequel interviennent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Madame Annick PETIT, Secrétaire communale f.f., ci-après dénommée "l'organisme".

il est convenu ce qui suit :

I. Dispositions générales

1. Sous réserve des crédits disponibles, le ministre attribue un montant annuel de 59.547,28 € à l'organisme.
2. La subvention annoncée au point 1 est destinée à l'accompagnement de :

Travaux d'intérêt général qui sont prononcés sur base de l'art. 216 ter, §1, du Code d'instruction criminelle Peines de travail qui sont prononcés sur base des art. 37 quinquies, 37 sexies et 37 septies du code pénal
Le service subventionné est un service d'accompagnement simple, tel que désigné à l'article 1,9° de l'AM
En cas de détachement vers une asbl, la convention passée entre l'organisme et l'asbl est transmise à l'Administration générale des Maisons de Justice

3. La subvention est attribuée pour l'engagement de :

1 personne niveau A à temps plein

Détail enveloppe globale		
Frais de personnel/	54.547,28 €	
Moyens d'action	Frais administratifs/	1000 €
	Frais de déplacement/	1000 €
	Investissements/	2500 €
Frais de fonctionnement/	500 €	
TOTAL GENERAL	59.547,28 €	

La subvention est attribuée sous la forme d'une enveloppe globale annuelle. Dans cette enveloppe globale, un transfert des sommes octroyées peut être réalisé entre les frais de personnel d'une part et moyens d'actions et frais de fonctionnement d'autre part et inversement. Ce transfert est équivalent à la somme des forfaits maximums prévus pour les moyens d'action et les frais de fonctionnement, tels que prévus à l'annexe 1 de l'AR.

4. La convention est conclue pour une période de 1 ans. Celle-ci entre en vigueur le 1er janvier 2020

et prend fin le 31 décembre 2020.

5. Le territoire d'action de l'organisme est celui défini en collaboration avec la maison de justice compétente et précisé dans le rapport d'activité adressé à l'Administration générale des maisons de justice.
6. La maison de justice compétente est la maison de justice de Bruxelles
7. L'administration compétente est l'Administration générale des Maisons de Justice, rue du Commerce, 68 A à 1040 Bruxelles. Le contrôle financier est réalisé par la Direction du Partenariat interne à l'AGMJH.

II. Obligations de l'organisme

1. Tout en conservant les autres obligations de l'AR et de l'AM, l'organisme a en particulier pour obligation :

- d'engager le personnel destiné à l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, d'une peine de travail, d'une formation ou d'un traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire. Ce personnel est désigné comme le ou les travailleur(s) du service d'accompagnement;
- d'agir en tant qu'employeur conformément aux dispositions légales et réglementaires prévues par le droit de la protection du travail;
- d'assumer les moyens d'action associés au recrutement et les frais de fonctionnement;
- de veiller à offrir au personnel une formation appropriée à la mission du service d'accompagnement et un encadrement spécialisé;
- de soutenir le service d'accompagnement quant au développement de son contenu par son expertise spécifique.

Pour bénéficier d'un subventionnement, l'organisme et le service d'accompagnement doivent accomplir de manière effective et régulière des prestations en rapport avec la convention, ainsi que :

- satisfaire aux obligations et aux objectifs visés aux articles 7 à 17 de l'arrêté ministériel ;
- se soumettre aux actions de contrôle de l'administration relatives aux obligations et objectifs visés aux articles 7 à 17 de l'arrêté ministériel ;
- transmettre à l'administration, par l'intermédiaire de la maison de justice, au plus tard le 30ème jour du mois qui suit la fin du trimestre, un rapport trimestriel, suivant un modèle établi par l'administration.

L'organisme est responsable de l'utilisation faite des subsides octroyés par le Ministre et s'engage à les gérer « en bon père de famille », et conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux subventions fédérales.

2. Lors de chaque engagement de personnel, départ ou modification de contrat, l'organisme doit remplir le formulaire "Modification du personnel". Tout départ et/ou remplacement d'un membre du personnel doit être directement communiqué à l'aide dudit formulaire. Ce formulaire doit clairement mentionner la date à partir de laquelle le personnel intéressé est entré en service. Ce formulaire doit être transmis à l'Administration Générale Maisons de Justice - Direction du Partenariat - (rue du Commerce, 68 A à 1040 Bruxelles). Tout le personnel ne doit pas être recruté à la même date (Annexe 1 - formulaire GP1)

Pour le 31 mars de l'exercice budgétaire suivant celui au cours duquel les crédits ont été octroyés, l'organisme transmettra également un dossier financier, selon les modalités prévues à l'article 32 et 33, § 1er de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2015. Les pièces à mettre à disposition ou à introduire dans le cadre du dossier financier sont définies à l'annexe 2 de l'AR.

L'organisation s'engage à se conformer aux directives de l'administration (formulaire GP2, GP2 bis et formulaire GP3 en annexe, et l'annexe 1 : déclaration sur l'honneur).

III. Objectifs poursuivis par le service d'encadrement

Les objectifs comprennent : les missions, la vision, le cadre judiciaire, la méthodologie, le groupe cible, le territoire d'action, et les critères d'évaluation.

1. La mission

Le service d'accompagnement a pour mission de faciliter la mise en œuvre des peines et mesures par les partenaires de la chaîne pénale: les autorités judiciaires, les maisons de justice et, en ce qui concerne les peines de travail et travail d'intérêt général, les lieux de prestation.

Le service d'accompagnement, en tant qu'acteur communautaire et partenaire des acteurs de la chaîne pénale, apporte à la mise en œuvre des peines et mesures l'expertise qui lui est spécifique.

Le service d'accompagnement doit pour remplir sa mission:

- développer une offre répondant à la demande des partenaires de la chaîne pénale;
- accueillir et encadrer les justiciables afin qu'ils disposent de tous les dispositifs nécessaires pour satisfaire aux conditions prévues par les peines et mesures qui ont été prononcées à leur rencontre;
- faire rapport aux assistants de justice qui à leur tour font rapport aux autorités judiciaires, du déroulement de l'exécution des mesures ou peines.

2. La vision

Le service d'accompagnement réalise sa mission selon la vision suivante:

- prévenir la commission de nouvelles infractions;
- contribuer à une justice humaine et accessible, dans laquelle la responsabilisation du justiciable prime.

3. Le cadre judiciaire

Les peines et mesures encadrées par les services d'accompagnement mentionnées au point I.2.

4. La méthodologie

Dans sa manière de travailler, le service d'accompagnement applique les principes de base tels que définis par l'administration.

5. Le groupe cible

Le groupe cible vise toute personne envoyée par la maison de justice dans le cadre de la mise à exécution d'une peine ou d'une mesure visée au point I.2.

6. Le territoire d'action

Le service d'accompagnement travaille sur le territoire tel que défini à l'article au point I.5.

Le service d'accompagnement encadre tous les justiciables appartenant à son groupe cible qui lui sont envoyés et qui doivent accomplir leur peine ou mesure sur ce territoire. Si pour des raisons particulières la mise en œuvre de la peine ou de la mesure n'est pas possible, le service d'accompagnement transmettra l'information à la maison de justice. Dans ce cas, qui doit rester exceptionnel, le service d'accompagnement fournira toutes les motivations de son refus.

1. Les critères d'évaluation

Le service d'accompagnement accomplit sa mission en respectant des critères quantitatifs et qualitatifs. Pour pouvoir juger du respect des critères quantitatifs, des zones sont définies. Pour pouvoir juger du respect des critères qualitatifs, l'administration prévoit des indicateurs objectivables.

Dans le cadre de la subvention octroyée, les critères à prendre en compte sont ceux repris dans l'arrêté ministériel du 26 décembre 2016 déterminant les conditions auxquelles des organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures.

IV. Obligations du ministre

Sans préjudice des droits et obligations de l'AR et de l'AM, le Ministre met à disposition de l'organisme les crédits correspondant à la subvention prévue par la convention.

Sous réserve des crédits disponibles, la liquidation des allocations dues est réalisée selon un système d'avance/solde. Le pourcentage de ces avances est calculé sur une base annuelle.

L'avance de l'allocation est fixée à 80 % du montant de l'allocation annuelle. Le solde de l'allocation est versé après contrôle des dépenses introduites par l'organisme (Annexe 2 – formulaire GP2 (en ce compris l'annexe 2bis) et l'annexe 3 –formulaire GP3) et clôture du décompte annuel définitif.

Le non-respect des conditions mises dans la convention liant l'organisme et le Ministre de la Justice peut entraîner la suppression du paiement de l'intervention forfaitaire et la récupération partielle voire entière de l'intervention.

Le Ministre de la Justice procède aux récupérations et décide des suppressions des subventions.

V. Mise à disposition du personnel

Le personnel recruté par la commune peut être mis à disposition d'une asbl. Les conditions de cette mise à disposition font l'objet d'un accord écrit liant la commune à l'association, conformément à l'article 2, §2, de l'AR. Dans ce cas d'espèce, seule l'association sera responsable de l'encadrement proprement dit des mesures judiciaires alternatives à l'égard des autorités judiciaires compétentes.

V. Dispositions finales

L'organisme fournit les ressources nécessaires à l'exécution de la convention durant le temps qui est nécessaire au traitement du dossier financier.

Les parties peuvent de commun accord apporter des modifications à la convention. Le cas échéant, les modifications sont reprises dans un avenant.

Les parties peuvent mettre fin prématurément à la convention d'un commun accord.

Les parties peuvent résilier le contrat unilatéralement par lettre recommandée, à condition d'observer une période de six mois de préavis.

La présente convention est signée en deux exemplaires.

Chaque partie déclare en avoir reçu un exemplaire.

Pour l'Etat

Le Ministre de la Justice
Vincent VAN QUICKENBORNE

Pour l'organisme

La Secrétaire communale f.f.,
Annick PETIT

Le Bourgmestre,
Vincent DE WOLF

Bruxelles,

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 31 mai 2021.

Subsidie overeenkomst tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2020 /Goedkeuring

De Gemeenteraad,

gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 van het ministerie van Justitie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen en de criminaliteitspreventie;

overwegende dat onze gemeente krachtens dat besluit overgegaan is tot de aanwerving van een voltijdse universitaire medewerker belast met de begeleiding van personen die het voorwerp uitmaken van beslissingen van gerechtelijke instanties;

overwegende dat daartoe hierop een overeenkomst is jaarlijks opgesteld tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en onze gemeente;

gezien de subsidie overeenkomst 2020 die op 3 mei 2021 werd doorgestuurd,

BESLIST de conclusie van de subsidie overeenkomst tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2020 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

SUBSIDIE OVEREENKOMST

Betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2020

In uitvoering van:

- de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, inzonderheid artikel 69, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994, 25 mei 1999, 22 december 2003, 27 december 2006; 12 mei 2014 en 20 december 2016;

- het Koninklijk Besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, hierna “het KB” genoemd;

- het Ministerieel Besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, hierna “het MB” genoemd,

wordt tussen,

enerzijds, de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie, gevestigd Waterloolaan 115 te 1000 Brussel, hierna de “de Minister” genoemd,

en

anderzijds, de Gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent DEWOLF, Burgemeester en de mevrouw Annick PETIT, Gemeentesecretaris, verder "de organisatie" genoemd,

het volgende overeengekomen:

I. Algemene bepalingen

1. Onder voorbehoud van de beschikbare kredieten maakt de Minister jaarlijks een bedrag van 59.547,28€ over aan de organisatie

2. De toelage vermeld in punt 1 is bedoeld voor de begeleiding van de uitvoering van:

Dienstverleningen die zijn opgelegd op grond van art. 216ter, §1, Wetboek van Strafvordering;

Werkstraffen die zijn opgelegd op grond van art. 37quinquies, 37sexies en 37septies Strafwetboek.

De betoelaagde begeleidingsdienst betreft een “dispatchingsdienst”, als bedoeld in artikel 1, 9° MB.

In het geval van detachering of overdracht van kredieten wordt de overeenkomst overgemaakt aan de administratie van de Justitiehuisen.

3. De toelage is bedoeld voor de aanwerving van:

1 persoon, niveau A, VTE

Detail van de globale enveloppe		
Personneelskosten	54.547,28 €	
Actiemiddelen	Administratieve kosten	1000 €
	Reiskosten	1000 €
	Investeringskosten	2500 €

Werkingskosten	500 €
ALGEMEEN TOTAAL	59.547,28 €

De toelage wordt toegekend in de vorm van een globale jaarlijkse enveloppe. Binnen deze globale enveloppe kan een overdracht van de toegekende bedragen worden gerealiseerd van de personeelskosten naar de actiemiddelen en de werkingskosten en omgekeerd. De overdracht bedraagt ten hoogste de totaalsom van de maximale forfaitaire bedragen voorzien voor de actiemiddelen en werkingskosten, zoals voorzien in bijlage 1 van het KB.

4. De overeenkomst wordt gesloten voor een periode van 1 jaar. Ze treedt in werking op 1 januari 2020 en eindigt op 31 december 2020.

5. Het werkingsgebied van de organisatie is zoals afgesproken met het bevoegde justitiehuis en opgenomen in de rapportage aan het hoofdbestuur van de justitieuizen.

6. Het bevoegde justitiehuis is het Justitiehuis van Brussel

7. De bevoegde administratie is de Administration générale des Maisons de Justice, Handelsstraat, 68 A te 1040 Brussel. De financiële controle gebeurt door de Direction du Partenariat binnen de AGMJH

II. Verplichtingen van de organisatie

1. Met behoud van de overige plichten die voortvloeien uit het KB en MB, heeft de organisatie in het bijzonder als verplichtingen:

- personeel in te zetten bestemd voor de begeleiding van de uitvoering van de in punt I.2 vermelde straffen en maatregelen. Het personeel wordt gevormd door de medewerker(s) van de begeleidingsdienst als bedoeld in art. 1, 4°, MB;
- te handelen als werkgever conform de wettelijke bepalingen en regelgeving voorzien in het arbeidsbeschermingsrecht;
- de actiemiddelen gelieerd aan de aanwerving op zich te nemen en de werkingsmiddelen;
- te voorzien in een opleiding aangepast aan de missie van de begeleidingsdienst en een gespecialiseerde omkadering voor het personeel;
- zijn expertise aan te bieden ter ondersteuning van de inhoudelijke uitwerking van het aanbod van de begeleidingsdienst.

Om subsidies te kunnen genieten, moeten de organisatie en de begeleidingsdienst daadwerkelijk en regelmatig prestaties verrichten in overeenstemming met de overeenkomst, alsook:

- tegemoetkomen aan de verplichtingen en doelstellingen;
- zich onderwerpen aan controleacties van de administratie met betrekking tot de verplichtingen en doelen;
- via tussenkomst van het justitiehuis een trimestrieel rapport overmaken aan de administratie, ten laatste op de 30e dag van de maand die volgt na het einde van een trimester, volgens een model uitgewerkt door de administratie.

De organisatie is verantwoordelijk voor het gebruik van de subsidies toegekend door de Minister en verbindt zich ertoe deze te beheren “als een goede huisvader”, en overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de federale subsidies.

2. Naar aanleiding van een aanwerving van personeel, vertrek of een wijziging van contract moet de organisatie het formulier “wijziging personeelsbestand” invullen. Elk vertrek of elke vervanging van een personeelslid moet worden meegedeeld via een formulier. Dit formulier moet duidelijk de datum vermelden waarop het personeelslid in dienst kwam. Dit formulier moet worden overgemaakt aan de AGMJ, Direction du Partenariat, Handelsstraat, 68 A te 1040 Brussel. Het personeel dient niet op dezelfde dag zijn aangeworven (Bijlage 1 : GP1-formulier).

Vóór 31 maart van het begrotingsjaar dat volgt op het jaar waarin de kredieten zijn verleend, maakt de organisatie het financieel dossier vermeld in art. 32 en 33, §1 van het MB van 26 december 2015. De stukken die in het kader van dit financieel dossier ter beschikking gesteld of overgemaakt moeten worden, zijn opgesomd in bijlage 2 van het KB.

De organisatie verbindt er zich toe de richtlijnen van de administratie na te leven. (GP2 en GP2 bis-formulier en GP3-formulier in bijlage, en Bijlage 1: verklaring op erewoord)

III. Doelstellingen van de begeleidingsdienst

De doelstellingen omvatten: de missie, de visie, het gerechtelijk kader, de methodologie, de doelgroep, het werkingsgebied en de evaluatiecriteria.

De missie

De begeleidingsdienst heeft als missie de uitvoering van straffen en maatregelen door de partners in de strafrechtssketen: de gerechtelijke autoriteiten, de justitiehuizen, en voor wat betreft de werkstraffen en dienstverleningen, de prestatieplaatsen, te faciliteren.

De begeleidingsdienst, als actor in de gemeenschap en partner van de actoren van de strafrechtssketen, stelt zijn specifieke kennis ten dienste van de uitvoering van de straffen en maatregelen.

De begeleidingsdienst dient ter vervulling van zijn missie:

- een aanbod te ontwikkelen dat afgestemd is op de vraag van de partners van de strafrechtssketen;
- de justitiabelen te onthalen en te begeleiden zodat ze beschikken over alle middelen noodzakelijk om te voldoen aan de voorwaarden voorzien in de straffen en maatregelen die hen werden opgelegd;
- aan de justitieassistent te rapporteren, die op zijn beurt de gerechtelijke overheden inlicht over het verloop van de uitvoering van de maatregelen en straffen.

1. De visie

De begeleidingsdienst realiseert zijn missie volgens volgende visie:

- het voorkomen van het plegen van nieuwe feiten;
- het bijdragen aan een menselijke en toegankelijke justitie, waarbij de verantwoordelijkheid van de justitiabele primeert.

2. Het gerechtelijk kader

De straffen en maatregelen vermeld in punt I.2 die door de begeleidingsdienst omkaderd worden.

3. De methodologie

In zijn werkwijze past de begeleidingsdienst de basisprincipes, zoals gedefinieerd door de administratie toe.

4. De doelgroep

De doelgroep omvat iedere persoon die is doorverwezen door het justitiehuis in het kader van de uitvoering van een straf of maatregel vermeld in punt I.2.

5. Het werkingsgebied

De begeleidingsdienst treedt op voor het hele werkingsgebied vermeld in punt I.5.

De begeleidingsdienst omkadert alle justitiabelen behorend tot de doelgroep die werden doorverwezen en die hun straf of maatregel moeten vervullen in dat werkingsgebied. Indien omwille van specifieke redenen, de uitvoering van een straf of maatregel niet mogelijk is, deelt de begeleidingsdienst deze informatie mee aan het justitiehuis. In dit geval, dat uitzonderlijk van aard is, motiveert de begeleidingsdienst de weigering.

7. De evaluatiecriteria

De begeleidingsdienst vervult zijn missie met respect voor de kwantitatieve en kwalitatieve criteria. Voor de beoordeling van het behalen van de kwantitatieve criteria wordt er met zones gewerkt. Voor de beoordeling van het respecteren van de kwalitatieve criteria worden door de administratie objectiveerbare indicatoren voorzien.

In het kader van de toegekende subsidie zijn de in aanmerking te nemen criteria die vermeld in het ministerieel besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, hierna “het MB” genoemd.

IV. Rechten en plichten van de Minister

Met behoud van de overige rechten en plichten die voortvloeien uit het KB en MB, stelt de Minister aan de organisatie de kredieten ter beschikking die overeenstemmen met de financiële toelage, zoals voorzien in de overeenkomst.

Binnen de beschikbare kredieten, gebeurt de vereffening van de verschuldigde toelagen gebeurt volgens een voorschot/saldosysteem. Het percentage van die voorschotten wordt berekend op jaarbasis. Het voorschot van de toelage wordt vastgelegd op 80% van het bedrag van de jaarlijkse toelage. Het saldo zal gestort worden na controle van de door de organisatie ingediende uitgaven (bijlage 2, GP2-formulier (inclusief bijlage 2bis) en bijlage 3 GP3-formulier) en afsluiten van de definitieve jaarafrekening.

In het geval de voorwaarden niet worden gerespecteerd, wordt de forfaitaire tussenkomst beëindigd en zo nodig overgegaan tot de gedeeltelijke of volledige terug-inning ervan.

De minister van Justitie gaat met de terug-inning verder en beslist over de beëindiging van de subsidies.

V. Terbeschikkingstelling van personeel

Het personeel aangeworven door de gemeente kan ter beschikking worden gesteld van een vzw. De voorwaarden van deze terbeschikkingstelling maken het voorwerp uit van een geschreven samenwerkingsakkoord tussen de gemeente en de vereniging. Enkel de vereniging zal in dit geval

verantwoordelijk zijn voor de omkadering van de alternatieve gerechtelijke maatregelen ten aanzien van de bevoegde gerechtelijke autoriteiten.

VI. Slotbepalingen

De organisatie voorziet in de nodige middelen om de overeenkomst onverminderd uit te voeren gedurende de tijd die nodig is om het financieel dossier af te handelen.

De partijen kunnen in onderling overleg wijzigingen aanbrengen aan huidige overeenkomst . In voorkomend geval worden de wijzigingen opgenomen in een avenant.

De partijen kunnen in onderlinge overeenstemming de overeenkomst voortijdig beëindigen.

De partijen kunnen de overeenkomst éézijdig opzeggen per aangetekend schrijven, mits een opzegtermijn van 6 maanden in acht te nemen.

Deze overeenkomst is opgemaakt in twee exemplaren.

Elke partij verklaart een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de Staat,

De Minister van Justitie,
Vincent VAN QUICKENBORNE

Voor de organisatie,

De wnd. Gemeentesecretaris,
Annick PETIT
Brussel,

De Burgemeester,
Vincent DE WOLF

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 31 mei 2021.

8 **Règlement relatif à l'octroi d'une prime visant à lutter contre le vol de vélos/Modifications.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 18 décembre 2017 portant sur le règlement relatif à l'octroi d'une prime visant à lutter contre le vol de vélos ;

Vu le règlement relatif à la mise en place d'un système de chèques locaux dénommés « Broebel » pour soutenir les commerçants et artisans de proximité ainsi que les acteurs locaux du secteur non-marchand, adopté par le conseil communal en date du 19 octobre 2020 ;

Considérant que le paiement de la prime cadenas se fera dorénavant au moyen de chèques Broebel ;

Considérant par conséquent qu'il y a lieu de modifier certains articles du règlement relatif à l'octroi d'une prime visant à lutter contre le vol de vélos adopté en séance du 18 décembre 2017 ;

DECIDE

D'approuver le règlement -prime visant à lutter contre le vol de vélos ci-dessous.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

REGLEMENT RELATIF A L'OCTROI D'UNE PRIME COMMUNALE VISANT A LUTTER CONTRE LE VOL DE VELOS - Modifications

Article 1 :

Dans les limites des crédits disponibles au budget approuvé par le Conseil communal, le Collège des bourgmestre et échevins peut accorder des primes visant à lutter contre le vol de vélos. Les demandes d'octroi de primes introduites à partir de la date d'entrée en vigueur du présent règlement, sont soumises à ce règlement modifié

Article 2 :

Vu le règlement relatif à la mise en place d'un système de chèques locaux dénommés « Broebel » pour soutenir les commerçants et artisans de proximité ainsi que les acteurs locaux du secteur non-marchand, adopté par le conseil communal en date du 19 octobre 2020, seul le versement portant sur la prime « cadenas » se fera dans son intégralité en chèques locaux « Broebel » (article 6) et ce, sous réserve de leur disponibilité.

Article 3 :

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre :

Par "prime", le montant remboursé par la commune des frais avancés par le demandeur pour l'achat et/ou l'installation de moyens destinés à lutter contre le vol de vélos et/ou un montant forfaitaire payé par la commune pour la mise à disposition d'un terrain privé accessible au public sur lequel est installé un boxe destiné à lutter contre le vol de vélos ;

Par "dispositifs de stationnement de vélos", les modèles d'arceaux et de boxes à vélos ou tout autre dispositif permettant la sécurisation des vélos et agréé par le collège, répondant aux exigences minimales de résistance et d'efficacité contre le vol;

Par "cadenas", les modèles de cadenas répondant aux exigences minimales de résistance et d'efficacité contre le vol.

Article 4 :

L'objectif de la commune est de lutter plus efficacement contre le phénomène de vols de vélos et de promouvoir les équipements collectifs et individuels utiles à protéger les vélos stationnés sur son territoire.

Article 5 :

§1 Il est octroyé une prime communale à toute personne physique ou morale qui s'engage à placer sur un domaine privé accessible au public, situé sur le territoire communal, un dispositif de stationnement de vélos.

L'accessibilité au public doit être assurée, à tout le moins, en journée entre 7h et 22h. Le stationnement ne peut être réservé à la seule clientèle du demandeur.

Le montant de la prime est limité à 50 % du prix d'achat du dispositif avec un maximum de 1.000 euros.

§2 Une prime forfaitaire de 1000€ est accordée pour la mise à disposition pendant minimum 3 ans d'un terrain privé accessible au public et situé sur le territoire communal pour l'installation d'un boxe. Cette mise à disposition est renouvelable par tacite reconduction. Elle peut prendre fin au bout des 3 années moyennant un préavis de 3 mois.

L'accessibilité au public doit être assurée, à tout le moins, en journée entre 7h et 22h. Le stationnement ne peut être réservé au seul usage du demandeur.

§3 Sauf décision motivée, le Collège des bourgmestres et échevins n'alloue qu'une prime telle que prévue aux paragraphes 1 et 2 par parcelle cadastrale.

Article 6 :

Il est octroyé une prime communale à toute personne physique, domiciliée à Etterbeek, qui s'est portée acquéreur d'un cadenas pour son propre vélo.

Le montant de la prime communale est limité à 30% du prix d'achat du cadenas avec un maximum de 50 euros.

La prime « cadenas » est versée sous forme de chèques locaux « Broebel » d'une valeur faciale de 5 euros et ce, sous réserve de leur disponibilité. Ces chèques sont à faire valoir auprès des établissements participants, dont la liste est remise en même temps que les chèques locaux. La liste mise à jour est également publiée sur le site web de la commune www.etterbeek.brussels ou le site web www.broebel.brussels.

En cas de montant qui ne serait pas un multiple de 5, la prime cadenas sera arrondie à la valeur multiple de 5 supérieure (ex :une prime de 22,5€ sera arrondie à 25€ soit 5 chèques « Broebel »).

Le demandeur pourra soit recevoir ses chèques par courrier postal (sous sa responsabilité), soit venir les retirer à l'administration sur rendez-vous auprès du service des finances sur convocation de ce dernier.

Sauf décision motivée, le Collège des bourgmestre et échevins n'alloue qu'une prime par demandeur.

Article 7 :

La demande de prime doit être introduite soit :

- par écrit et adressée à l'Administration communale d'Etterbeek (avenue des Casernes 31/1 à 1040 Etterbeek),

- soit par mail à l'adresse : primes.premies@etterbeek.brussels

- soit par dépôt à l'accueil de l'Administration communale

Pour être recevable, le dossier de demande de prime doit comprendre :

1. Pour la prime visée à l'article 5 §1:

- Le formulaire de demande de prime dûment rempli qui se trouve sur le site web communal* : vos démarches => Primes et Subsidés => lutte contre le vol des vélos)
- Une copie de la facture d'achat du dispositif de stationnement de vélos
- Un descriptif succinct de sa localisation

2. Pour la prime visée à l'article 5 §2

- Le formulaire de demande de prime dûment rempli*
- Un descriptif succinct de la localisation du terrain

3. Pour la prime visée à l'article 6:

- Le formulaire de demande de prime dûment rempli* ;
- Le ticket original d'achat du cadenas ou une copie de la facture;
- Une copie papier des informations reprises sur la carte d'identité du demandeur.

La demande doit parvenir à l'Administration communale au plus tard trois mois après la date de l'achat (article 5§1 et article 6) ou de la mise à disposition (article 5§2).

Article 8 :

Toute personne qui souhaite introduire une demande de prime et être renseignée sur les modèles répondant aux exigences minimales de résistance et d'efficacité contre le vol et éligibles pour l'application du présent règlement a la possibilité de bénéficier de l'avis d'un conseiller en techno-prévention (Maison de la

Article 9 :

La prime est liquidée après examen complet du dossier de demande de prime et décision du Collège des bourgmestre et échevins.

Le traitement des demandes de prime suit l'ordre chronologique d'introduction de celles-ci, jusqu'à épuisement des crédits disponibles.

En tel cas, la commune s'engage à informer la population de la manière la plus adéquate.

Article 10 :

La prime octroyée sur base d'une demande frauduleuse ou falsifiée sera intégralement récupérée, sans préjudice des éventuelles poursuites judiciaires.

Article 11

Le demandeur déclare avoir pris connaissance et marqué accord au présent règlement.

Article 12

Les dispositions qui précèdent entrent en vigueur le 1er juin 2021 et seront dès lors applicables à toutes les demandes de primes qui seront introduites à partir de cette date.

Le collège est compétent pour fixer les modalités de réception de la prime et approuver les modifications utiles aux formulaires y afférant.

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 31 mai 2021.

Reglement betreffende de toekenning van een premie in de strijd tegen fietsdiefstallen/Wijzigingen

De Gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 18 december 2017 houdende het reglement betreffende de toekenning van een premie in de strijd tegen fietsdiefstallen;

gelet op het reglement betreffende de invoering van een systeem van lokale cheques die "broebels" worden genoemd om de buurthandelaars en -ambachtshuizen en de lokale actoren uit de non-profitsector te steunen, dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 19 oktober 2020;

overwegende dat de premie voor fietsslots voortaan wordt uitbetaald in broebelcheques;

overwegende dat bijgevolg wijzigingen moeten worden aangebracht aan bepaalde artikels uit het reglement betreffende de toekenning van een premie in de strijd tegen fietsdiefstallen dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 2017;

BESLIST

om het onderstaande premierglement in de strijd tegen fietsdiefstallen goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

REGLEMENT BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN EEN PREMIE IN DE STRIJD TEGEN FIETSDIEFSTALLEN

Artikel 1

Binnen de perken van de kredieten die beschikbaar zijn in de begroting die goedgekeurd werd door de gemeenteraad kan het college van burgemeester en schepenen premies toekennen in de strijd tegen fietsdiefstallen. De premieaanvragen kunnen ingediend worden vanaf de datum van inwerkingtreding en publicatie van onderhavig reglement.

Artikel 2

Gelet op het reglement betreffende de invoering van een systeem van lokale cheques die “broebels” worden genoemd om de buurthandelaars en ambachtslui en de lokale actoren uit de non-profitsector te steunen, goedgekeurd door de gemeenteraad van 19 oktober 2020, zal enkel de betaling van de premie voor een fietsslot volledig worden uitbetaald in lokale Broebelcheques (artikels 6) zolang die voorradig zijn.

Artikel 3

Voor de toepassing van onderhavig reglement wordt verstaan onder:

“Premie”: het bedrag dat terugbetaald wordt door de gemeente van de kosten die door de aanvrager voorgeschoten werden voor de aankoop en/of de plaatsing van middelen in de strijd tegen fietsdiefstallen en/of een forfaitair bedrag dat door de gemeente betaald wordt voor de terbeschikkingstelling van een privéterrein dat toegankelijk is voor het publiek en waarop een fietsbox geïnstalleerd wordt in de strijd tegen fietsdiefstallen;

“Fietsparkeervoorzieningen”: de fietsbogen en fietsboxen of andere voorzieningen ter beveiliging van fietsen die door het college erkend worden en voldoen aan de minimumeisen inzake weerstand en doeltreffendheid tegen diefstal;

“Hangsloten”: de hangslotmodellen die voldoen aan de minimumeisen inzake weerstand en doeltreffendheid tegen diefstal.

Artikel 4

Het doel van de gemeente is om op een efficiëntere manier de strijd aan te binden met het fenomeen van fietsdiefstallen en om de collectieve en individuele voorzieningen te promoten die nuttig zijn om fietsen die op haar grondgebied geparkeerd zijn te beschermen.

Artikel 5

§1. Er wordt een gemeentelijke premie toegekend aan elke natuurlijk persoon of rechtspersoon die zich ertoe verbindt een fietsparkeervoorziening te plaatsen op een privédoein dat toegankelijk is voor het publiek op het grondgebied van de gemeente.

De toegankelijkheid voor het publiek moet minstens overdag verzekerd zijn tussen 7 uur en 22 uur. De parking mag niet enkel voorbehouden zijn aan het cliënteel van de aanvrager.

Het bedrag van de premie is beperkt tot 50% van de aankoopprijs van de voorziening met een maximum van 1.000 euro.

§2. Een forfaitaire premie van € 1.000 wordt toegekend voor de terbeschikkingstelling gedurende minstens drie jaar van een privéterrein dat toegankelijk is voor het publiek op het grondgebied van de gemeente voor de plaatsing van een fietsbox. Die terbeschikkingstelling kan stilzwijgend verlengd worden. Ze kan na afloop van drie jaar beëindigd worden op voorwaarde van een opzegtermijn van drie maanden.

De toegankelijkheid voor het publiek moet minstens overdag verzekerd zijn tussen 7 uur en 22 uur. De parking mag niet enkel voorbehouden zijn aan de aanvrager.

§3 Behoudens gemotiveerde beslissing kent het college van burgemeester en schepenen slechts één premie per kadastraal perceel toe zoals voorzien in paragraaf 1 en 2.

Artikel 6

Er wordt een gemeentelijke premie toegekend aan elke natuurlijk persoon die gedomicilieerd is in

Etterbeek en een hangslot aangekocht heeft voor zijn eigen fiets.

Het bedrag van de premie is beperkt tot 30% van de aankoopprijs van het hangslot met een maximum van 50 euro die volledig wordt betaald in de vorm van lokale Broebelcheques

De premie voor een hangsloten wordt betaald in de vorm van lokale Broebelcheques met een nominale waarde van 5 euro en onder voorbehoud van beschikbaarheid. Die cheques kunnen worden gebruikt bij de deelnemende etablissementen, waarvan de lijst samen met de lokale cheques wordt overhandigd. De bijgewerkte lijst staat ook op de website van de gemeente www.etterbeek.brussels en op de website www.broebel.brussels

Als het bedrag geenveelvoud is van 5, dan wordt de premie voor een hangsloten naar boven afgerond tot een waarde die een veelvoud is van 5 (bijvoorbeeld: een premie van 22,50 euro wordt afgerond naar 25 euro ofwel 5 Broebelcheques).

Behoudens gemotiveerde beslissing kent het college van burgemeester en schepenen slechts één premie per aanvrager toe.

Artikel 7

De premieaanvraag wordt ingediend:

- ofwel schriftelijk bij het gemeentebestuur van Etterbeek (Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek)
- ofwel via e-mail naar primes.premies@etterbeek.brussels
- ofwel aan het onthaal van het gemeentehuis

Om ontvankelijk te zijn, moet het premieaanvraagdossier de volgende documenten bevatten:

1. Voor de premie bedoeld in artikel 4 §1:

- het volledig ingevulde premieaanvraagformulier;
- een kopie van de aankoopfactuur van de fietsparkeervoorziening;
- een beknopte beschrijving van de locatie.

2. Voor de premie bedoeld in artikel 4 §2:

- het volledig ingevulde premieaanvraagformulier;
- een beknopte beschrijving van de locatie van het terrein.

3. Voor de premie bedoeld in artikel 6:

- het volledig ingevulde premieaanvraagformulier;
- het originele aankoopbewijs van het hangslot of een kopie van de factuur;
- een kopie van de gegevens op de identiteitskaart van de aanvrager

De aanvraag moet uiterlijk binnen drie maanden na de datum van aankoop (artikel 4§1 en artikel 5) of terbeschikkingstelling (artikel 4§2) bezorgd worden aan het gemeentebestuur.

Artikel 8

Elke persoon die een premieaanvraag wil indienen en geïnformeerd wil worden over de modellen die voldoen aan de minimumeisen inzake weerstand en doeltreffendheid tegen diefstal en die in aanmerking komen voor de toepassing van onderhavig reglement kan het advies krijgen van een diefstalpreventieadviseur (Preventiehuis, Generaal Tombeurstraat 53 in 1040 Etterbeek – 02 737 02 01).

Het college van burgemeester en schepenen publiceert op de website eveneens het premieaanvraagformulier bedoeld in artikel 6 van onderhavig reglement.

Artikel 9

De premie wordt uitbetaald na volledig onderzoek van het premieaanvraagdossier en beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

De premies worden chronologisch verwerkt volgens datum van indiening tot de beschikbare kredieten uitgeput zijn.

In dat geval verbindt de gemeente zich ertoe om de bevolking hierover op de meest geschikte manier te informeren.

Artikel 10:

De premie die toegekend werd op basis van een frauduleuze of vervalste aanvraag zal volledig teruggevorderd worden zonder afbreuk te doen aan de eventuele gerechtelijke vervolgingen.

Artikel 11:

De aanvrager verklaart kennis te hebben genomen van onderhavig reglement en ermee akkoord te gaan.

Artikel 12

De voorgaande bepalingen treden in werking op 1 juni 2021 en zijn bijgevolg van toepassing voor alle premieaanvragen die vanaf die datum worden ingediend.

Het college is bevoegd om de voorwaarden voor de ontvangst van de premie vast te leggen en de bijhorende wijzigingen van de formulieren goed te keuren.

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 31 mei 2021.

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

9 Kiosque place Jourdan – Maison Antoine - Concession domaniale temporaire - Prolongation.

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 14/10/2019 décidant d'approuver les termes de la concession domaniale temporaire entre la Commune d'Etterbeek et Mr Thierry WILLAERT et Mr Pascal WILLAERT ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29/03/2021 décidant de mettre en concurrence la concession portant sur l'exploitation de la friterie située place Jourdan, n°1 à 1040 Bruxelles à partir du 01/02/2022 ;

Considérant que la concession temporaire entre la Commune d'Etterbeek et Mr Thierry WILLAERT et Mr Pascal WILLAERT se termine le 30/06/2021 ;

Considérant qu'il est proposé de prolonger la concession domaniale à durée limitée de 18 mois octroyée à Mr Thierry WILLAERT et Mr Pascal WILLAERT jusqu'au 31/01/2022 :

1. Afin de ne pas interrompre l'activité commerciale de la Friterie sur la place Jourdan et d'éviter une perte de loyer pour la Commune
2. Afin de permettre à la Maison Antoine de prendre ses dispositions notamment vis-à-vis de son personnel si elle n'obtient pas la concession

DECIDE :

1. De prolonger jusqu'à 31/01/2022 la concession domaniale temporaire à durée limitée accordée à Mr Thierry WILLAERT et Mr Pascal WILLAERT pour l'exploitation de la Friterie située sur la Place Jourdan 1.
2. D'approuver les termes de l'avenant en annexe.

Kiosk Jourdanplein – Maison Antoine - Tijdelijke domeinconcessie - Verlenging.

De gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 14/10/2019 tot goedkeuring van de voorwaarden van de tijdelijke domeinconcessie tussen de gemeente Etterbeek en de heer Thierry WILLAERT en de heer Pascal WILLAERT;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 29/03/2021 om een mededinging te organiseren voor de concessie betreffende de uitbating van het frietkraam op het Jourdanplein 1 in 1040 Brussel vanaf 01/02/2022;

Overwegende dat de tijdelijke concessie tussen de gemeente Etterbeek en de heer Thierry WILLAERT en de heer Pascal WILLAERT afloopt op 30/06/2021;

Overwegende dat voorgesteld wordt om de domeinconcessie te verlengen voor een bepaalde duur van 18 maanden aan de heer Thierry WILLAERT en de heer Pascal WILLAERT tot en met 31/01/2022:

1. Om de commerciële activiteit van het frietkraam op het Jourdanplein niet te onderbreken en een verlies van huurinkomsten voor de gemeente te vermijden
2. Om Maison Antoine de mogelijkheid te geven om de nodige maatregelen te treffen ten aanzien van het personeel als het de concessie niet verkrijgt

BESLIST :

1. Om de tijdelijke domeinconcessie te verlengen voor een bepaalde duur van 18 maanden aan de heer Thierry WILLAERT en de heer Pascal WILLAERT tot en met 31/01/2022 voor de uitbating van het frietkraam op het Jourdanplein 1.
2. Om de voorwaarden van het aanhangsel in bijlage goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

*20210519_REGIE_Friterie Antoine - Concession domaniale temporaire - Prolongation - FR.pdf,
20210519_REGIE_Friterie Antoine - Concession domaniale temporaire - Prolongation - NL.pdf*

10 Règlement d'attribution des logements communaux – Abrogation – Adoption.

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement ;

Vu l'ordonnance du 19 avril 2018 introduisant un nouvel article 28 bis au Code bruxellois du Logement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2017 relatif aux règles applicables aux logements mis en location par certains opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales ;

Vu le règlement d'attribution des logements communaux adopté par le Conseil Communal du 15/12/2014 et ses modifications ultérieures ;

Vu l'avis de l'administration régionale réceptionnée le 24 février 2020 ;

Considérant qu'il convient de mettre le règlement d'attribution des logements communaux en conformité avec les dernières évolutions législatives et avec l'avis de l'administration régionale ;

Considérant que presque tous les articles du règlements ont été modifiés ;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 visant la régionalisation du bail d'habitation ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

1. D'abroger le règlement d'attribution des logements communaux adopté par le Conseil Communal du 15/12/2014 et ses modifications ultérieures.
2. D'adopter le règlement d'attribution des logements communaux en annexe.

Toewijzingsreglement gemeentewoningen – Intrekking – Goedkeuring.

De gemeenteraad,

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode;

Gelet op de ordonnantie van 19 april 2018 die een nieuw artikel 28 bis toevoegt aan de Brusselse Huisvestingscode;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 december 2017 houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedbeheerders en door de sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld;

Gelet op het toewijzingsreglement van de gemeentelijke woningen dat door de gemeenteraad van 15 december 2014 werd goedgekeurd en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het advies van het gewestelijke bestuur dat werd ontvangen op 24 februari 2020;

Overwegende dat het aangewezen is om het toewijzingsreglement van de gemeentelijke woningen aan te passen aan de recentste wetsaanpassingen en het advies van het gewestelijke bestuur;

Overwegende dat bijna alle artikelen van het reglement werden aangepast;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 houdende de regionalisering van de woninghuurovereenkomst;

Gelet op artikels 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

1. Om het toewijzingsreglement van de gemeentelijke woningen dat door de gemeenteraad van 15 december 2014 werd goedgekeurd en zijn latere wijzigingen te herroepen;

2. Om het toewijzingsreglement van de gemeentelijke woningen in bijlage goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

Règlement d'attribution 2021 VI-NL.pdf, Règlement d'attribution 2021 VI-FR.pdf

11 **Commission d'attribution des logements communaux - Règlement d'ordre intérieur – Modifications.**

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du 03 juin 2019;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement ;

Vu l'ordonnance du 19 avril 2018 introduisant un nouvel article 28 bis au Code bruxellois du Logement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2017 relatif aux règles applicables aux logements mis en location par certains opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales ;

Vu le règlement d'attribution des logements communaux adopté par le Conseil Communal du 15/12/2014 et ses modifications ultérieures ;

Vu l'avis de l'administration régionale réceptionnée le 24 février 2020 ;

Vu l'article 8 du règlement d'attribution des logements communaux adopté par le Conseil communal du 31 mai 2021 ;

Considérant que le règlement d'ordre intérieur doit être mis en conformité avec les modifications du règlements d'attributions.

DECIDE :

D'approuver les modifications suivantes aux règlement d'ordre intérieur de la Commission d'attribution des logements communaux :

§ 1. Alinéa 3 : Les membres sont tenus à un devoir de discrétion quant au contenu des délibérations, des rapports et des votes et en ce qui concerne toutes les données personnelles, sociales et financières relatives aux candidats locataires et aux locataires de la Régie foncière.

§ 2. La Commission est composée de 6 membres lesquels sont répartis comme suit :

- le référent de la Régie foncière ou son représentant ;
- le référent du Guichet unique pour le Logement ou celui de l'Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek ;

....

§ 3. La Commission désigne en son sein un président et un secrétaire chargé du secrétariat de la Commission.

La présidence est accordée à un membre non politique de la Commission.

§ 5.En cas de parité des voix dans les délibérations, la voix du Président est prépondérante. Il en sera fait mention au procès-verbal.

.....

Toewijzingscommissie van de gemeentelijke woningen – Huishoudelijk reglement – Wijzigingen.

De gemeenteraad,

Gelet op de vorige beraadslaging van de gemeenteraad van 3 juni 2019;

Gelet op artikels 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode;

Gelet op de ordonnantie van 19 april 2018 die een nieuw artikel 28 bis toevoegt aan de Brusselse Huisvestingscode;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 december 2017 houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedbeheerders en door de sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld;

Gelet op het toewijzingsreglement van de gemeentelijke woningen dat door de gemeenteraad van 15 december 2014 werd goedgekeurd en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het advies van het gewestelijke bestuur dat werd ontvangen op 24 februari 2020;

Gelet op artikel 8 van het toewijzingsreglement van de gemeentelijke woningen dat door de gemeenteraad van 31 mei 2021 werd goedgekeurd;

Overwegende dat het huishoudelijk reglement moet worden aangepast aan de wijzigingen in het toewijzingsreglement;

BESLIST :

Om de volgende wijzigingen in het huishoudelijk reglement van de toewijzingscommissie van de gemeentelijke woningen goed te keuren:

§ 1. Alinea 3: De leden zijn gehouden aan de discretieplicht met betrekking tot de inhoud van de beraadslagingen, verslagen en stemmingen en met betrekking tot alle persoonlijke, sociale en financiële gegevens van de kandidaat-huurders en de huurders van de Regie van Grondbeleid.

§ 2. De commissie is samengesteld uit 6 leden, die als volgt verdeeld zijn:

- de contactpersoon van de Regie van Grondbeleid of zijn vertegenwoordiger;
- de contactpersoon van het Woonloket of de contactpersoon van het sociaal verhuurkantoor van Etterbeek;

...

§ 3. De commissie kiest onder zijn leden een voorzitter en een secretaris die is belast met het secretariaat van de commissie.

Het voorzitterschap wordt toegekend aan een niet-politiek lid van de commissie.

§ 5. ... In geval van een staking van stemmen in de beraadslagingen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. Dit zal in de notulen worden vermeld.

...

2 annexes / 2 bijlagen

Commission - Règlement d'ordre intérieur - NR.pdf, Commission - Règlement d'ordre intérieur - FR.pdf

Contrats de quartiers durables - Duurzaamewijkcontracten

12 Protocole d'accord entre la Région, Beliris et la commune d'Etterbeek concernant l'opération « Toby » du Contrat de Quartier Durable (CQD) Chasse-Gray.

Le Conseil communal,

Vu l'approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du Programme du Contrat de Quartier Durable (CQD) Chasse-Gray en date du 18/12/2014 ;

Considérant la modification de l'opération Toby (faisant partie du CQD), établie entre la Région, Beliris et la commune, et adoptée par les Collèges du 09/01/2020 et du 02/04/2020 ;

Considérant que l'aménagement prévu sur le site Toby est le suivant :

- Mise en conformité des ateliers communaux et travaux complémentaires (à charge de la commune),
- Réaffectation des espaces inutilisés et aménagements pour accueillir une épicerie + vestiaire social (Beliris),
- Dépollution du site (Beliris) ;

Considérant que les travaux de l'opération « Toby » devraient débuter en 2022 ;

Considérant qu'il convient d'établir entre la Région, Beliris et la commune d'Etterbeek un protocole d'accord relatif à ce projet (voir ci-joint), qui définit les modalités de la collaboration, ainsi que les droits et obligations des parties ;

Considérant l'avis favorable du service communal des Travaux ;

Décide d'adopter et de mettre en œuvre le protocole d'accord entre la Région, Beliris et la commune d'Etterbeek concernant l'opération « Toby » du Contrat de Quartier Durable (CQD) Chasse-Gray.

Protocolakkoord tussen het Gewest, Beliris en de gemeente Etterbeek betreffende de “Toby”-operatie van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) “Jacht-Gray”.

De gemeenteraad,

gelet op de goedkeuring van het programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) Jacht-Gray door de

Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 18/12/2014;

gelet op de wijziging van de “Toby”-operatie (onderdeel van het DWC) tussen het Gewest, Beliris en de gemeente die werd goedgekeurd door het college van 09/01/2020 en 02/04/2020;

overwegende dat de volgende inrichting is gepland op de Tobysite:

- Aanpassing van de gemeentelijke ateliers en bijkomende werkzaamheden (ten laste van de gemeente);
- Herbestemming van de niet-gebruikte ruimten en inrichtingen voor een kruidenierszaak en sociale vestiaire (Beliris);
- Sanering van de site (Beliris);

overwegende dat de werkzaamheden van de “Toby”-operatie in 2022 zouden moeten starten;

overwegende dat het aangewezen is om tussen het Gewest, Beliris en de gemeente Etterbeek een protocolakkoord op te stellen betreffende dat project (zie bijlage) waarin de samenwerkingsmodaliteiten en de rechten en de plichten van beide partijen vastgelegd worden;

gelet op het gunstige advies van de gemeentedienst Openbare Werken;

BESLIST om het protocolakkoord tussen het Gewest, Beliris en de gemeente Etterbeek betreffende de “Toby”-operatie van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) “Jacht-Gray” goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

Protocole accord Region-Beliris-Commune sur Toby Vavril2021.pdf

Mobilité - Mobiliteit

13 Règlement d'ordre intérieur - Journée sans voiture du 19/09/2021

Le Conseil Communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu le 24 février 2021 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 19 septembre 2021 aura lieu la « journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

ARRÊTE :

Article unique. L'accord conclu 24 février 2021 entre le bourgmestre de la commune de Etterbeek et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Reglement van inwendig bestuur – Dag zonder auto van 19/09/2021

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name het artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 24 februari tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op 19 september 2021 de dag « zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLUIT:

Enig artikel. Het akkoord dat op 24 februari 2021 gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Etterbeek en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

Achats - Aankopen

14 Administration communale – Fixations des conditions de divers marchés publics - Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité préalable, les conditions du marché s'il est fait application des articles 42 §1 1° a) et 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services ;

Attendu qu'il s'agit de marchés de faible montant ou par procédure négociée sans publication préalable

dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 139.000,00 hors TVA ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 1^{er} avril 2021

Objet : Ecole « Paradis des enfants » - Modification du branchement en eau dans le cadre des travaux de démolition de l'aile maternelle

Estimation de la dépense : € 5.998,62 TVA comprise

Article budgétaire : 722/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 1^{er} avril 2021

Objet : Administration générale – Acquisition de petits électroménagers

Estimation de la dépense : € 5.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 1^{er} avril 2021

Objet : Jardin de la Chasse – Cabinet du Bourgmestre – Acquisition d'une cave à vin

Estimation de la dépense : € 379,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 1^{er} avril 2021

Objet : Centre culturel « Senghor » - Acquisition de deux consoles de son (d'une une portable)

Estimation de la dépense : € 5.460,15 TVA comprise

Article budgétaire : 762/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 1^{er} avril 2021

Objet : Signalisation – Travaux de marquages routiers

Estimation de la dépense : € 7.677,45 TVA comprise

Article budgétaire : 421/731-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 1^{er} avril 2021

Objet : Crèche « L'Angerie » - Acquisition d'un appareil photo

Estimation de la dépense : € 190,98 TVA comprise

Article budgétaire : 844/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 1^{er} avril 2021

Objet : Crèche « L'Angerie » - Acquisition de mobiliers divers

Estimation de la dépense : € 2.207,04 TVA comprise

Article budgétaire : 844/741-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 1^{er} avril 2021

Objet : Mobilité – Acquisition de vélos + accessoires

Estimation de la dépense : € 1.894,65 TVA comprise

Article budgétaire : 410/743-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 1^{er} avril 2021

Objet : Propreté publique – Acquisition de deux vélos électriques pour le service « Répression »

Estimation de la dépense : € 6.838,75 TVA comprise

Article budgétaire : 875/743-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 15 avril 2021

Objet : Ecole « Paradis des enfants » - Travaux de ventilation dans le nouveau local compteur gaz et condamnation d'une partie de l'installation de chauffage

Estimation de la dépense : € 5.889,36 TVA comprise

Article budgétaire : 722/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 15 avril 2021

Objet : Ecole « Claire joie » - Acquisition de matériels divers

Estimation de la dépense : € 12.018,28 TVA comprise

Article budgétaire : 722/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 15 avril 2021

Objet : Ecole « Claire joie » - Acquisition de mobiliers divers

Estimation de la dépense : € 4.783,31 TVA comprise

Article budgétaire : 722/741-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 15 avril 2021

Objet : Aménagement d'une cour de récréation temporaire aux abords des pavillons modulaires du Paradis des Enfants

Estimation de la dépense : € 59.078,31 TVA comprise

Article budgétaire : 766/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 15 avril 2021

Objet : Parcs et plantations – Mise en ordre des plaines de jeux communales

Estimation de la dépense : € 14.586,55 TVA comprise

Article budgétaire : 766/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 15 avril 2021

Objet : Parcs et plantations – Réparations de diverses clôtures

Estimation de la dépense : € 9.895,86 TVA comprise

Article budgétaire : 766/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 15 avril 2021

Objet : Crèche « Aimé Dupont » - Acquisition de jeux et de modules divers

Estimation de la dépense : € 17.948,93 TVA comprise

Article budgétaire : 844/741-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 15 avril 2021

Objet : Voirie – Acquisition de matériels multimédia

Estimation de la dépense : € 5.596,25 TVA comprise

Article budgétaire : 421/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 15 avril 2021

Objet : Centre PMS – Acquisition de mobiliers divers

Estimation de la dépense : € 1.308,84 TVA comprise

Article budgétaire : 706/741-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 22 avril 2021

Objet : Administration générale (Cabinet du Bourgmestre) – Acquisition d'un destructeur de papier

Estimation de la dépense : € 372,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 22 avril 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Extension de l'installation streaming des mariages (salle de l'Europe)

Estimation de la dépense : € 5.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 29 avril 2021

Objet : Propriétés communales – Etudes énergétiques dans divers bâtiments selon besoins

Estimation de la dépense : € 20.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/747-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 29 avril 2021

Objet : Administration générale – Mission d'expertise d'œuvres d'art

Estimation de la dépense : € 5.445,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 29 avril 2021

Objet : Fourniture et pose de modules de combinaisons de jeux pour les tranches d'âges 3-6 ans et 6-12 ans

Estimation de la dépense : € 156.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 766/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 29 avril 2021

Objet : Fourniture et placement de sols amortissants en EPDM pour la plaine de jeux Commandant Ponthier 16-28

Estimation de la dépense : € 86.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 766/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE,

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale.

Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving

De Gemeenteraad

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van de artikelen 42 §1 1° a) en 92 van de wet van 17 juni 2016

betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betref met beperkte waarde of gegund bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaand bekendmaking waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 139.000,00 BTW excl. niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in het kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 1^{er} april 2021

Voorwerp : School « Paradis des enfants » - Wijziging van de wateraansluiting in het kader van de afbraakwerken van de kleutervleugel

Raming van de uitgave : € 5.998,62 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 722/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 1^{er} april 2021

Voorwerp : Algemeen bestuur – Aankoop van kleine huishoudtoestellen

Raming van de uitgave : € 5.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 1^{er} april 2021

Voorwerp : Jachthof – Cabinet van de Burgemeester – Aankoop van een wijnkelder

Raming van de uitgave : € 379,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 1^{er} april 2021

Voorwerp : Cultureel centrum « Senghor » - Aankoop van twee geluidsconsoles (waarvan een draagbare)

Raming van de uitgave : € 5.460,15 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 762/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 1^{er} april 2021

Voorwerp : Signalisatie – Markeerwerken van wegen

Raming van de uitgave : € 7.677,45 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 421/731-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 1^{er} april 2021

Voorwerp : Crèche « L'Angerie » - Aankoop van een fototoestel

Raming van de uitgave : € 190,98 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 844/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 1^{er} april 2021

Voorwerp : Crèche « L'Angerie » - Aankoop van allerlei meubilair

Raming van de uitgave : € 2.207,04 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 844/741-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 1^{er} april 2021

Voorwerp : Mobiliteit – Aankoop van fietsen + toebehoren

Raming van de uitgave : € 1.894,65 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 410/743-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 1^{er} april 2021

Voorwerp : Openbare netheid – Aankoop van twee elektrische fietsen voor de dienst « Repressie »

Raming van de uitgave : € 6.838,75 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 875/743-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 15 april 2021

Voorwerp : School « Paradis des enfants » - Ventilatiwerken in het nieuw lokaal gasteller en afschaffing van een deel van de verwarmingsinstallatie

Raming van de uitgave : € 5.889,36 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 722/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 15 april 2021

Voorwerp : School « Claire joie » - Aankoop van allerlei materiaal

Raming van de uitgave : € 12.018,28 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 722/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 15 april 2021

Voorwerp : School « Claire joie » - Aankoop van allerlei meubilair

Raming van de uitgave : € 4.783,31 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 722/741-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 15 april 2021

Voorwerp : Inrichting van een tijdelijk speelplein rond de modulaire gebouwen van het Paradis des Enfants

Raming van de uitgave : € 59.078,31 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 766/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 15 april 2021

Voorwerp : Parken en beplantingen – In orde stellen van de gemeentelijke speelpleinen

Raming van de uitgave : € 14.586,55 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 766/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 15 april 2021

Voorwerp : Parken en beplantingen – Herstellingen van verschillende omheiningen

Raming van de uitgave : € 9.895,86 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 766/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 15 april 2021

Voorwerp : Crèche « Aimé Dupont » - Aankoop van verschillende spelen en van modules

Raming van de uitgave : € 17.948,93 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 844/741-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 15 april 2021

Voorwerp : Wegenis – Aankoop van multimedia materiaal

Raming van de uitgave : € 5.596,25 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 421/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 15 april 2021

Voorwerp : PMS centrum – Aankoop van allerlei meubilair
Raming van de uitgave : € 1.308,84 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 706/741-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 22 april 2021

Voorwerp : Algemeen bestuur (Cabinet van de Burgemeester) – Aankoop van een papiervernietiger
Raming van de uitgave : € 372,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 104/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 22 april 2021

Voorwerp : Jachthof – Extensie van de streaminginstallatie voor huwelijken (Europazaal)
Raming van de uitgave : € 5.000,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 29 april 2021

Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Energetische studies in verschillende gebouwen volgens behoeften
Raming van de uitgave : € 20.000,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 104/747-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 29 april 2021

Voorwerp : Algemeen bestuur – Expertise missie voor kunstwerken
Raming van de uitgave : € 5.445,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 29 april 2021

Voorwerp : Leveren en plaatsen van spelcombinaties modules voor leeftijdsgroepen 3-6 jaar en 6-12 jaar
Raming van de uitgave : € 156.000,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 766/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 29 april 2021

Voorwerp : Leveren en plaatsen van schokabsorberende vloeren in EPDM voor speelplein Kommandant Ponthier 16-28
Raming van de uitgave : € 86.000,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 766/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.

**15 Acquisition de 4 camionnettes pour les services "Espaces verts" et "Propreté publique" -
Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 214.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/GAR/2021/05 relatif au marché "Acquisition de 4 camionnettes pour les services "Espaces verts" et "Propreté publique" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 185.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2021, articles 766/743-51 et 875/743-51 ;

Sur proposition du collègue;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/GAR/2021/05 et le montant estimé du marché "Acquisition de 4 camionnettes pour les services "Espaces verts" et "Propreté publique". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 185.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4

De financer cette dépense par les crédits inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2021, articles 766/743-51 et 875/743-51.

Aankoop van 4 bestelwagens voor de diensten "Groene ruimtes" en "Openbare netheid" - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 214.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Aankoop van 4 bestelwagens voor de diensten "Groene ruimtes" en "Openbare netheid"" een bestek met nr. TP/GAR/2021/05 werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 185.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2021, op artikels 766/743-51 en 875/743-51 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/GAR/2021/05 en de raming voor de opdracht

“Aankoop van 4 bestelwagens voor de diensten "Groene ruimtes" en "Openbare netheid". De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 185.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2021, op artikels 766/743-51 en 875/743-51 van de buitengewone dienst.

2 annexes / 2 bijlagen

2021_05_07_CCH - Modele 3P.doc, 2021_05_07_Bestek - Model 3P.doc

16 Désignation d'un prestataire pour mettre en place et organiser des achats groupés de fournitures d'énergie (gaz-électricité-mazout de chauffage), sous forme de concession de services - Approbation des conditions d'appel aux concessionnaires

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concessions ;

Considérant le cahier des charges TP/CONCERVERG/EG/01/2021 établi par le Service des Marchés Publics reprenant les conditions et les modalités d'attribution pour cet appel à concessionnaires ;

Considérant que la concession prévoit une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

Sur proposition du collègue;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges pour la "Désignation d'un prestataire pour mettre en place et organiser des achats groupés de fournitures d'énergie (gaz-électricité-mazout de chauffage) sous forme de concession de service", établis par le Service des Marchés Publics. Les conditions et modalités d'attribution sont fixées comme prévu au cahier des charges.

Onderwerp: Aanstellen van een dienstverlener voor het opzetten en organiseren van groepsaankopen voor energielevering (gas-elektriciteit-stookolie) in de vorm van een concessie voor diensten - Goedkeuring van de voorwaarden voor de oproep voor concessiehouders

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, in het bijzonder artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en haar latere wijzigingen;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen en haar latere wijzigingen;

gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies en haar latere wijzigingen;

gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten;

gelet op het koninklijk besluit van 25 juni 2017 betreffende de plaatsing en de algemene uitvoeringsregels van de concessieovereenkomsten;

gelet op het bestek TP/CONCSERVERG/EG/01/2021 opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten dat de voorwaarden en de gunningsmodaliteiten van deze oproep voor concessiehouders bevat;

overwegende dat de concessie een termijn van 1 jaar voorziet die 3 keer kan worden verlengd;

op voorstel van het college;

BESLIST

Artikel 1

om het bestek voor het "Aanstellen van een dienstverlener voor het opzetten en organiseren van groepsaankopen voor energielevering (gas-elektriciteit-stookolie)" in de vorm van een concessie voor diensten, opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten, goed te keuren. De voorwaarden en gunningsmodaliteiten zijn vastgelegd zoals bepaald in het bestek.

2 annexes / 2 bijlagen

2021_05_10_CCH - Modele 3P_NL.pdf, 2021_05_10_CCH - Modele 3P.pdf

Bâtiments publics - Openbare Gebouwen

17 **Convention d'occupation précaire relative à l'aménagement, l'affectation, à l'entretien d'un chemin d'accès piéton durant le chantier de démolition/reconstruction de l'aile maternelle du complexe scolaire communal "Le Paradis des Enfants".**

Le Conseil communal,

Considérant le projet de démolition/reconstruction de l'aile maternelle présente sur le site « Paradis des Enfants » pour lequel un permis d'urbanisme (réf : 05/PFD/1719494) a été délivré en date du 24 février 2020 par la Région de Bruxelles-capitale ;

Considérant que durant la phase de démolition/reconstruction du bâtiment scolaire, le jardin attenant au 63 de la rue Baron de Castro (cadastré : Etterbeek 3^{ème} division Section B 319/L/4) devra être sécurisé par la mise en place d'une zone franche de 5 mètres de large empiétant sur cette parcelle cadastrale sur toute sa largeur, soit une surface approximative de 36,90 m² ;

Considérant que cette emprise en terrain privé est motivée d'une part :

- Par la sécurisation du chantier de démolition/reconstruction ;
- Par le besoin de maintenir un accès piéton garantissant l'accès depuis les classes temporaires (containers) vers le réfectoire situé sur l'implantation avenue des Volontaires ;

Considérant que la durée prévisionnelle du chantier est comprise entre le lundi 2 août 2021 et le 31 août 2024 ;

Considérant que l'occupation temporaire d'une partie de la parcelle privée susmentionnée est la seule alternative possible pour garantir l'accès vers le réfectoire durant le chantier ;

Considérant que l'occupation temporaire de cette parcelle entraîne la non jouissance d'une surface de 36,90 m² par la copropriété ; que cette partie de jouissance sera compensée par le remplacement intégral des clôtures du jardin au moyen de clôtures rigides de couleur verte d'une hauteur conventionnelle de 1,5 mètre de hauteur ;

DECIDE :

1. D'approuver le plan d'aménagement temporaire d'une zone franche dans le cadre de la sécurisation de chantier et la création d'un accès piéton sur parcelle privée cadastré : Etterbeek, 3^{ème} division, Section B 319/L/4 selon le plan d'aménagement joint en annexe ;
2. D'approuver le projet de convention entre la Commune d'Etterbeek et la copropriété de l'immeuble sis 63 rue Baron de Castro.

Convention d'occupation précaire relative à l'aménagement, l'affectation, à l'entretien d'un chemin d'accès piéton durant le chantier de démolition/reconstruction de l'aile maternelle du complexe scolaire communal « Le Paradis des Enfants »

Entre

L'administration communale d'Etterbeek sise à Etterbeek, avenue des Casernes 31/1, représentée Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Madame Annick PETIT, Secrétaire communal ff, ci-après dénommée « la Commune »,

Et

La copropriété de l'immeuble sis 63 rue Baron de Castro, cadastré Etterbeek, 3^{ème} division, Section B 319/L/4 représentée par Monsieur Olivier VEMER, de la sprl VEMER & GERARD ASSOCIES sise avenue Van Genegen 1A, 1150 Bruxelles agissant en exécution d'une décision de l'assemblée générale du

Ci-après dénommée « La copropriété »

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La copropriété consent à la Commune qui accepte, une convention d'occupation précaire par laquelle elle met à sa disposition la parcelle ci-après désignée dépendant de l'immeuble sis rue Baron de Castro, cadastré Etterbeek, 3^{ème} division, Section B 319/L/4 ci-après, désigné « l'immeuble ».

Article 2 – Désignation

La parcelle objet de la présente convention est située à l'arrière de l'immeuble et fait les dimensions suivantes :

- Largeur : 5 mètres
- Longueur : 7,38 mètres

Soit une superficie approximative de 36,90 m²

Ci-après désignés « La parcelle »

Article 3 – Durée

La présente convention prendra effet à compter du 2 août 2021 pour se terminer le 21 août 2024 au plus tard.

Article 5 – Diagnostics

La copropriété déclare qu'à sa connaissance, ladite parcelle ne reçoit aucun dispositif en sous-sol.

Article 6 – Charges et conditions de l'occupation

L'occupation précaire est consentie et acceptée à titre gratuit, mais aura lieu sous les clauses et conditions suivantes :

1. La Commune prendra en charge les frais, honoraires et droits liés aux prestations extraordinaires du Syndic de l'immeuble à hauteur d'un forfait de 525 euros.

2. Un état des lieux contradictoire avant travaux sera dressé par l'Administration communale et le représentant du Syndic de l'immeuble.
3. En début de chantier, la Commune dressera, à ses frais, une zone franche de 3 mètres de large sur toute la longueur de la parcelle (sécurité chantier) un chemin piéton de 2 mètres de large borduré en pavés de béton (type klinkers 11/22/10 de couleur grise) ainsi qu'une clôture séparative rigide et ancrée dans le sol entre la parcelle et le reste du terrain (voir plan et fiche technique en annexe).
4. Durant toute la durée de convention la Commune assurera l'entretien de ladite parcelle et de la clôture de séparation si des dégâts inhérents au chantier ou à la circulation des piétons devaient survenir.
5. Durant toute la période d'occupation, la Commune fera assurer ladite parcelle en responsabilité civile.
6. A la réception provisoire du chantier, la parcelle sera remise en pristin état aux frais de la Commune.
7. A la réception provisoire du chantier, la Commune remplacera, à ses frais, l'ensemble des clôtures de délimitation du jardin par des éléments de clôtures rigides de couleur verte d'une hauteur de 1,5 m de hauteur.
8. Un état des lieux contradictoire de sortie sera dressé par la Commune en présence du représentant du Syndic de l'immeuble.
9. Un arbuste de 1,5 m sera replanté en fond de jardin en compensation d'un Prunus Laurocerasus abattu dans le cadre du chantier.

Article 7 – Tribunaux compétents

Toute contestation relative à l'exécution de la présente convention sera du ressort exclusif des tribunaux de l'arrondissement de Bruxelles.

Fait à Etterbeek, le _____ en 4 exemplaires, chaque partie déclarant en avoir reçu 2.

Pour la copropriété,

Pour la Commune,

Precaire bezettingsovereenkomst voor de aanleg, de bestemming en het onderhoud van een toegangsweg voor voetgangers tijdens de werf voor de afbraak herbouw van de kleuterafdeling van het gemeentelijke scholencomplex "Paradis des Enfants".

De Gemeenteraad,

Gelet op het project waarbij de kleuterafdeling op de site "Paradis des Enfants" wordt afgebroken en herbouwd en waarvoor een stedenbouwkundige vergunning (ref.: 05/PFD/1719494) werd uitgereikt door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 24 februari 2020;

Overwegende dat tijdens de afbraak/herbouw van het schoolgebouw de tuin grenzend aan de Baron de Castrostraat 63 (gekadastréerd te Etterbeek, 3e afdeling, sectie B 319/L/4) beveiligd zal moeten worden met de aanleg van een vrije zone van 5 meter breed over de volledige breedte van dit perceel, dat wil zeggen een oppervlakte van ongeveer 36,90 m²;

Overwegende dat die inname van privéterrein enerzijds wordt gerechtvaardigd:

- door de beveiliging van de werf voor de afbraak/herbouw;
- door de noodzaak om een toegangsweg voor voetgangers te behouden die de tijdelijke klaslokalen (containers) verbindt met de refter in de vestiging op de Vrijwilligerslaan;

Overwegende dat de werkzaamheden naar schatting zullen duren van maandag 2 augustus 2021 tot en met 31 augustus 2024;

Overwegende dat de tijdelijke bezetting van een deel van het bovengenoemde privéperceel de enige alternatieve oplossing is om de toegang naar de refter te verzekeren tijdens de werkzaamheden;

Overwegende dat de tijdelijke bezetting van dit perceel tot gevolg heeft dat een oppervlakte van 36,90 m² niet kan worden gebruikt door de mede-eigendom; dat dit gedeelte van het gebruik zal worden gecompenseerd door de volledige vervanging van de tuinafscheidingen door een groene stevige omheining met een conventionele hoogte van 1,5 meter;

BESLIST

1. om het bijgevoegde plan voor de tijdelijke aanleg van een vrije zone in het kader van de beveiliging van de werf en de aanleg van een voetgangersweg op het privéperceel gekadastraerd in Etterbeek, 3e afdeling, sectie B 319/L/4 goed te keuren;
2. om het ontwerp van de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de mede-eigendom van het gebouw gelegen Baron de Castrostraat 63 goed te keuren.

Precaire bezettingsovereenkomst voor de aanleg, de bestemming en het onderhoud van een toegangsweg voor voetgangers tijdens de werf voor de afspraak/herbouw van de kleuterafdeling van het gemeentelijke scholencomplex “Paradis des Enfants”

Tussen

Het gemeentebestuur van Etterbeek, gelegen in Etterbeek, Kazernenlaan 31/1, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, waarnemend gemeentesecretaris, hierna “de gemeente” genoemd

en

de mede-eigendom van het gebouw gelegen Baron de Castrostraat, gekadastraerd in Etterbeek, 3e afdeling, sectie B319/L/4, vertegenwoordigd door de heer Olivier VEMER van de bvba VEMER & GERARD ASSOCIES, gelegen Van Genegenlaan 1A, 1150, die handelt in uitvoering van een beslissing van de algemene vergadering van

hierna “de mede-eigendom” genoemd

werd overeengekomen en bepaald wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst

De mede-eigendom kent aan de gemeente, die ze aanvaardt, een precaire bezettingsovereenkomst toe, waarbij hij het hierna omschreven perceel ter beschikking stelt, dat afhangt van het gebouw gelegen aan de Baron de Castrostraat, gekadastraerd in Etterbeek, 3e afdeling, sectie B 319/L/4, hierna “het gebouw” genoemd.

Artikel 2 – Omschrijving

Het perceel dat het voorwerp uitmaakt van deze overeenkomst ligt achter het gebouw en heeft de volgende afmetingen:

- breedte: 5 meter
- lengte: 7,38 meter

ofwel ongeveer 36,90 m²,
hierna “het perceel” genoemd.

Artikel 3 – Duur

Deze overeenkomst treedt in werking op 2 augustus 2021 en loopt ten laatste af op 21 augustus 2024.

Artikel 5 – Diagnose

De mede-eigendom verklaart dat het perceel voor zover hem bekend geen ondergrondse voorzieningen heeft.

Artikel 6 – Kosten en voorwaarden voor de bezetting

Het precair en tijdelijk bezettingsrecht wordt kosteloos verleend en aanvaard, maar vindt plaats onder de volgende bepalingen en voorwaarden:

1. De gemeente neemt de kosten, erelonen en rechten in verband met de buitengewone diensten van de syndicus van het gebouw voor haar rekening tot een vast bedrag van 525 euro.
2. Voor de uitvoering van de werkzaamheden maken het gemeentebestuur en de vertegenwoordiger van de syndicus van het gebouw een plaatsbeschrijving op tegenspraak op.
3. Bij het begin van de werkzaamheden zal de gemeente op eigen kosten een vrije zone van 3 meter breed over de hele lengte van het perceel aanleggen (veiligheid van de werkzaamheden), een voetpad van 2 meter breed met betonstenen (type klinkers 11/22/10, kleur grijs) en een stevige, in de grond verankerde afscheiding plaatsen tussen het perceel en de rest van het terrein (zie plan en technische fiche in bijlage).
4. Tijdens de volledige duur van de overeenkomst zal de gemeente het perceel en de afscheiding onderhouden als er zich schade zou voordoen die te wijten is aan de werkzaamheden of aan het voetgangersverkeer.
5. Voor de volledige periode zal de gemeente een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid afsluiten voor het perceel.
6. Bij de voorlopige oplevering van de werkzaamheden wordt het perceel op kosten van de gemeente in zijn oorspronkelijke staat hersteld.
7. Bij de voorlopige oplevering van de werkzaamheden vervangt de gemeente op eigen kosten alle omheiningen die de tuin afbakenen door groene stevige omheiningselementen van 1,5 m hoog.
8. Op het einde maakt de gemeente een plaatsbeschrijving op tegenspraak op in aanwezigheid van de vereteenwoordiger van de syndicus van het gebouw.
9. Ter compensatie van een Prunus Laurocerasus die wordt gekapt in het kader van de werkzaamheden wordt achteraan in de tuin een struik van 1,50 meter geplant.

Artikel 7 – Bevoegde rechtbanken

Elke betwisting in verband met de uitvoering van deze overeenkomst valt onder de exclusieve bevoegdheid van de rechtbanken van het arrondissement Brussel.

Opgemaakt in Etterbeek op _____ in vier exemplaren, waarvan elke partij verklaart twee exemplaren te hebben ontvangen.

Voor de mede-eigendom,

Voor de gemeente,

1 annexe / 1 bijlage

00206BF43303210430114007.pdf

Garage communal - Gemeentelijke garage

18 Mise à disposition de deux bus communaux au Centre scolaire Saint-Michel le 27 mai 2021 en vue de se rendre à Pairi Daiza.

Le Conseil,

Considérant la demande de mise à disposition de deux bus communaux au Centre scolaire Saint-Michel en vue de se rendre à Pairi Daiza le 27 mai 2021 ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant l'assouplissement récents des mesures sanitaires en matière de voyages scolaires et donc le délai réduit d'organisation pour les écoles ;

Aucune indemnité ne sera due en cas d'annulation pour cause de force majeure ;

Sous réserve des mesures qui seraient encore d'application dans le cadre de la crise sanitaire du (COVID 19).

Décide,

1. d'octroyer anticipativement la mise à disposition de trois bus communaux pour le Centre scolaire Saint-Michel le 27 mai 2021 en vue de se rendre à Pairi Daiza et de faire entériner la convention par le Conseil Communal ;

2. D'approuver la convention de transport en annexe entre la commune d'Etterbeek et le Collège Saint-Michel.

Terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen (heen- en terugrit) aan Collège Saint Michel op 27 mei 2021 om naar Pairi Daiza te gaan.

De Gemeenteraad

Gelet op het verzoek om de levering van twee gemeentelijke bussen naar het Saint-Michel School Centre met het oog op de reis naar Pairi Daiza op 27 mei 2021;

Gelet op de Belgische en Europese wetgeving betreffende het vervoer van personen per autocar;

Overwegend dat vervoer op rekening alleen is toegestaan indien er een reële en permanente band bestaat tussen de vervoerder en de vervoerde personen;

Gezien de recente versoepeling van gezondheidsmaatregelen op het gebied van schoolreisjes en daarmee de kortere organisatietijd voor scholen;

Bij annulering wegens overmacht is geen vergoeding verschuldigd;

Onder voorbehoud van de maatregelen die nog zouden gelden in het kader van de gezondheidscrisis van (COVID 19).

Beslist,

1. op voorhand de terbeschikkingstelling verlenen van drie gemeentelijke bussen voor het Saint-Michel School Centre op 27 mei 2021 met het oog op de reis naar Pairi Daiza en de bekrachtiging van de overeenkomst door de Gemeenteraad;

2. De bijgevoegde vervoersovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Collège Saint-Michel goedkeuren.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention St Michel.pdf, ANNEXE DEMANDE COLLEGE SAINTE MICHEL 27 MAI 2021.pdf

19 **Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) pour « l'école EOS» - le vendredi 11 juin 2021 en vue de se rendre à 5580 Villers-sur-Lesse.**

Le Conseil,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal à l'école EOS en vue de se rendre à Villers-sur-Lesse le 11 juin 2021 ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant l'assouplissement récents des mesures sanitaires en matière de voyages scolaires et donc le délai réduit d'organisation pour les écoles ;

Aucune indemnité ne sera due en cas d'annulation pour cause de force majeure ;

Sous réserve des mesures qui seraient encore d'application dans le cadre de la crise sanitaire du (COVID 19).

Décide,

1. d'octroyer anticipativement la mise à disposition d'un bus communal pour l'école EOS le 11 juin 2021 en vue de se rendre à Villers-sur-Lesse et de faire entériner la convention par le Conseil Communal ;

2. D'approuver la convention de transport en annexe entre la commune d'Etterbeek et l'école EOS.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan "école EOS" op vrijdag 11 juni 2021 om naar 5580 Villers-sur-Lesse te gaan.

De Gemeenteraad

Gelet op het verzoek om de levering van een gemeentelijke bus naar het school EOS met het oog op de reis naar Villers-sur-Lesse op 11 juni 2021;

Gelet op de Belgische en Europese wetgeving betreffende het vervoer van personen per autocar;

Overwegend dat vervoer op rekening alleen is toegestaan indien er een reële en permanente band bestaat tussen de vervoerder en de vervoerde personen;

Gezien de recente versoepeling van gezondheidsmaatregelen op het gebied van schoolreisjes en daarmee de kortere organisatietijd voor scholen;

Bij annulering wegens overmacht is geen vergoeding verschuldigd;

Onder voorbehoud van de maatregelen die nog zouden gelden in het kader van de gezondheidscrisis van (COVID 19).

Beslist,

1. op voorhand de terbeschikkingstelling verlenen van een gemeentelijke bus voor de school EOS op 11 juni 2021 met het oog op de reis naar Villers-sur-Lesse en de bekrachtiging van de overeenkomst door de Gemeenteraad;

2. De bijgevoegde vervoersovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de school EOS goedkeuren.

2 annexes / 2 bijlagen

Bus EOS demande.pdf, Convention EOS.pdf

Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen

20 Convention relative à la gestion des hydrants de la commune d'Etterbeek.

Le Conseil communal,

Considérant l'approbation du projet de convention par le Conseil Communal du 21 septembre 2020 ;

Considérant la gestion des hydrants ou "bornes d'incendie" dont la gestion technique et financière est assurée actuellement par Vivaqua ;

Considérant que la lutte contre les incendies relève d'une compétence communale ;

Considérant que dans les faits les prestations liées à la gestion des hydrants est assurée tant sur le plan technique que sur le plan financier ;

Considérant que dans les deux autres régions du pays cette gestion est confiée aux communes ;

Vu que Brugel impose à Vivaqua que le coût des services prestés sur les hydrants pour le compte des communes doit faire l'objet d'une facturation à ces dernières et ne pouvait être répercuté dans le prix de l'eau aux abonnés ;

Vu la décision du Conseil d'Administration de Vivaqua du 24 juin 2020 de faire supporter ce coût de gestion à dater du 1^{er} janvier 2022

Vu que ces coûts estimés, sur base de l'année 2019 sont les suivants pour Etterbeek : 26.506,48 € pour l'entretien, et 25.600 € pour le placement. Le placement peut être le fait d'une demande de la commune, du SIAMU, d'un privé (promoteur) ou de Vivaqua dans le cadre de son programme d'investissement ;

DECIDE d'approuver la convention définitive relative à la gestion des hydrants de la Commune d'Etterbeek.

Overeenkomst betreffende het beheer van de hydraten van de gemeente Etterbeek

De Gemeenteraad,

Overwegende de goedkeuring van het ontwerpverdrag door de gemeenteraad van 21 september 2020;

Overwegende dat het beheer van de hydranten of « brandkranen » welk technisch en financieel beheer actueel verzekerd wordt door Vivaqua;

Overwegende dat de brandbestrijding onder de gemeentelijke verantwoordelijkheid valt;

Overwegende dat in de feiten, de prestaties verbonden aan het beheer van de hydranten verzekerd wordt zowel op technisch vlak als op financieel vlak;

Overwegende dat in de twee andere Gewesten van het land, dit beheer toevertrouwd is aan de gemeenten;

Gezien dat Brugel van Vivaqua vereist dat de kosten voor de dienstverleningen op de hydranten voor rekening van de gemeenten het voorwerp moet uitmaken van een facturatie aan deze laatste en niet kan worden weerspiegeld in de prijs van water voor abonnees;

Gezien de beslissing van de Bestuursraad van Vivaqua van 24 juni 2020 om de kosten van dit beheer over te dragen vanaf 1 januari 2022;

Gezien dat de geraamde kosten, op basis van het jaar 2019, de volgende zijn voor Etterbeek : 26.506,48 € voor de onderhoud, en 25.600,00 € voor de plaatsing. De plaatsing kan het feit zijn van een aanvraag van de gemeente, van het DBDMH, van een privé (promotor) of van Vivaqua in het kader van haar investeringsprogramma;

BESLIST de definitieve overeenkomst betreffende het beheer van de hydranten van de Gemeente Etterbeek goed te keuren;

10 annexes / 10 bijlagen

CC 21.9.2020 - Convention+NL.pdf, CC 21.09.2020 - Convention+Hydrants+ANNEXES+BIJLAGEN.pdf, 210304_Convention hydrants_Communes_VIVAQUA.pdf, Annexe courrier Convention hydrants_Communes_VIVAQUA NL - NDLS - 08.03.21.pdf, Etterbeek Zone 1.pdf, CC 21.09.2020 - gestion des hydrants.pdf, CC 21.9.2020 - Convention+FR.pdf, Convention+Hydrants.pdf, CC 21.09.2020 - beheer van de hydranten.pdf, Etterbeek Zone 2.pdf

Développement durable - Duurzame Ontwikkeling

21 Amendement du règlement relatif à l'octroi des primes langes lavables location et/ou achat en vue de la mise en place du système de chèques locaux dénommé « Broebel »

Le Conseil communal,

Considérant le règlement relatif à l'octroi des primes langes lavables location et/ou achat, adopté au Conseil Communal du 29/03/2010 ;

Considérant qu'en sa séance du 19 octobre 2020, le Conseil communal a adopté le règlement relatif à la mise en place d'un système de chèques locaux dénommé « Broebel », amendé par le Conseil communal en sa séance du 23 novembre 2020 ;

Considérant qu'en sa séance du 1er avril 2021, le Collège des Bourgmestre et échevin-e-s a décidé de poursuivre et renforcer le système des chèques locaux en y intégrant la prime « langes lavables » ;

Considérant qu'en cette même séance, le Collège des Bourgmestre et échevin-e-s a validé la proposition

d'un versement intégral de cette prime en chèques locaux Broebel ainsi que l'application de la même règle de l'arrondi que dans le cas de la prime compostière (dans le cas d'un montant qui ne serait pas un multiple de 5, la prime « langes lavables » sera arrondie à la valeur multiple de 5 supérieure) ;

Considérant, par ailleurs, les modifications complémentaires suivantes, visant à encourager et soutenir les Etterbeekois-es dans leurs démarches de réduction des déchets et leur soutien à l'économie locale :

- élargissement du matériel dont les factures sont prises en compte dans le calcul de la prime au matériel d'Hygiène Naturelle Infantile (HNI) tels que les pots et textiles HNI. Cette pratique permet en effet, dès la naissance, de minimiser la production de déchets en évitant l'usage des couches (la couche - lavable en général - devient une solution « au cas où » et non une « toilette permanente ») ;
- octroi d'un « Bonus achat local » : le montant de la prime « achat » octroyé s'élèvera à 75% des factures d'achat avec un plafond de 150€ dans le cas de langes lavables ou de matériel HNI confectionnés et achetés en Belgique (contre 50% des factures avec un plafond de 100€ pour du matériel d'origine non-belge) ;
- élargissement du délai d'introduction du dossier de demande de prime aux 3 ans de l'enfant (contre 2 ans précédemment), afin de permettre l'octroi de la prime pour l'achat éventuel de matériel de plus grande taille lorsque l'enfant n'a pas encore acquis la propreté ;
- factures éligibles jusqu'à 6 mois avant la naissance de l'enfant (contre 3 mois précédemment) pour permettre l'octroi de la prime dans le cas d'achat anticipé de matériel ;

Considérant l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

ARRETE

Le règlement ci-après :

Règlement communal relatif à l'octroi des primes à la location et/ou l'achat de langes lavables et/ou de matériel HNI^[1] (pour tout dossier introduit à partir du 01/06/2021)

Article 1 :

Le présent règlement modifie le Règlement communal relatif à l'octroi des primes langes lavables location et/ou achat adopté au Conseil Communal du 29/03/2010.

Article 2 :

Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, la Commune octroie aux ménages etterbeekois des primes communales destinées à encourager l'utilisation de langes lavables et la pratique de l'Hygiène Naturelle Infantile (HNI) : la prime « location » et la prime « achat ».

Article 3 :

Vu le règlement relatif à la mise en place d'un système de chèques locaux dénommés « Broebel » pour soutenir les commerçants et artisans de proximité ainsi que les acteurs locaux du secteur non-marchand, adopté par le conseil communal en date du 19 octobre 2020, le versement des primes langes lavables/HNI pour l'achat et/ou la location se fera en intégralité en chèques locaux « Broebel » et ce, sous réserve de leur disponibilité.

Les chèques locaux « Broebel » ont une valeur faciale de 5€. Ils sont à faire valoir auprès des établissements participants, dont la liste est remise en même temps que les chèques locaux. La liste mise à jour est également publiée sur le site web de la commune www.etterbeek.brussels ou le site web www.broebel.brussels.

En cas de montant qui ne serait pas un multiple de 5, la prime sera arrondie à la valeur multiple de 5 supérieure (Ex : une prime de 42,5€ sera arrondie à 45€ soit 9 chèques « Broebel »).

Article 4 :

La prime « location » concerne la location auprès d'une entreprise spécialisée (y compris pour le ramassage et le nettoyage) de langes lavables et/ou de matériel HNI.

La prime « location » est valable pour une durée de location maximale d'un mois et est plafonnée à 100€.

Article 5 :

La prime « achat » concerne l'achat de langes lavables et/ou de matériel HNI.

La prime « achat » équivaut à 50% des factures d'achat et est plafonnée à 100 €.

Bonus « achat local » : le montant de la prime « achat » octroyé s'élèvera à 75% des factures d'achat avec un plafond de 150€ dans le cas de langes lavables ou de matériel HNI confectionnés et achetés en Belgique.

Article 6 :

La prime « location » et la prime « achat » peuvent être cumulées jusqu'à, dès lors, un montant total plafonné à 200€ (250€ en cas de bonus « achat local »).

Article 7 :

Seuls les langes lavables en tant que tels (langes lavables, culottes de protection et inserts en tissu) seront pris en compte dans le montant total des factures, et non les accessoires (feuillet de protection, filet de lavage, seau de trempage, huiles essentielles pour le trempage, etc.).

Le matériel lié à la pratique de l'Hygiène Naturelle Infantile pris en compte inclut les pots HNI et les textiles HNI spécifiques tels que jambières, pantalons chinois, couches HNI, etc.

Article 8 :

Les factures ne peuvent être antérieures de plus de 6 mois à la date de naissance de l'enfant.

Article 9 :

La demande de prime doit être introduite auprès de l'administration communale avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de 3 ans.

Article 10 :

Les primes sont demandées par la mère, le père ou le tuteur légal de l'enfant. L'introduction du dossier de demande de prime ne peut être antérieure à l'inscription du demandeur et de l'enfant aux registres de la population de la Commune. La composition de ménage jointe au dossier attestera de ces inscriptions.

Article 11 :

Un enfant ouvre le droit aux primes « location » et « achat » jusqu'à l'atteinte des plafonds définis aux articles 4 et 5 ainsi que l'âge maximal défini à l'article 9. Néanmoins, les factures seront, de préférence, regroupées en un seul dossier de demande.

Article 12 :

La demande de prime doit être introduite soit via le formulaire automatique en ligne, soit via le formulaire disponible sur le site internet à compléter et

- envoyer par mail à primes.premies@etterbeek.brussels
- ou à remettre à l'accueil de l'Administration communale
- ou à envoyer par courrier postal à l'Administration communale – gestion des primes

Pour être recevable, le dossier de demande de prime doit contenir :

- Le formulaire de demande de prime dûment rempli ;
- Une copie de(s) facture(s) d'achat et/ou de location (avec mention des coordonnées du demandeur) ;
- Une copie de la composition de ménage, sur laquelle figurent bien le demandeur et l'enfant.

Article 13 :

Le/la bénéficiaire de la prime recevra un accusé de réception, mentionnant un numéro de dossier à communiquer pour toute question relative au suivi du dossier. Il/elle sera averti·e par courrier dès que sa prime sera acceptée.

Article 14 :

Le/la bénéficiaire de la prime s'engage à utiliser les langes lavables et/ou à pratiquer l'Hygiène Naturelle Infantile, et sera invité·e à suivre gratuitement une formation organisée annuellement par le Service Développement durable de la commune d'Etterbeek. Pour être tenu·e informé·e des activités du service, le/la bénéficiaire de la prime peut s'inscrire à la newsletter « Etterbeek durable » via [ce lien](#).

Article 15 :

Toute fraude ou tentative de fraude sera sanctionnée par la perte du bénéfice de la prime.

Article 16 :

Le présent règlement entre en vigueur le 01/06/2021 et concerne tout dossier introduit à partir de cette date.

Le collège est compétent pour fixer les modalités de réception de la prime et approuver les modifications utiles aux formulaires y afférant.

Toute question d'interprétation relative au présent règlement, à l'attribution de la prime communale, à son paiement ou remboursement éventuel sera réglée par le Collège communal.

[\[1\]](#) Hygiène Naturelle Infantile

Amendement van het reglement betreffende de toekenning van premies voor de huur en/of aankoop van herbruikbare luiers met het oog op de invoering van een systeem van lokale cheques die “broebel” worden genoemd

De gemeenteraad,

gelet op het reglement betreffende de toekenning van premies voor de huur en/of aankoop van herbruikbare luiers dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 29 maart 2010;

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 19 oktober 2020 het reglement betreffende de invoering van een systeem van lokale cheques die “broebel” worden genoemd heeft goedgekeurd, dat bij amendement werd gewijzigd door de gemeenteraad in zijn zitting van 23 november 2020;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 1 april 2021 heeft beslist om het systeem van de lokale cheques voort te zetten en te versterken door er de premie “herbruikbare luiers” in op te nemen;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in diezelfde zitting goedkeuring heeft gegeven voor het voorstel om de premie volledig uit te betalen in lokale broebelcheques en om dezelfde afrondingsregel toe te passen als voor de compostpremie (in geval van een bedrag dat geen veelvoud is van 5 wordt de premie “herbruikbare luiers” afgerond naar boven naar een veelvoud van 5);

gelet op de volgende bijkomende wijzigingen om de Etterbekenaren aan te moedigen en te ondersteunen bij hun acties om minder afval te produceren en de lokale economie te steunen:

- uitbreiding van het materiaal waarvan de facturen in aanmerking worden genomen voor de berekening van de premie naar babyzindelijkheidscommunicatie (BZC) zoals potjes en BZC-textiel. Dat maakt het mogelijk om vanaf de geboorte de afvalproductie te minimaliseren door het gebruik van luiers te vermijden (de luier - die over het algemeen wasbaar is - wordt een oplossing “voor het geval dat” en niet een “permanent toilet”);
- toekenning van een “bonus voor een lokale aankoop”: het bedrag van de aankooppremie bedraagt 75% van de facturen met een maximum van 150 euro in het geval van herbruikbare luiers of BZC-materiaal die in België werden geproduceerd en aangekocht (tegenover 50% van de facturen met een maximum van 100 euro voor materiaal dat niet afkomstig is uit België);
- uitbreiding van de termijn om een premieaanvraag in te dienen naar kinderen tot 3 jaar (tegenover 2 jaar vroeger) om de premie ook te kunnen toekennen voor de eventuele aankoop van materiaal in een grotere maat wanneer het kind nog niet zindelijk is;
- facturen die in aanmerking komen tot 6 maanden voor de geboorte van het kind (tegenover 3 maanden vroeger) om de premie ook te kunnen toekennen wanneer materiaal op voorhand wordt aangekocht;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

VERORDENT

het onderstaande reglement:

Gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van premies voor de huur en/of aankoop van herbruikbare luiers en/of BZC-materiaal^[1] (voor dossiers ingediend vanaf 01/06/2021)

Artikel 1

Dit reglement wijzigt het gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van premies voor de huur en/of aankoop van herbruikbare luiers dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 29 maart 2010.

Artikel 2

Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten kent de gemeente gemeentelijke premies toe aan Etterbeekse gezinnen met als doel om het gebruik van herbruikbare luiers en de toepassing van babyzindelijkheidscommunicatie (BZC): de huurpremie en de aankooppremie.

Artikel 3

Gelet op het reglement betreffende de invoering van een systeem van lokale cheques die “broebel” worden genoemd om de buurthandelaars en -ambachtslui en de lokale actoren uit de non-profitsector te steunen, dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 19 oktober 2020, wordt de premie voor de aankoop en/of de huur van herbruikbare luiers/BZC volledig uitbetaald in de vorm van lokale broebelcheques zolang de voorraad strekt.

De lokale broebelcheques hebben een nominale waarde van vijf euro. Ze kunnen worden gebruikt bij de deelnemende handelaars en verenigingen, waarvan de lijst samen met de lokale cheques wordt overhandigd. De bijgewerkte lijst staat ook op de website van de gemeente www.etterbeek.brussels en op de website www.broebel.brussels.

In geval van een bedrag dat geen veelvoud is van 5 wordt de premie naar boven afgerond naar een veelvoud van 5 (bijvoorbeeld een premie van 42,50 euro wordt afgerond naar 45 euro ofwel 9 broebelcheques).

Artikel 4

De huurpremie heeft betrekking op de huur van herbruikbare luiers en/of BZC-materiaal bij een gespecialiseerd bedrijf (met inbegrip van de ophaling en de schoonmaak).

De huurpremie is geldig voor een maximale huurperiode van één maand en bedraagt maximaal 100 euro.

Artikel 5

De aankooppremie heeft betrekking op de aankoop van herbruikbare luiers en/of BZC-materiaal.

De aankooppremie bedraagt 50% van de aankoopfacturen met een maximum van 100 euro.

Bonus voor een lokale aankoop: het bedrag van de aankooppremie bedraagt 75% van de facturen met een maximum van 150 euro in het geval van herbruikbare luiers of BZC-materiaal die in België werden geproduceerd en aangekocht.

Artikel 6

De huurpremie en de aankooppremie kunnen gecumuleerd worden tot een totaalbedrag van maximaal 200 euro (of 250 euro in geval van een bonus voor een lokale aankoop).

Artikel 7

Enkel herbruikbare luiers als dusdanig (herbruikbare luiers, overbroekjes en inleggers van textiel) komen in aanmerking voor het totaalbedrag van de facturen en niet de accessoires (inlegvellen, waszakje, luiieremmer, essentiële oliën, enz.).

Het materiaal in verband met de toepassing van babyzindelijkheidscommunicatie dat in aanmerking komt omvat BZC-potjes en specifiek BZC-textiel zoals beenwarmers, open broeken, BZC-luiers, enz.

Artikel 8

De facturen mogen niet dateren van meer dan 6 maanden voor de geboortedatum van het kind.

Artikel 9

De premieaanvraag moet ingediend worden bij het gemeentebestuur voordat het kind de leeftijd van 3 jaar heeft.

Artikel 10

De premie wordt aangevraagd door de vader, de moeder of de wettelijke voogd van het kind. De premieaanvraag mag niet worden ingediend voordat de aanvrager en het kind zijn inschreven in het bevolkingsregister van de gemeente. Het attest van gezinssamenstelling dat bij het aanvraagdossier wordt gevoegd is het bewijs van die inschrijving in het bevolkingsregister.

Artikel 11

Een kind komt in aanmerking voor de huurpremie en de aankooppremie totdat de maximumbedragen uit artikels 4 en 5 zijn bereikt en totdat de maximumleeftijd uit artikel 9 is bereikt. De facturen worden bij voorkeur echter gebundeld in één enkel aanvraagdossier.

Artikel 12

De premieaanvraag moet ingediend worden, hetzij via het automatische online formulier, hetzij via het formulier op de website dat moet worden ingevuld en

- **of** via e-mail wordt verstuurd naar primes-premies@etterbeek.be
- **of** wordt afgegeven aan het onthaal van het gemeentebestuur
- **of** per post wordt verstuurd naar het gemeentebestuur - Beheer van de gemeentelijke premies

Om ontvankelijk te zijn, moet het premieaanvraagdossier de volgende documenten bevatten:

- het correct ingevulde premieaanvraagformulier,
- een kopie van de aankoopfactuur (met vermelding van de gegevens van de aanvrager),
- een kopie van het attest van gezinssamenstelling waarop de aanvrager en het kind vermeld staan.

Artikel 13

De begunstigde van de premie krijgt een ontvangstbewijs met daarop een dossiernummer dat hij moet vermelden wanneer hij vragen heeft over zijn dossier. De begunstigde wordt per brief op de hoogte gebracht wanneer zijn aanvraag is aanvaard.

Artikel 14

De begunstigde van de premie verbindt zich ertoe om de herbruikbare luiers te gebruiken en/of de babyzindelijkheidscommunicatie toe te passen. Hij wordt ook uitgenodigd voor een gratis opleiding de dienst Duurzame Ontwikkeling van de gemeente Etterbeek elk jaar organiseert. Om op de hoogte te blijven van de activiteiten van de dienst, kan de begunstigde van de premie zich inschrijven voor de nieuwsbrief "Duurzaam Etterbeek" via [deze link](#).

Artikel 15

Elke vorm van fraude wordt bestraft met het verlies van het voordeel van de premie.

Artikel 16

Dit reglement treedt in werking op 1 juni 2021 en is van toepassing op alle dossiers die worden ingediend vanaf die datum.

Het college is bevoegd om de voorwaarden voor de ontvangst van de premie vast te leggen en de nodige wijzigingen aan de bijhorende formulieren goed te keuren.

Alle geschillen in verband met de interpretatie van dit reglement, de toekenning van de gemeentelijke premie, de betaling of de eventuele terugbetaling ervan worden geregeld door het college.

[\[1\]](#)Babyzindelijkheidscommunicatie

A.T. - Environnement (sauf permis et lutte contre les nuisances) - R.O. - Leefmilieu (behalve vergunningen en overlastbestrijding)

22 Mise à disposition d'une parcelle située rue de la gare pour l'installation d'un poulailler collectif et modalités de participation au projet « Poules Urbaines » : révision en une convention-cadre.

Le Conseil communal,

Considérant la convention-cadre (en annexe) ayant pour objet ‘Terrain situé rue de la Gare entre les n°16 et 22 – Mise à disposition de la Commune’, adoptée au Conseil communal du 24 novembre 2014 et qui concerne la parcelle notée A sur le plan annexé ;

Considérant que la parcelle notée C sur le plan annexé, non concernée par cette convention, présentait néanmoins une situation idéale pour l’installation d’un poulailler collectif par sa taille et sa délimitation par trois murs hauts ;

Considérant, dès lors, qu’en date du 26 juin 2017, le conseil communal a approuvé la convention de mise à disposition de la parcelle C pour l’installation d’un poulailler collectif et relative aux modalités de participation au projet ‘Poules Urbaines’ ;

Considérant que, depuis lors, le poulailler collectif du Rhok est géré par 7 ménages etterbeekois ;

Considérant, néanmoins, que suite au renouvellement d’un grand nombre des participant-e-s, il convient d’actualiser la convention d’occupation de l’espace C et les modalités d’utilisation de cet espace ainsi que les engagements de chacun dans le cadre du projet ‘Poules Urbaines’ ;

Considérant, de plus, que les participants pouvant être remplacés par d’autres au fil du temps mais répondant aux mêmes droits et obligations, il convient de proposer une convention-cadre ;

Considérant l’article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE d’approuver la convention-cadre ci-après :

CONVENTION-CADRE DE MISE À DISPOSITION D’UNE PARCELLE SITUÉE RUE DE LA GARE POUR L’INSTALLATION D’UN POULAILLER COLLECTIF ET MODALITÉS DE PARTICIPATION AU PROJET ‘POULES URBAINES’

ENTRE :

GO! Enseignement de la Communauté flamande, propriétaire du terrain, dont le siège est situé à l’avenue des Anciens Combattants, 200, 1140 Bruxelles, représenté par Monsieur Jurgen Wayenberg, directeur général de Scholengroep Bruxelles

Ci-après « GO! »,
Soussigné de première part,

La Commune d’Etterbeek, sise à Etterbeek, Avenue des Casernes 31/1, 1040 Bruxelles, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Madame Annick PETIT, Secrétaire Communale f.f, dénommée « La commune » au sens de la présente convention (gérance : Service Développement durable - Avenue des casernes 31/1 – 3ème étage -etterbeek.durable@etterbeek.brussels)
Soussignée de deuxième part,

Et
membre des « participants » au sens de la présente convention, résidant à 1040 Etterbeek
Soussigné de troisième part,

Chapitre 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Définitions

Au sens de la présente convention, il faut entendre par :

Poulailler collectif : Un poulailler en bois, ainsi qu'une volière attenante.

Participant : La personne physique résidant à Etterbeek et faisant partie du collectif devant gérer le poulailler.

Article 2 : Objectifs du projet

Le poulailler collectif est mis à disposition des participants dans les objectifs menés au travers du projet « Poules urbaines », que la Commune et les participants s'engagent à promouvoir et respecter, à savoir :

- Sensibiliser au gaspillage alimentaire et à la revalorisation des déchets
- Sensibiliser à l'auto production de nourriture
- Favoriser les rencontres, l'échange et la collaboration entre habitants de la même commune
- Promouvoir et respecter la nature en ville

Cette convention prévoit que le poulailler collectif sera géré de manière autonome et participative par les participants, dans un esprit d'ouverture sur le quartier.

Ce document insiste par ailleurs sur le fait que les poules sont des êtres vivants dont il faut prendre soin et que les participants sont tenus de respecter (à titre d'exemple, les poules ne seront pas remplacées si elles venaient à ne plus pondre).

Article 3 : Description des biens mis à disposition

Le « GO ! » met à disposition de la commune et des participants, à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité aucune, la parcelle C, cadastrée 221T3 (indiquée C sur le plan annexé), d'une contenance d'environ 50m².

L'occupation est donnée à titre gratuit.

Cette parcelle est donnée en occupation dans l'état où elle se trouve, bien connu de l'occupant, sans garantie de contenance et avec toutes les servitudes actives ou passives.

Elle est accessible en passant par l'aire de jeux attenante (terrain cadastré 221S3, indiqué A sur le plan annexé, propriété du « GO! » et faisant déjà l'objet d'une convention avec la Commune) , via une grille fermée à clé et un portique. Le code du portique sera remis au participant signataire de cette convention. Une clé sera également remise à chaque participant signataire. Si l'un d'entre eux la perd, il devra avertir la commune et le « GO ! », et la faire refaire à ses frais.

Considérant qu'il s'agit d'une occupation précaire, la présente autorisation ne tombe pas dans le champ d'application des différentes lois relatives aux baux à loyers, qu'ils soient d'habitation principale, de commerce ou autres reprises au Code Civil.

Le participant reconnaît par la présente avoir été parfaitement informé de la situation juridique de la parcelle et prendre en occupation celle-ci en connaissance de cause.

Le poulailler collectif comprend un poulailler en bois ainsi qu'une volière attenante. Il est mis à disposition des participants mais demeure la propriété de la commune d'Etterbeek.

La Commune d'Etterbeek met à disposition gratuitement des participants :

- Une volière, d'une contenance de 50m² ;
- Un poulailler construit en bois, disposant d'un système d'ouverture/fermeture automatique, que

l'on appelle « portique automatique ». Ce poulailler présente des signes de vétusté dus à l'usure du temps. De nouveaux petits dégâts dus à un usage 'normal' sont tolérés. Si des dégâts plus conséquents devaient apparaître du fait d'une mauvaise gestion du poulailler, les réparations seront à charge des participants ;

- Du matériel nécessaire à la bonne gestion du poulailler (brosse/racloir, abreuvoir, distributeur de graines) ;
- Un accès à l'eau de pluie, via l'installation de citernes de récupération d'eau de pluie.

Le droit de participation octroyé au participant impose une gestion « de façon responsable » du poulailler, des poules et du matériel mis à disposition, et donne accès à la parcelle située dans l'aire de jeux du jardin « Rhok ».

Chapitre 2 : GESTION DU POULAILLER

Article 4 : Propriété du matériel

La Commune met à disposition gratuitement des outils de base pour l'entretien et le nourrissage des poules pour l'ensemble des participants signant cette convention-cadre, qui en deviennent co-responsables ; ces outils restent cependant propriété de la Commune.

Les participants ne pourront en aucun cas déplacer le matériel en dehors du poulailler collectif ni rien installer d'autre que le matériel mis à disposition par la Commune, sauf avec l'accord de celle-ci.

La Commune n'est en aucun cas responsable du matériel complémentaire éventuellement apporté par les participants.

Article 5 : Propriété des poules

La Commune met à disposition, à titre gratuit, des poules, vaccinées et en bonne santé, à l'ensemble du groupe de participants signant cette convention-cadre, qui en deviennent co-responsables ; ces poules restent cependant propriété de la Commune. Un maximum de 6 poules est toléré dans cette volière, eu égard au bien-être animal.

Les participants ne pourront en aucun cas déplacer les poules en dehors du poulailler collectif (parcelle C), sauf avec l'accord de la Commune.

Chapitre 3 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La Commune s'engage à :

- Organiser une rencontre de coordination et de suivi du projet en présence des participants ainsi que des moments d'évaluation selon les nécessités ;
- Transmettre aux participants le code et la clé permettant l'accès au poulailler collectif une fois cette convention-cadre signée;
- Assurer la communication globale du projet via son site internet, sa page Facebook communale, son journal communal ou tout autre média, et pourra référencer un-e habitant-e/ménage comme personne de contact sur base volontaire, après concertation avec l'ensemble des participant-e-s ;
- Organiser des évènements de promotion du projet et développer des activités de sensibilisation ;
- Assurer la gestion des inscriptions via, au besoin, l'établissement d'une liste d'attente avec inscription par ordre chronologique ;
- Relayer des demandes de nouveaux participants en cas de nécessité et assurer la coordination globale du projet ;
- Remplacer les poules s'il s'avère que la cause du décès ou de la perte d'une ou des poules n'incombe pas aux participants ;

- Rembourser les frais de médicaments le cas échéant (sur base de tickets ; les coûts vétérinaires étant à la charge des participants) à la condition d’avoir été préalablement concertée ;
- Aider les participants rencontrant des difficultés dans la gestion de ce projet ou du poulailler en les conseillant et en les redirigeant vers des personnes compétentes en fonction de la nature de leur problème (en cas de décès d’une poule, en cas de maladie, appel au service communal de médiation en cas de conflit, etc.) ;

Chapitre 4 : ENGAGEMENTS DES PARTICIPANTS

Pour garantir l’aspect collectif du projet, un minimum de 5 participants et un maximum de 7 participants est requis pour la bonne gestion du poulailler. Par « participant », on entend un ménage ou une personne isolée.

Les participants s’engagent à :

- Prendre connaissance du livret « Partager l’envie d’élever des poules en villes » qui leur sera envoyé en même temps que cette convention-cadre;
- Veiller au bon aménagement, à la propreté et à l’entretien du poulailler mis à leur disposition et, de manière générale, d’en user de façon responsable selon la notion consacrée reprise au code civil et dans la jurisprudence ;
- S’occuper des poules de façon responsable selon la notion consacrée reprise au code civil et dans la jurisprudence et à des fins privées (aucune activité professionnelle autour du poulailler n’est autorisée) ;
- Utiliser l’espace mis à disposition uniquement pour la gestion du poulailler collectif et ne rien installer d’autre que le matériel mis à disposition par la Commune sans concertation préalable ;
- Éviter toute nuisance pour le voisinage en respectant les heures d’ouverture du parc ainsi que le règlement de celui-ci ;
- Assurer le confinement des poules en cas de nécessité ;
- Participer à la dynamique du groupe et s’investir de manière la plus équitable possible entre tous les participants en ce qui concerne le nourrissage, l’entretien du poulailler, l’achat de graines, les traitements éventuels, le partage des oeufs etc. ;
- Participer équitablement aux frais qui incombent au groupe : achat des graines, de litière, frais vétérinaire, etc. ; la Commune prend en charge les frais de médicaments (sur base de tickets) à la condition d’avoir été préalablement concertée ;
- Etablir collectivement une charte, la respecter et l’apposer dans le poulailler ;
- Participer aux chantiers collectifs réguliers tel que le nettoyage du poulailler, etc.
- Lors de l’arrivée d’un nouveau participant dans le projet, les participants restants s’engagent à organiser une visite pour présenter le poulailler et son fonctionnement au nouveau venu ;
- Communiquer immédiatement à la Commune tout changement de coordonnées ;

Les participants acceptent :

- De participer à une évaluation annuelle et selon les besoins ;
- De témoigner de leur expérience en vue de la promotion de ce projet des poulaillers collectifs.

Chapitre 5 : DUREE

L'installation du poulailler collectif sur la parcelle C a pris cours le 13 avril 2016.

La mise à disposition de la parcelle C débutera le 31 mai 2021, pour une durée de 9 ans, reconductible tacitement pour une nouvelle durée de 9 ans. Cette reconduction n'aura pas lieu si l'une des parties notifie aux deux autres au plus tard 3 mois avant la date de fin, sa volonté de mettre fin à la convention.

La fin de la convention liant déjà le « GO! » et la Commune d'Etterbeek pour la parcelle A entrainera automatiquement la rupture de la présente convention pour la parcelle C. La Commune en avertira les participants dans les plus brefs délais.

Chapitre 6 : CONDITIONS RESOLUTOIRES

Les trois parties peuvent résilier la présente convention à tout moment, sans indemnité aucune, moyennant un préavis.

Le « GO » peut mettre fin à tout moment à la présente convention, sans indemnité, en le notifiant par écrit au Collège des Bourgmestre et échevin·e·s avec un préavis de 3 mois pour permettre à la commune de prévenir les participants et pour relocaliser au mieux le poulailler et les poules.

La commune peut mettre fin à tout moment à cette convention, sans indemnité, moyennant un préavis de 3 mois aux participants et pour divers motifs :

- si le groupe n'a plus le nombre requis ;
- si la gestion du poulailler ne s'effectue plus de manière régulière ;
- si le service Développement durable ne peut plus assurer ses engagements vis-à-vis du poulailler pour des raisons budgétaires ou autres ;

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit, sans préavis ni indemnité, dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire, la Commune se trouvait dans l'impossibilité de poursuivre la présente convention. La Commune se chargera de trouver dans ce cas la solution la plus adéquate pour le bien-être des poules et remettra la parcelle en état à ses frais. La Commune informera par écrit le « GO! » et les participants de la rupture de la présente convention.

La Commune se réserve la faculté de faire écarter les participants dont l'action, l'attitude ou les déclarations seraient de nature à porter préjudice aux intérêts légitimes de la Commune.

Le non-respect des obligations prévues dans la présente convention-cadre de la part d'un participant entrainera de plein droit la fin immédiate et sans indemnité de son autorisation d'accès au poulailler, la Commune lui retirant la participation à ce projet de poulailler collectif et la confiant à un autre habitant etterbeekois intéressé. Cette personne ne sera plus autorisée à entrer dans le poulailler et ne sera plus co-responsable des poules.

Le participant qui souhaite se retirer le notifiera, avec un préavis de 1 mois, par écrit au Service Développement Durable de la Commune, ce qui le désolidarisera de la présente convention-cadre. Les frais éventuels qu'il aurait envers le groupe (achats de nourriture et autre) seront néanmoins dus.

En cas de départ d'un participant, la Commune s'engage à mettre tout en œuvre pour trouver un remplaçant dans les plus brefs délais afin de conserver le nombre de minimum 5 participants/ménages requis pour la bonne gestion du poulailler collectif.

Le nouveau participant s'engage à signer cette convention-cadre dès son intégration dans le groupe du poulailler collectif. Cette signature conditionne l'accès au poulailler.

Chapitre 7 : ACCIDENT ET ASSURANCE

Les participants déchargent expressément la commune de toute responsabilité du chef d'accidents qui se produiraient sur l'espace concédé, ainsi que du chef de vols ou vandalisme dont ils pourraient être victimes.

L'accès aux emplacements visés à l'article 3 de tout visiteur, autre que les visiteurs conviés lors d'activités organisées par la Commune, se fera sous la responsabilité des participants.

Le participant s'engage à être couvert par une assurance Responsabilité Civile et à être en ordre de vaccination (tétanos, etc.). Tous les membres des ménages doivent être couverts.

La responsabilité civile qui pourrait incomber à la Commune d'Etterbeek, à ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions et à ses organes dans l'exercice de leur mandat, du fait de dommages causés à des tiers du fait de la mise à disposition d'un poulailler collectif, est assurée dans le cadre et les limites de la police de responsabilité civile n° 010730485970.

La Commune ne pourrait en aucun cas être tenue responsable si un accident survenait par du matériel inapproprié dans le poulailler.

Chapitre 8 : ENVIRONNEMENT-URBANISME

La commune déclare respecter en tout temps les prescriptions urbanistiques et environnementales en vigueur.

Chapitre 9 : CAS NON PREVUS ET RESOLUTION DE LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, ainsi que pour les cas non prévus par la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans un délai de deux mois.

Fait à Etterbeek, le en 3 exemplaires dont chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire (une copie pour chaque participant).

LES SOUSSIGNES DE PREMIERE PART :

Pour le « GO! »

Jurgen Wayenberg
Directeur général « GO ! »

LES SOUSSIGNES DE DEUXIÈME PART :

Par ordonnance,
La Secrétaire communale, f.f
Bourgmestre,

Annick Petit
DE WOLF

Le

Vincent

Le ou la participant-e

Terbeschikkingstelling van een perceel in de Stationstraat voor de installatie van een collectief kippenhok en voorwaarden voor deelname aan het project “Stadskippen”: herziening tot kaderovereenkomst

De gemeenteraad,

gelet op de kaderovereenkomst (in bijlage) met als voorwerp “Terrein in de Stationstraat tussen huisnummers 16 en 22 – Terbeschikkingstelling van de gemeente”, die werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 24 november 2014 en die betrekking heeft op het perceel dat is aangeduid met A op het bijgevoegde plan;

overwegende dat het perceel dat is aangeduid met C op het bijgevoegde plan en waarop die overeenkomst geen betrekking heeft echter de ideale ligging heeft voor de installatie van een collectief kippenhok vanwege de omvang van het perceel en de afbakening door drie hoge muren;

overwegende dat de gemeenteraad van 26 juni 2017 bijgevolg de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van perceel C voor de installatie van een collectief kippenhok en de voorwaarden voor deelname aan het project “Stadskippen” heeft goedgekeurd;

overwegende dat het collectief kippenhok van het RHOK sindsdien wordt beheerd door 7 gezinnen uit Etterbeek;

overwegende dat er heel wat nieuwe deelnemers zijn en dat het daarom is aangewezen om de overeenkomst voor het gebruik van perceel C en de voorwaarden voor het gebruik van dat perceel en de verbintenissen van alle partijen in het kader van het project “Stadskippen” bij te werken;

overwegende dat de deelnemers in de loop van de tijd kunnen worden vervangen door anderen die dezelfde plichten en rechten hebben en het daarom is aangewezen om een kaderovereenkomst voor te stellen;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om de onderstaande kaderovereenkomst goed te keuren:

KADEROVEREENKOMST VOOR DE TERBESCHIKKINGSTELLING VAN EEN PERCEEL IN DE STATIONSTRAAT VOOR DE INSTALLATIE VAN EEN COLLECTIEF KIPPENHOK EN VOORWAARDEN VOOR DEELNAME AAN HET PROJECT “STADSKIPPEN”

TUSSEN:

GO! Vlaams Gemeenschapsonderwijs, eigenaar van het terrein, waarvan de zetel is gevestigd op de Oud-Strijderslaan 200 in 1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Jurgen Wayenbert, algemeen directeur van de Scholengroep Brussel,

hierna het “GO!” genoemd,
de eerste ondergetekende,

de gemeente Etterbeek, gelegen in Etterbeek, Kazernenlaan 31/1 in 1040 Brussel, vertegenwoordigd door

de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, waarnemend gemeentesecretaris, in het kader van deze overeenkomst de “gemeente” genoemd (beheer: Dienst Duurzame Ontwikkeling – Kazernenlaan 31/1 – 3e verdieping – duurzaam.etterbeek@etterbeek.brussels)
de tweede ondergetekende,

en
leden van de “deelnemers” in de zin van deze overeenkomst, woonachtig
..... in 1040 Etterbeek,
de derde ondergetekenden,

Hoofdstuk 1: ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1: Definities

In het kader van deze overeenkomst wordt verstaan onder:

Collectief kippenhok: Een houten kippenhok en een aanpalende volière.

Deelnemer: De natuurlijke persoon die in Etterbeek woont en deel uitmaakt van de groep die verantwoordelijk is voor het beheer van het kippenhok.

Artikel 2: Doelstellingen van het project

Het collectief kippenhok wordt ter beschikking gesteld van de deelnemers met het oog op de doelstellingen die worden nagestreefd in het kader van het project “Stadskippen”. De gemeente en de deelnemers verbinden zich ertoe om die doelstellingen te promoten en te respecteren, namelijk:

- Bewustmaken rond voedselverspilling en afvalherwaardering.
- Bewustmaken rond de eigen productie van voedsel.
- Ontmoetingen, uitwisselingen en samenwerkingen tussen inwoners van dezelfde gemeente bevorderen.
- De natuur in de stad promoten en respecteren.

Deze overeenkomst bepaalt dat het collectieve kippenhok op een autonome en participatieve manier wordt beheerd door de deelnemers met een open geest naar de wijk toe.

Dit document benadrukt bovendien dat de kippen levende wezens zijn die de deelnemers moeten verzorgen en respecteren (de kippen worden bijvoorbeeld niet vervangen als ze geen eieren meer zouden leggen).

Artikel 3: Beschrijving van de goederen die ter beschikking worden gesteld

Het GO! stelt de gemeente en de deelnemers tijdelijk, op elk moment herroepbaar en zonder enige vergoeding het perceel C, gekadastraerd 221T3 ter beschikking, dat een oppervlakte van ongeveer 50 vierkante meter heeft (aangeduid op het bijgevoegde plan met C).

Het perceel wordt kosteloos ter beschikking gesteld.

Dat perceel wordt in gebruik gegeven in de staat waarin het zich bevindt en waarvan de gebruiker op de hoogte is, zonder garantie over de oppervlakte en met alle actieve en passieve erfdienstbaarheden.

Het perceel is bereikbaar via de aanpalende speeltuin (gekadastraerd terrein 221S3 aangeduid op het bijgevoegde plan met A, eigendom van het GO!, dat het voorwerp uitmaakt van een overeenkomst met de gemeente) via een hek dat met een sleutel wordt afgesloten en een portiek. De deelnemers die deze overeenkomst ondertekenen krijgen de code van het portiek. Elke deelnemer die de overeenkomst ondertekent krijgt ook een sleutel. Als een deelnemer een sleutel verliest, moet hij de gemeente en het GO!

daarvan op de hoogte brengen en op eigen kosten een exemplaar laten bijmaken.

Aangezien het gaat over een precare terbeschikkingstelling, valt deze toelating buiten het toepassingsgebied van de verschillende wetten in verband met huurcontracten, of het nu gaat over een hoofdwoning, handelszaak of andere uit het Burgerlijk Wetboek.

De gebruiker erkent hierbij perfect geïnformeerd te zijn over de juridische situatie van het perceel en het met kennis van zake in gebruik te nemen.

Het collectieve kippenhok omvat een houten kippenhok en een aanpalende volière. Het wordt ter beschikking gesteld van de deelnemers, maar blijft eigendom van de gemeente Etterbeek.

De gemeente Etterbeek stelt de deelnemers het volgende gratis ter beschikking:

- Een volière met een oppervlakte van 50 m²;
- Een kippenhok van hout dat beschikt over een automatisch open- en sluitsysteem, dat “automatisch portier” wordt genoemd. Dat kippenhok vertoont gebruikssporen. Nieuwe kleine schade die te wijten is aan “normaal” gebruik wordt getolereerd. Als er grotere schade zou zijn door een slecht beheer van het kippenhok, dan zijn de herstellingen ten laste van de deelnemers.
- Het materiaal dat nodig is om het kippenhok goed te beheren (borstel/schraper, drinkbak, voederbak);
- Toegang tot regenwater via de installatie van regenwatertanks.

Het deelnamerecht toegekend aan de deelnemer legt een "verantwoordelijk" beheer op van het kippenhok, de hennen en het ter beschikking gestelde materiaal, en geeft toegang tot het perceel gelegen in de speeltuin van de "Rhok" -tuin.

Hoofdstuk 2: BEHEER VAN HET KIPPENHOK

Artikel 4: Eigendom van het materiaal

De gemeente stelt alle deelnemers die deze kaderovereenkomst ondertekenen gratis het basisgereedschap ter beschikking dat nodig is om de kippen te onderhouden en te verzorgen. Zij worden medeverantwoordelijk voor dat materiaal, maar het blijft eigendom van de gemeente.

De deelnemers mogen het materiaal in geen geval buiten het collectieve kippenhok verplaatsen noch ander materiaal installeren dan het materiaal dat de gemeente ter beschikking stelt, tenzij zij de gemeente daarvoor toestemming heeft gegeven.

De gemeente is in geen geval verantwoordelijk voor extra materiaal dat de deelnemers zouden meebrengen.

Artikel 5: Eigendom van de kippen

De gemeente stelt gratis gevaccineerde kippen die in goede gezondheid zijn ter beschikking van alle deelnemers die deze kaderovereenkomst ondertekenen. Zij worden medeverantwoordelijk voor de kippen, maar de kippen blijven eigendom van de gemeente. Er zijn maximaal zes kippen toegelaten in de volière voor het welzijn van de dieren.

De deelnemers mogen de kippen in geen geval buiten het collectieve kippenhok (perceel C) verplaatsen, behalve als zij daarvoor toestemming hebben van de gemeente.

Hoofdstuk 3: VERBINTENISSEN VAN DE GEMEENTE

De gemeente verbindt zich ertoe:

- Een ontmoeting te organiseren voor de coördinatie en de opvolging van het project in aanwezigheid van de deelnemers alsook evaluatiebijeenkomsten naargelang de behoeften;
- De deelnemers de code en de sleutel te bezorgen die hen toegang verschaft tot het collectieve kippenhok zodra deze kaderovereenkomst ondertekend is;
- De algemene communicatie van het project te verzekeren via haar website, de gemeentelijke Facebookpagina, haar gemeentebblad of andere media. Zij mag hierbij een inwoner/gezin vernoemen als contactpersoon en dat op vrijwillige basis en na overleg met alle deelnemers;
- Evenementen te organiseren om het project te promoten en bewustmakingsacties uit te werken;
- De inschrijvingen te beheren door indien nodig een wachtlijst op te stellen met daarop de inschrijvingen in chronologische volgorde;
- Vragen van nieuwe deelnemers te beantwoorden als dat nodig is en de globale coördinatie van het project te verzekeren;
- De kippen te vervangen als blijkt dat de doodsoorzaak of de oorzaak van het verlies van de kippen niet bij de deelnemers ligt;
- De kosten voor medicatie in voorkomend geval terug te betalen (op basis van tickets; de dierenartskosten zijn ten laste van de deelnemers) op voorwaarde dat er vooraf werd overlegd;
- De deelnemers die moeilijkheden ondervinden bij het beheer van dit project of van het kippenhok te helpen door hen tips te geven en hen door te verwijzen naar bekwame personen in functie van de aard van hun probleem (in geval van overlijden van een kip, in geval van ziekte, beroep doen op de gemeentedienst Bemiddeling in geval van een conflict, enz.).

Hoofdstuk 4: VERBINTENISSEN VAN DE DEELNEMERS

Om het collectieve aspect van het project te verzekeren is er een minimumaantal van vijf deelnemers en een maximumaantal van zeven deelnemers vereist voor het goede beheer van het kippenhok. Onder “deelnemer” verstaat men een gezin of een alleenstaande.

De deelnemers verbinden zich ertoe:

- Het boekje “Partager l’envie d’élever des poules en villes” te lezen dat hen samen met deze kaderovereenkomst wordt toegestuurd;
- Te zorgen voor een goede indeling, netheid en onderhoud van het hen ter beschikking gestelde kippenhok en, in het algemeen, voor een verantwoord gebruik volgens het concept van het Burgerlijk Wetboek en de jurisprudentie;
- Verantwoordelijke zorg voor kippen volgens het concept van het Burgerlijk Wetboek en de jurisprudentie en voor privédoeleinden (geen professionele activiteit rond het kippenhok is toegestaan)
- De ruimte die ter beschikking gesteld wordt enkel te gebruiken voor het beheer van het collectieve kippenhok en enkel het materiaal dat ter beschikking wordt gesteld door de gemeente te installeren zonder voorafgaand overleg;
- Overlast voor de omwonenden te vermijden door de openingsuren van het park en zijn reglement te respecteren;
- het ophokken van de kippen te verzekeren als dat nodig is;
- Bij te dragen tot de groepsdynamiek en zich zo billijk mogelijk in te zetten met de andere deelnemers voor wat betreft het voederen, het onderhoud van het kippenhok, de aankoop van graan, de eventuele behandelingen, de eieren delen, enz.;
- Een eerlijke bijdrage te leveren in de kosten van de groep: aankoop van graan en stro, kosten van

de dierenarts, enzovoort. De gemeente neemt kosten voor medicatie voor haar rekening (op basis van ticketjes) op voorwaarde dat er vooraf werd overlegd;

- Samen een charter op te stellen en dat charter na te leven en op te hangen in het kippenhok;
- Mee te werken aan de onderhoudsactiviteiten die regelmatig worden georganiseerd zoals het kippenhok schoonmaken, enzovoort.
- Wanneer een nieuwe deelnemer aansluit bij het project, verbinden de overige deelnemers zich ertoe om een rondleiding te organiseren om het kippenhok en zijn werking voor te stellen aan de nieuwkomer.
- De gemeente onmiddellijk op de hoogte te brengen van wijzigingen van hun gegevens.

De deelnemers gaan ermee akkoord:

- Deel te nemen aan een jaarlijkse evaluatie naargelang de behoeften;
- Over hun ervaring te getuigen om het project van de collectieve kippenhokken te promoten.

Hoofdstuk 5: DUUR

De installatie van het collectief kippenhok op perceel C is van start gegaan op 13 april 2016.

De terbeschikkingstelling van perceel C start op voor een periode van 9 jaar die stilzwijgend kan worden verlengd voor een nieuwe periode van 9 jaar. Die verlenging zal niet plaatsvinden als een van de partijen de andere twee partijen uiterlijk 3 maanden voor de einddatum laat weten dat zij een einde wil maken aan de overeenkomst.

Het einde van de overeenkomst tussen het GO! en de gemeente Etterbeek voor perceel A heeft automatisch de verbreking van deze overeenkomst voor perceel C tot gevolg. De gemeente brengt de deelnemers daar zo snel mogelijk van op de hoogte.

Hoofdstuk 6: ONTBINDENDE VOORWAARDEN

De drie partijen kunnen deze overeenkomst op elk moment ontbinden zonder enige vergoeding en onder beding van een opzegtermijn.

Het GO! kan op elk moment, zonder vergoeding, een einde maken aan deze overeenkomst door het college van burgemeester en schepenen daar schriftelijk van op de hoogte te brengen onder beding van een opzeggingstermijn van drie maanden zodat de gemeente de deelnemers kan verwittigen en een andere locatie kan vinden voor het kippenhok en de kippen.

De gemeente kan deze overeenkomst op elk moment, zonder vergoeding, beëindigen onder beding van een opzegtermijn van drie maanden voor de deelnemers en dat om verschillende redenen:

- als de groep niet meer het vereiste aantal deelnemers heeft;
- als het kippenhok niet regelmatig beheerd wordt;
- als de dienst Duurzame Ontwikkeling zijn verbintenissen tegenover het kippenhok niet langer kan nakomen wegens budgettaire of andere redenen;

Deze overeenkomst wordt bovendien automatisch en van rechtswege ontbonden zonder opzegtermijn of vergoeding als de gemeente in de onmogelijkheid zou zijn om deze overeenkomst voort te zetten, in het bijzonder ten gevolge van een wets- of reglementswijziging. De gemeente zal in dat geval een oplossing

zoeken die het best afgestemd is op het welzijn van de kippen en zal het perceel op haar kosten herstellen. De gemeente brengt het GO! en de deelnemers schriftelijk op de hoogte van de verbreking van deze overeenkomst.

De gemeente behoudt zich het recht voor om deelnemers uit te sluiten van wie de acties, houding of uitspraken de legitieme belangen van de gemeente zouden kunnen schaden.

De niet-naleving van de verplichtingen uit deze kaderovereenkomst door een deelnemer heeft van rechtswege onmiddellijk en zonder vergoeding tot gevolg dat de deelnemer het kippenhok niet meer mag betreden. De gemeente zal hem de deelname aan het project van het collectieve kippenhok ontnemen en die toevertrouwen aan een andere geïnteresseerde inwoner van Etterbeek. De betrokken persoon zal geen toestemming meer hebben om het kippenhok te betreden en zal niet langer medeverantwoordelijk zijn voor de kippen.

De deelnemer die zich wenst terug te trekken zal de dienst Duurzame Ontwikkeling van de gemeente daar met een opzegtermijn van één maand schriftelijk van op de hoogte brengen. Daarmee is hij niet langer gebonden aan deze kaderovereenkomst. De eventuele kosten die hij bij de groep zou hebben (aankoop van voeding en andere) blijven verschuldigd.

In geval van vertrek van een deelnemer verbindt de gemeente zich ertoe om alles in het werk te stellen om zo snel mogelijk een vervanger te vinden om het aantal van vijf deelnemers/gezinnen dat vereist is voor het goede beheer van het collectieve kippenhok te behouden.

De nieuwe deelnemer verbindt zich ertoe deze kaderovereenkomst te ondertekenen zodra hij deel uitmaakt van de groep van het collectieve kippenhok. Dat is een voorwaarde om toegang te krijgen tot het kippenhok.

Hoofdstuk 7: ONGEVAL EN VERZEKERING

De deelnemers ontslaan de gemeente uitdrukkelijk van alle verantwoordelijkheid bij ongevallen die zich zouden voordoen op het in gebruik gegeven perceel alsook bij diefstal of vandalisme waarvan zij het slachtoffer zouden zijn.

Wanneer andere bezoekers dan de bezoekers die uitgenodigd worden in het kader van activiteiten die door de gemeente georganiseerd worden het perceel uit artikel 3 betreden, gebeurt dat onder de verantwoordelijkheid van de deelnemers.

De deelnemer verbindt zich ertoe gedekt te zijn door een verzekering van de burgerlijke aansprakelijkheid en de nodige vaccinaties te hebben gekregen (tetanus, enz.). Alle leden van een gezin moeten gedekt zijn.

De burgerlijke aansprakelijkheid die zou kunnen neerkomen op de gemeente Etterbeek, op haar beambten in de uitoefening van hun functies of op haar organen in de uitoefening van hun mandaat ten gevolge van schade veroorzaakt aan derden wegens de terbeschikkingstelling van een collectief kippenhok wordt verzekerd in het kader en binnen de grenzen van de polis voor burgerlijke aansprakelijkheid met nummer 010730485970.

De gemeente kan in geen geval verantwoordelijk worden gehouden als er een ongeval gebeurt wegens ongeschikt materiaal in het kippenhok.

Hoofdstuk 8: LEEFMILIEU – STEDENBOUW

De gemeente verklaart dat zij de geldende stedenbouwkundige en milieuvoorschriften te allen tijde zal naleven.

Hoofdstuk 9 : NIET-VOORZIENE GEVALLEN EN OPLOSSING VAN GESCHILLEN

In geval van betwistingen, geschillen of andere onenigheden over de interpretatie of de uitvoering van onderhavige overeenkomst alsook voor de gevallen die niet voorzien zijn in deze overeenkomst zullen de partijen zich inspannen om tot een regeling in der minne te komen via een minnelijke schikking en dat binnen twee maanden.

Opgemaakt op 31 mei 2021 in drie exemplaren, waarvan elke partij verklaart een exemplaar te hebben ontvangen (een kopie voor elke deelnemer).

DE EERSTE ONDERGETEKENDE:

Voor het GO!

Jurgen Wayenberg
Algemeen directeur GO!

DE TWEEDE ONDERGETEKENDEN:

In opdracht:

De waarnemend gemeentesecretaris,
burgemeester,

De

Annick PETIT
Vincent DE WOLF

DE DERDE ONDERGETEKENDE:

De deelnemer of deelnemster

*2 annexes / 2 bijlagen
Plan jardin du RHOK.pdf, Rhok - CC 24.11.2014 - F.pdf*

Santé et Bien-être - Gezondheid en Welzijn

23 Création d'un nouveau subsidie « Collations Saines »-Règlement

Le Conseil communal,

Considérant la volonté exprimée dans la note d'orientation politique relative à la compétence de la Santé et du Bien-être de faire de la prévention et de la sensibilisation à la fois la base de la réflexion et le fil rouge de ses actions en apportant une attention particulière au public précarisé qui rencontre plus de difficultés dans l'accès à l'information et aux soins de qualité ;

Considérant le souhait exprimé dans la note d'orientation politique 2021 de mettre en place un projet « Goûters sains » qui s'inscrit dans la lignée des petits-déjeuners sains mais qui vise particulièrement la sensibilisation à l'alimentation saine au sein des structures et associations accueillant des enfants et des adolescent-e-s, en collaboration avec les services de Cohésion Sociale et de la Transition écologique ;

Considérant qu'une alimentation saine apporte une protection contre toutes formes de malnutrition, ainsi que contre de nombreuses maladies tel que le diabète, les cardiopathies, les accidents vasculaires cérébraux et les cancers ;

Considérant que les recherches menées par l'Organisation Mondiale de la Santé démontrent que les maladies cardiaques restent la première cause de mortalité dans le monde, et que celles-ci sont favorisées par une mauvaise alimentation et le manque d'exercices ;

Considérant que plusieurs associations etterbeekaises ont fait parvenir des demandes aux services communaux pour qu'elles soient appuyées financièrement dans la prise en charge des collations proposées lors de leurs écoles de devoirs et d'autres activités organisées dans les maisons de jeunes et les maisons de quartier ;

Considérant que la création d'un subside « Collations saines » permettrait de soutenir les porteur-euse-s de projet dans l'achat de collations saines qu'ils-elles mettraient à disposition de leurs bénéficiaires lors de leurs activités éducatives, sociales, ou culturelles ;

Considérant que la mise à disposition de collations saines permettrait de diminuer la consommation de produits riches en sel, en acides gras et en sucre préjudiciables pour la santé, en la remplaçant par des aliments équilibrés qui assureraient un meilleur apport nutritionnel ;

Considérant qu'une sensibilisation notamment des jeunes publics permet un changement vers des meilleures habitudes dès le plus jeune âge, qui pourra diminuer les risques de surpoids, d'obésité ou de maladies non transmissibles au cours de la vie ;

Considérant que les activités sociales, culturelles, et éducatives proposées par les structures de la commune permettent de rassembler un public hétérogène qui parfois n'a pas accès aux informations relatives à une alimentation équilibrée;

Considérant que le service de la Santé et du Bien-être mettrait également à la disposition des structures bénéficiant de ce subside des ateliers animés par un-e nutritionniste afin de permettre aux participant-e-s d'acquérir des informations sur les aliments sains et durables ;

Considérant que le collège, en date du 11 février 2021, a marqué son accord pour la remise d'un dossier dans le cadre d'un appel à projet du « Fonds pour l'Alimentation et le Bien-Être de la Fédération de l'Industrie alimentaire » de la Fondation Roi Baudouin dont le montant de 5000€, si il est accordé, pourrait être mobilisé afin de prendre en charge les frais liés à l'organisation des ateliers avec un-e nutritionniste ;

Considérant que ce nouveau subside nécessiterait la création d'un article budgétaire ;

Considérant que le montant global alloué à ce nouvel article budgétaire s'élèverait à 15 000€, dont 10 000€ proviendraient d'un transfert depuis l'article « frais de fonctionnement » du service Santé et Bien-être 871-124-02-02, et dont 5000€ proviendraient de l'article Observatoire de la santé 871-124-02-03 du service Santé et Bien-être ;

DECIDE d'approuver le règlement suivant, portant sur l'octroi d'un nouveau subside « Collations saines » visant à soutenir les porteur-euse-s de projet dans l'achat de collations saines qu'ils-elles mettraient à disposition de leurs bénéficiaires lors de leurs activités éducatives, sociales, ou culturelles :

Article 1 – Subside etterbeekois pour la promotion et la mise à disposition de collations saines lors d'activités à finalité sociale, éducative ou culturelle d'ASBL ou d'associations de fait.

La commune d'Etterbeek se dote d'un subside visant à promouvoir une alimentation saine et durable lors des activités à finalité sociale, éducative ou culturelle, proposées par les ASBL et les associations de fait

sur le territoire communal. L'objectif de ce subside est de sensibiliser les Etterbeekoi-se-s à l'alimentation saine afin d'engendrer des changements positifs dans leurs habitudes alimentaires qui permettent de prévenir l'apparition de nombreuses maladies.

Article 2. Définitions

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° Collation : un encas léger mangé entre les repas principaux, (le petit-déjeuner, le déjeuner, et le diner), qui permet un apport énergétique et d'endiguer le sentiment de faim. Un repas n'est pas considéré comme une collation.

2° Collation saine : une collation qui se compose d'aliments riches en nutriments, qui permet un apport énergétique important, et qui ne contient ni sucre, ni sel, ni lipide, ni graisse saturée, ni acide gras ajouté-e-s. Une collation saine est de préférence faite maison et composée d'aliments non transformés tels que des fruits, des fruits secs, des légumes, des légumineuses ou des céréales complètes, de préférence issu-e-s de l'agriculture locale et de saison.

Sont exclu-e-s de cette définition :

- Les sodas, les jus de fruits, les boissons alcoolisées, et les gazpachos pour leurs trop importantes teneurs en sucre.
- La viande et les aliments contenant de la viande transformée (saucisson, viande fumée, charcuterie, etc.) car leur consommation en trop grande quantité a des effets négatifs sur la santé, tels que l'augmentation des risques de développer des cancers, des maladies coronariennes, ou encore le diabète de type II. De plus, la production de la viande a un impact important sur l'environnement.
- Les céréales transformées et les barres chocolatées trop riches en sucre, ainsi que les encas salés tels que les chips, ou les biscuits apéritifs dont les teneurs en sel sont excessives.

3° Association sans but lucratif (ASBL) : un groupement de personnes physiques ou morales, qui a une personnalité juridique propre, indépendante de celle de ses membres, qui poursuit un but désintéressé sur le territoire de la commune d'Etterbeek.

4° Association de fait : un groupement, une association temporaire et spontanée d'individus, qui ne dispose pas d'une personnalité juridique et qui n'est pas soumise à une réglementation légale spécifique.

5° Subside « Collations Saines » : le subside est destiné à soutenir les initiatives qui promeuvent une alimentation saine lors d'activités organisées sur le territoire de la commune d'Etterbeek par les ASBL ou les associations de fait. Le subside « Collations Saines » couvre en partie les dépenses liées à l'achat de collations à destination du public etterbeekois des porteur-euse-s de projet visé-e-s à l'article 3 du présent règlement et distribuées à l'occasion d'activités sociales, éducatives ou culturelles qu'elles-ils mettent en place.

6° Activité récurrente : activité qui a lieu au moins cinq fois par an.

Article 3 - Conditions d'octroi du subside

§1er Les porteur-euse-s de projet sont :

- Des mouvements de jeunesse ou des groupements d'habitant-e-s;
- Des associations sans but lucratif ;

- Des associations de fait à finalité sociale, éducative, culturelle ;

Ils-elles doivent posséder leur siège social à Etterbeek, ou démontrer leur ancrage sur le territoire de la commune d'Etterbeek. L'activité doit être organisée à Etterbeek.

Toutes les organisations à but commercial sont exclues.

Toute demande émanant d'une association de fait doit être signée au minimum par deux représentant-e-s de ce groupement. Ceux-celles-ci s'engagent au bon suivi de l'application du présent règlement.

§2 Pour prétendre au subside institué par le présent règlement, le-la demandeur-euse devra remplir les conditions suivantes :

1. Mettre en place des collations qui respectent les exigences en matière d'alimentation saine mentionnées dans l'article 2 alinéa 1 et 2 du présent règlement ;
2. Être une ASBL ou une association de fait dont l'activité concernée par la demande de subside se situe sur le territoire de la Commune d'Etterbeek ;
3. Les cofinancements sont acceptés à condition qu'ils soient mentionnés dans le dossier remis dans le cadre de la demande du subside et qu'il n'y ait pas de double financement des mêmes dépenses;

§3 Le versement du subside sera effectué après approbation des demandes par le comité de sélection et le Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s.

Article 4 - Procédure de remise des dossiers

§1er Les ASBL et les associations de fait visées aux articles 2 et 3 du présent règlement ont la possibilité de soumettre un dossier de demande de subside :

- Pour les activités récurrentes, suite à un appel à projets semestriel publié par la Commune, via le formulaire « Collations saines activités récurrentes » accessible sur le site internet de la Commune ou envoyé à la demande par le service concerné ;
- Pour des activités ponctuelles, via le formulaire « Collations saines activité ponctuelle » présent sur le site internet de la Commune ou envoyé à la demande par le service concerné.

§2 En ce qui concerne les activités récurrentes, le formulaire de demande d'octroi d'un subside Collations saines doit être adéquatement complété et transmis à l'administration communale à l'adresse mail sante@etterbeek.brussels et ce au plus tard à la date mentionnée sur le document relatif à l'appel à projets;

En ce qui concerne les activités ponctuelles, le formulaire de demande doit être adéquatement complété et être envoyé, un mois avant la date de l'activité, à l'administration communale via l'adresse mail sante@etterbeek.brussels . Les demandes de subside seront acceptées entre le premier janvier et le premier novembre chaque année.

Article 5. Procédure d'octroi du subside

§1er Les dossiers sont examinés par un comité de sélection composé :

- D'un-e membre du Service Santé et Bien-être ;
- D'un-e membre du Service de Cohésion Sociale ;
- D'un-e membre du Service Développement Durable ;

- D'un-e membre du Service enseignement ;
- D'un-e membre du Service Jeunesse ;

Un quorum de 4 membres sur 5 est suffisant pour se réunir et prendre des décisions.

En aucun cas, un-e membre du comité de sélection ne pourra être membre d'une association, quelle que soit sa forme, requérant un subside.

§2 Le comité de sélection soumet des propositions d'attribution de subside motivées au Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s.

§3 Le Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s se positionne sur l'attribution des subsides qu'il valide ou amende au besoin, sur base de l'avis transmis par le comité de sélection visé au §1 du présent article.

§4 La décision du Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s d'approbation ou de refus du subside est notifiée par le service Santé et Bien-être aux demandeur-euse-s. Cette notification se fait dans le mois qui suit la date de clôture des dépôts de dossier pour les activités récurrentes et dans le mois qui suit la demande d'octroi du subside pour les activités ponctuelles.

§5 En ce qui concerne les activités ponctuelles pour lesquelles la fin du délai de réponse tombe pendant la période estivale au cours de laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins ne se réunit pas, le Bourgmestre ou son-sa remplaçant-e pourra prendre la décision d'autorisation ou de refus en lieu et place du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 6. Critères d'attribution du subside

Le comité de sélection se base sur les critères suivants pour proposer ou non l'octroi du subside:

- Le caractère sain des collations proposées au public du demandeur, tel que défini dans l'article 2 du présent règlement.
- Le caractère durable des collations proposées au public du-de la demandeur-euse. Une attention particulière est portée sur le caractère local, équitable et de saison des aliments proposés ;
- La volonté du-de la demandeur-euse d'engager un changement positif dans les habitudes alimentaires du public en lui apportant des informations susceptibles de le sensibiliser aux bénéfices pour la santé et l'environnement d'une alimentation saine, équilibrée et durable;
- La volonté du-de la demandeur-euse d'impliquer le public dans la préparation des collations saines ;
- Dans le cas où les demandes dépasseraient le budget prévu, et dans le cas d'égalité entre deux projets, la priorité sera donnée aux projets n'ayant pas bénéficié d'un autre subside communal.

Article 7. Clause de non-discrimination

Les porteur-euse-s de projet s'engagent à ne tolérer aucune forme de discrimination fondée sur le sexe, la nationalité, la race, la couleur, l'ascendance, les origines nationales ou ethniques, l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la religion ou les convictions, les opinions politiques, la langue, l'état de santé actuel ou futur, le handicap, les caractéristiques physiques ou génétiques ou les origines sociales lors de leurs activités.

Article 8. Montant du subside accordé

§1er Dans les limites des crédits budgétaires communaux disponibles pour l'exercice en cours, le montant du subside est fixé à un maximum de 1.000 euro par association pour les activités récurrentes, et un montant maximal de 100 euro pour les activités ponctuelles.

Le montant du subside octroyé sera calculé notamment en fonction du nombre de participant·e·s à ces activités, ainsi que de la fréquence et de la nature de celles-ci.

§2 Un seul subside est octroyé par an par association, sauf dérogation accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevin·e·s.

§3 Pour les activités récurrentes : le subside sera versé en deux tranches, une première tranche de 80% de la subvention sera versée une fois le projet approuvé par le Collège des Bourgmestre et Echevin·e·s, le solde sera versé dans le mois qui suit la réception du dossier d'évaluation prévu à l'article 9, à condition que le projet ait été réalisé tel que prévu dans le formulaire de candidature et ce dans le respect des exigences reprises à l'article 2.

§4 Pour les activités ponctuelles : la totalité du subside sera versé une fois le projet approuvé par le Collège des Bourgmestres et échevin·e·s.

Article 9. Obligations du bénéficiaire du subside

§1er En vue de la liquidation de la seconde tranche du subside, le·la bénéficiaire du subside devra transmettre à la Commune :

- Pour les activités récurrentes : un dossier d'évaluation relatif à l'état d'avancement du projet, ainsi que des justificatifs, des dépenses qui prouvent le caractère sain des collations pour l'achat desquelles le subside aura été dépensé, qui porte sur la période d'évaluation précitée devront être transmis à la commune. Ce dossier et les justificatifs devront être transmis 3 mois avant la clôture du projet.

§2 Pour les activités ponctuelles : les justificatifs qui prouvent le caractère sain des collations pour l'achat desquelles le subside aura été dépensé devront être transmis dans le mois qui suit la tenue de l'activité.

§3 En bénéficiant du subside dans le cadre d'activités récurrentes, le·la demandeur·euse s'engage à participer à un atelier organisé par le Service Santé et Bien-être, au sein de la structure bénéficiant de ce subside, afin qu'un·e professionnel·le de la nutrition prodigue des conseils relatifs à l'alimentation saine et durable à la fois au personnel de l'association et à son public.

§4 La·le bénéficiaire du subside s'engage à rembourser partiellement ou totalement (selon la demande du Collège des Bourgmestre et Echevin·e·s) la somme perçue en cas de non-exécution totale ou partielle du projet ou de l'utilisation du subside d'une manière non propice à atteindre l'objectif auquel le gestionnaire du projet s'est engagé, à savoir promouvoir une alimentation saine par la mise à disposition de collations saines.

Article 10 : Protection des données

§ 1. Les données personnelles communiquées dans le formulaire ne seront utilisées à d'autres fins que celles de traiter les demandes introduites suite à l'appel à projets et d'accompagner les réalisations des projets.

§ 2. Aucune donnée ne sera partagée avec des tiers sans le consentement qui sera demandé le cas échéant.

§ 3. Les porteur·euse·s de projet peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification de leurs données en envoyant un mail à sante@etterbeek.brussels ou par courrier postal à l'administration communale à l'attention du service Santé et Bien-être.

Article 11. Litiges

Tout conflit d'interprétation des présentes dispositions sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevin·e·s pour décision.

Article 12. Entrée en vigueur

Le présent règlement, approuvé au Conseil communal du 31.05.2021, entre en vigueur le 01.06.2021.

Invoering van een nieuwe subsidie "Gezonde tussendoortjes"-Reglement

De gemeenteraad,

overwegende dat in de politieke oriëntatienota betreffende de bevoegdheid Gezondheid en Welzijn de wens werd geuit om van preventie en bewustmaking zowel de basis voor reflectie als de rode draad van zijn acties te maken, met bijzondere aandacht voor de kwetsbare bevolkingsgroepen die meer moeilijkheden hebben om toegang te krijgen tot informatie en kwaliteitsvolle zorg;

overwegende dat in de politieke oriëntatienota van 2021 de wens werd geuit om het project "Gezonde tussendoortjes" op touw te zetten dat in de lijn ligt van de gezonde ontbijten, maar dat specifiek is gericht op de bewustmaking rond gezonde voeding binnen structuren en verenigingen die met kinderen en jongeren werken, in samenwerking met de diensten Sociale Cohesie en Ecologische Transitie;

overwegende dat een gezonde voeding bescherming biedt tegen alle vormen van ongezonde voeding en tegen vele ziekten zoals diabetes, hartziekten, herseninfarcten en kanker;

overwegende dat uit onderzoek van de Wereldgezondheidsorganisatie blijkt dat hartziekten nog steeds de belangrijkste doodsoorzaak in de wereld zijn en dat die in de hand worden gewerkt door slechte voeding en gebrek aan lichaamsbeweging;

overwegende dat verschillende verenigingen uit Etterbeek aanvragen hebben ingediend bij de gemeentediensten om financiële steun te krijgen voor de tussendoortjes die worden aangeboden tijdens hun huiswerkscholen en andere activiteiten die worden georganiseerd in de jeugthuizen en buurthuizen;

overwegende dat de invoering van een nieuwe subsidie "Gezonde tussendoortjes" het mogelijk zou maken om projectdragers te steunen bij de aankoop van gezonde tussendoortjes die zij zouden aanbieden aan hun begunstigden tijdens hun educatieve, sociale of culturele activiteiten;

overwegende dat, door gezonde tussendoortjes aan te bieden, de consumptie van producten die rijk zijn aan zout, vetzuren en suiker, die schadelijk zijn voor de gezondheid, zou kunnen worden teruggedrongen door die producten te vervangen door evenwichtige voedingsmiddelen die een betere voedingswaarde hebben;

overwegende dat bewustmaking, met name van jongeren, al op jonge leeftijd een verandering in de richting van betere gewoonten mogelijk maakt, waardoor het risico op overgewicht, zwaarlijvigheid of niet-overdraagbare ziekten in de loop van iemands leven zou kunnen worden verminderd;

overwegende dat de sociale, culturele en educatieve activiteiten die door de structuren van de gemeente worden aangeboden het mogelijk maken om een heterogeen publiek bijeen te brengen dat soms geen toegang heeft tot informatie over een evenwichtige voeding;

overwegende dat de dienst Gezondheid en Welzijn ook workshops onder leiding van een voedingsdeskundige zou aanbieden aan de structuren die deze subsidie ontvangen zodat de deelnemers informatie kunnen krijgen over gezonde en duurzame voeding;

overwegende dat het college, er op 11 februari 2021, mee heeft ingestemd om een dossier in te dienen in het kader van een projectoproep van het "Fonds voor Voeding en Welzijn van de Federatie Voedingsindustrie" van de Koning Boudewijnstichting, waarvan het bedrag van 5000 euro, als het wordt toegekend, kan worden gebruikt voor de kosten in verband met de organisatie van workshops met een voedingsdeskundige;

overwegende dat het selectiecomité zal bestaan uit een lid van de dienst Duurzame Ontwikkeling, een lid van de dienst Sociale Cohesie, een lid van de dienst Gezondheid en Welzijn en een vertegenwoordiger van de dienst Onderwijs en de dienst Jeugd; dat een quorum van vier van de vijf leden voldoende zou zijn om te vergaderen en beslissingen te nemen;

overwegende dat er voor deze nieuwe subsidie een begrotingsartikel zou moeten worden aangemaakt;

overwegende dat het totaalbedrag voor dat nieuwe begrotingsartikel 15.000 euro zou bedragen, waarvan 10.000 euro afkomstig zou zijn van een overdracht van het artikel "Werkingskosten" van de dienst Gezondheid en Welzijn 871-124-02-02 en waarvan 5.000 euro afkomstig zou zijn van het artikel Gezondheidsobservatorium 871-124-02-03 van de dienst Gezondheid en Welzijn;

stellen wij het volgende reglement voor:

BESLIST zijn goedkeuring te hechten aan de volgende reglement, verordening betreffende de toekenning van een nieuwe subsidie "Gezonde tussendoortjes", die erop gericht is projectleiders te ondersteunen bij de aankoop van gezonde tussendoortjes die zij tijdens hun educatieve, sociale of culturele activiteiten aan hun begunstigen ter beschikking stellen:

Artikel 1 – Etterbeekse subsidie voor de promotie en de terbeschikkingstelling van gezonde tussendoortjes tijdens activiteiten met een sociaal, educatief of cultureel doel van vzw's of feitelijke verenigingen.

De gemeente Etterbeek heeft een subsidie in het leven geroepen om gezonde en duurzame voeding te promoten tijdens activiteiten met een sociaal, educatief of cultureel doel die worden aangeboden door vzw's en feitelijke verenigingen op het grondgebied van de gemeente. Het doel van deze subsidie is om de Etterbekenaren bewust te maken van gezonde voeding met als doel om positieve veranderingen in hun eetgewoonten teweeg te brengen en zo het ontstaan van verschillende ziekten te helpen voorkomen.

Artikel 2 – Definities

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

1° Tussendoortje: een licht tussendoortjes dat tussen de hoofdmaaltijden, het ontbijt, het middagmaal en het avondmaal, wordt gegeten en dat energie geeft en het hongergevoel helpt te beperken. Een maaltijd wordt niet beschouwd als een tussendoortje.

2° Gezond tussendoortje: dit is een tussendoortje dat samengesteld is uit voedingsrijke voedingsmiddelen,

dat een hoge energie-inname mogelijk maakt en dat geen suiker, zout, vetstoffen, verzadigd vet of toegevoegde vetzuren bevat. Een gezond tussendoortje is huisgemaakte en bestaat bij voorkeur uit onbewerkte voedingsmiddelen zoals fruit, gedroogde vruchten, groenten, peulvruchten of volle granen, of die bereid zijn, bij voorkeur afkomstig van lokale en seizoensgebonden landbouw.

Zijn uitgesloten van die definitie:

- frisdranken, vruchtensappen, alcoholische dranken en gazpacho's vanwege hun overmatige suikergehalte.
- vlees en levensmiddelen die verwerkt vlees bevatten (worst, gerookt vlees, vleeswaren, enz.), omdat de consumptie ervan in te grote hoeveelheden negatieve gevolgen heeft voor de gezondheid, zoals een verhoogd risico op kanker, kransslagaderaandoeningen of diabetes type II. Bovendien heeft de vleesproductie een aanzienlijke impact op het milieu.
- bewerkte granen en chocoladerepen met een te hoog suikergehalte, evenals zoute snacks zoals chips of snackkoekjes met een te hoog zoutgehalte.

3° Vereniging zonder winstoogmerk (vzw): groepering van natuurlijke of rechtspersonen die een eigen rechtspersoonlijkheid heeft, onafhankelijk van die van haar leden, en die een belangeloos doel nastreeft op het grondgebied van de gemeente Etterbeek.

4° Feitelijke vereniging: dit is een groepering, een tijdelijke en spontane vereniging van personen, die geen rechtspersoonlijkheid heeft en die niet aan een specifieke wettelijke regeling is onderworpen.

5° Subsidie “Gezonde tussendoortjes”: de subsidie is bedoeld om initiatieven te steunen die gezonde voeding promoten tijdens activiteiten die worden georganiseerd door vzw's of feitelijke verenigingen waarvan de activiteit op het grondgebied van de gemeente Etterbeek plaatsvindt. De subsidie “Gezonde tussendoortjes” dekt een deel van de uitgaven voor de aankoop van tussendoortjes voor het Etterbeekse publiek van de projectdragers bedoeld in artikel 3 van dit reglement die worden uitgedeeld tijdens de sociale, educatieve of culturele activiteiten die zij organiseren.

6° Een activiteit wordt als terugkerend beschouwd wanneer ze minstens vijf keer per jaar plaatsvindt.

Artikel 3 – Voorwaarden voor de toekenning van de subsidie

§1. De projectdragers zijn:

- Jeugdbewegingen of groepen van inwoners;
- Verenigingen zonder winstoogmerk;
- Feitelijke verenigingen met een sociaal, educatief of cultureel oogmerk.

Zij moeten hun maatschappelijke zetel in Etterbeek hebben of minstens hun verankering in de gemeente Etterbeek aantonen. Het project moet ontwikkeld worden in Etterbeek.

Commerciële organisaties worden uitgesloten.

Elke aanvraag van een feitelijke vereniging moet door minstens twee vertegenwoordigers van die groep worden ondertekend. Die vertegenwoordigers verbinden zich ertoe te waken over de correcte toepassing van dit reglement.

§2. Om aanspraak te maken op de subsidie die wordt ingevoerd via dit reglement, moet de aanvrager aan de volgende voorwaarden voldoen:

- a. Tussendoortjes aanbieden die voldoen aan de eisen inzake gezonde voeding uit artikel 2, §1 en §2 van dit reglement.
- b. Een vzw of een feitelijke vereniging zijn waarvan de activiteit die het voorwerp uitmaakt van de subsidieaanvraag op het grondgebied van de gemeente Etterbeek plaatsvindt.
- c. Medefinanciering wordt aanvaard op voorwaarde dat die wordt vermeld in het dossier dat in het

kader van de subsidieaanvraag wordt ingediend en dat er geen sprake is van dubbele financiering van dezelfde uitgaven.

§3. De subsidie wordt gestort na goedkeuring van de aanvragen door het selectiecomité en het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 4 – Procedure voor de indiening van de dossiers

§1. De vzw's en feitelijke verenigingen uit artikelen 2 en 3 van dit reglement hebben de mogelijkheid om een subsidieaanvraagdossier in te dienen:

- voor terugkerende activiteiten, naar aanleiding van een halfjaarlijkse oproep die door de gemeente wordt gepubliceerd, via het formulier “Gezonde tussendoortjes terugkerende activiteiten” dat op de website van de gemeente staat of op aanvraag wordt verstuurd door de betrokken dienst;

; en/of

- voor eenmalige activiteiten, via het formulier “Gezonde tussendoortjes eenmalige activiteiten” dat op de website van de gemeente staat of op aanvraag wordt verstuurd door de betrokken dienst.

§2. Met betrekking tot terugkerende activiteiten, het kandidatuurformulier dat bij de projectoproep is gevoegd moet volledig worden ingevuld en bezorgd aan het gemeentebestuur via e-mail naar gezondheid@etterbeek.brussels en dat uiterlijk op de datum die vermeld staat op het document in verband met de projectoproep.

Met betrekking tot eenmalige activiteiten, het kandidatuurformulier dat bij de projectoproep is gevoegd moet volledig worden ingevuld en bezorgd aan het gemeentebestuur via e-mail naar gezondheid@etterbeek.brussels en dat een maand voor de activiteit. Aanvragen voor subsidies worden aanvaard tussen 1 januari en 1 november van elk jaar.

Artikel 5 – Procedure voor de toekenning van de subsidie

§1. De dossiers worden onderzocht door een selectiecomité dat bestaat uit:

- Een lid van de dienst Gezondheid en Welzijn;
- Een lid van de dienst Sociale Cohesie;
- Een lid van de dienst Duurzame Ontwikkeling;
- Een lid van de dienst Onderwijs;
- Een lid van de dienst Jeugd.

Een quorum van vier van de vijf leden is voldoende om te vergaderen en beslissingen te nemen.

In geen geval mag een lid van het selectiecomité lid zijn van een vereniging, van welke vorm ook, die een subsidie aanvraagt.

§2. Het selectiecomité legt gemotiveerde voorstellen voor de toekenning van een subsidie voor aan het college van burgemeester en schepenen.

§3. Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing over de toekenning van de subsidies die het bekrachtigt of zo nodig wijzigt, op basis van het advies van het in §1 van dit artikel bedoelde selectiecomité.

§4. De beslissing van het college van burgemeester en schepenen om de subsidie goed te keuren of te weigeren wordt door de dienst Gezondheid en Welzijn aan de aanvragers meegedeeld. Die kennisgeving gebeurt binnen een maand na de uiterste datum voor de indiening van de dossiers voor terugkerende

activiteiten en binnen de maand die volgt op de maand waarin de aanvraag voor de subsidie voor eenmalige activiteiten is ingediend.

§5. Overwegende dat wanneer er geen wekelijks college plaatsvindt tijdens de zomerperiode, het aan de burgemeester of zijn vervanger is om, met machtiging van de burgemeester of zijn vervanger, toestemming te geven voor subsidie steun voor de aankoop van gezonde tussendoortjes voor eenmalige activiteiten.

Artikel 6 – Criteria voor de toekenning van de subsidie

Het selectiecomité baseert zich op de volgende criteria om een voorstel te doen over het al dan niet toekennen van de subsidie:

- Het gezonde karakter van de tussendoortjes die worden aangeboden aan het publiek van de aanvrager, zoals omschreven in artikel 2 van dit reglement.
- Het duurzame karakter van de tussendoortjes die worden aangeboden aan het publiek van de aanvrager. Er wordt bijzondere aandacht besteed aan het lokale, fairtrade en seizoensgebonden karakter van de aangeboden voedingsmiddelen.
- De wens van de aanvrager om een positieve verandering in de eetgewoonten van het publiek teweeg te brengen door hen informatie te geven die hen bewust kan maken van de gezondheids- en milieuvoordelen van een gezonde, evenwichtige en duurzame voeding.
- De bereidheid van de aanvrager om het publiek te betrekken bij de bereiding van gezonde tussendoortjes.
- Als er meer aanvragen zouden zijn dan dat er budget is vrijgemaakt, en indien twee projecten een gelijk aantal stemmen hebben, zal voorrang worden gegeven aan projecten die geen andere gemeentelijke subsidie hebben ontvangen

Artikel 7 – Non-discriminatieclausule

De projectdragers verbinden zich ertoe om tijdens hun activiteiten geen enkele vorm van discriminatie te tolereren op grond van geslacht, nationaliteit, ras, huidskleur, afstamming, nationale of etnische afkomst, leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, godsdienst of levensovertuiging, politieke overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, handicap, fysieke of genetische kenmerken of sociale afkomst.

Artikel 8 – Bedrag van de toegekende subsidie

§1. Binnen de grenzen van de beschikbare gemeentelijke begrotingskredieten voor het lopende begrotingsjaar wordt het bedrag van de subsidie vastgelegd op maximaal 1.000 euro per vereniging voor terugkerende activiteiten en maximaal 100 euro voor eenmalige activiteiten.

Het bedrag van de toegekende subsidie wordt met name berekend in functie van het aantal deelnemers aan die activiteiten en de frequentie en de aard van de activiteit.

§2. Per jaar wordt slechts één subsidie toegekend per vereniging, behoudens afwijking toegestaan door het college van burgemeester en schepenen.

§3. Met betrekking tot terugkerende activiteiten, de subsidie wordt in twee schijven betaald: een eerste schijf van 80% van de subsidie wordt betaald zodra het project door het college van burgemeester en schepenen is goedgekeurd en het saldo wordt binnen een maand na ontvangst van het evaluatiedossier zoals bepaald in artikel 9 gestort op voorwaarde dat het project is uitgevoerd zoals gepland op het kandidatuurformulier en met inachtneming van de eisen uit artikel 2.

§4 Met betrekking tot eenmalige activiteiten, de totale subsidie zal worden uitbetaald zodra het project

door het College van Burgemeester en Schepenen is goedgekeurd.

Artikel 9 – Verplichting van de begunstigde van de subsidie

§1. Met betrekking tot terugkerende activiteiten, met het oog op de betaling van de tweede schijf van de subsidie moet de begunstigde van de subsidie aan de gemeente een evaluatiedossier bezorgen alsook een bewijs van de uitgaven die het gezonde karakter aantonen van de tussendoortjes waarvoor de subsidie werd uitgegeven. Dat evaluatiedossier en het bewijs van de uitgaven moeten worden bezorgd binnen drie maanden voor het einde van het project voor terugkerende activiteiten en binnen de maand na het houden van een eenmalige activiteit.

§2. Met betrekking tot eenmalige activiteiten: het bewijs van het gezonde karakter van de snacks waarvoor de subsidie is besteed, moet worden ingediend binnen een maand nadat de activiteit heeft plaatsgevonden.

§3. Door de subsidie in het kader van terugkerende activiteiten te ontvangen, verbindt de aanvrager zich ertoe deel te nemen aan een workshop die wordt georganiseerd door de dienst Gezondheid en Welzijn, binnen de structuur die deze subsidie geniet, zodat een voedingsdeskundige advies kan geven over gezonde en duurzame voeding aan zowel het personeel van de vereniging als haar publiek.

§4. De begunstigde van de subsidie verbindt zich ertoe het ontvangen bedrag geheel of gedeeltelijk (volgens het verzoek van het college van burgemeester en schepenen) terug te betalen als het project niet of gedeeltelijk niet wordt uitgevoerd of als de subsidie wordt gebruikt op een manier die niet bevorderlijk is om de doelstelling te bereiken waartoe de projectbeheerder zich heeft verbonden, namelijk het promoten van gezonde voeding door gezonde tussendoortjes aan te bieden.

Artikel 10 – Gegevensbescherming

§ 1. De gegevens die op het formulier worden vermeld worden enkel gebruikt om de aanvragen te verwerken die werden ingediend naar aanleiding van de projectoproep en zullen worden gebruikt om de projecten uit te voeren.

§ 2. Er worden geen gegevens gedeeld met derden zonder toestemming, die zo nodig gevraagd zal worden.

§ 3. Projectdragers kunnen hun recht op toegang en verbetering van hun gegevens uitoefenen door een e-mail te sturen naar gezondheid@etterbeek.brussels of per brief naar het gemeentebestuur van Etterbeek ter attentie van de dienst Gezondheid en Welzijn.

Artikel 11 – Geschillen

Alle interpretatiegeschillen met betrekking tot deze bepalingen worden ter beslissing voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 12 – Inwerkingtreding

Dit reglement, dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 31.05.2021, treedt in werking op 01.06.2021.

2 annexes / 2 bijlagen

Formulaire_acti_ponctuelle.pdf, Formulaire_acti_récurrentes_fr.pdf

Egalité femmes-hommes - Gelijkheid Vrouwen-Mannen

24 Règlement relatif à l'octroi d'une prime pour la garde d'enfants aux familles monoparentales - Prolongation.

Le Conseil Communal,

Vu l'adoption à l'unanimité, le 1^{er} mars 2010, par le Conseil communal, de la « Charte Européenne pour l'égalité des Femmes et des Hommes dans la vie locale » ;

Considérant la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale où dans l'article 16 le signataire reconnaît le rôle essentiel que jouent les systèmes de gardes d'enfants de bonne qualité, financièrement abordables, accessibles à tous les parents et aux autres personnes s'occupant d'enfants quelle que soit leur situation financière, dans la promotion d'une égalité réelle des femmes et des hommes, et dans leur aptitude à concilier leur vie professionnelle, publique et privée. Le signataire reconnaît en outre la contribution qu'apporte la garde d'enfants à la vie économique et sociale, ainsi qu'à la confection du lien social au sein de la communauté locale et dans la société tout entière ;

Considérant que de plus dans l'article 18 du même document le signataire s'engage à veiller à l'inclusion sociale notamment en garantissant un accès égal aux ressources pour les femmes qui se retrouvent plus fréquemment que les hommes en situation d'exclusion ;

Considérant que le 29 juin 2020 le Conseil communal a approuvé le règlement d'octroi d'une prime qui serait allouée aux familles monoparentales pour la garde d'enfants sous la forme d'un chéquier de 12 chèques de 7 euros chacun (chaque chèque donnant accès à une heure de baby-sitting) distribués pour une période de 5 mois entre le 15 août 2020 et le 15 décembre 2020 ;

Considérant l'octroi d'un subside de la Région de Bruxelles – Capitale permettant la création d'une prime pour la gardes d'enfants destinée aux familles monoparentales (le montant du subside est de 9.000 euros, permettant la création de 100 chèquiers de 12 chèques) ;

Considérant l'octroi d'un subside de la Région de Bruxelles – Capitale permettant le maintien de la prime pour la gardes d'enfants destinée aux familles monoparentales (le montant du subside est de 13.606 euros, permettant notamment la création de 125 chèquiers supplémentaires) ;

Considérant que suite aux mesures sanitaires mises en place dans le cadre de la crise du coronavirus, que ces mesures n'ont pas permis le recours aux services d'un-e baby-sitter, la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de prolonger l'utilisation des subsides en cours jusqu'au 31 décembre 2021 ;

DECIDE d'approuver la prolongation du règlement portant sur l'octroi d'une prime aux familles monoparentales pour la garde d'enfants octroyée sous la forme d'un carnet de 12 chèques baby-sitting jusqu'à épuisement du nombre de chèquiers disponibles.

Nous proposons la prolongation du règlement suivant moyennant la modification de certains articles :

RÈGLEMENT RELATIF A L'OCTROI D'UNE PRIME POUR LA GARDE D'ENFANTS AUX FAMILLES MONO-PARENTALES

Article 1 : objet du présent règlement

Dans la mesure des fonds disponibles via le subside du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège des bourgmestre et échevin-e-s peut accorder aux familles monoparentales une prime pour la garde d'enfant(s) sous la forme de chèques baby-sitting. Ces chèques visent à rompre l'isolement social ainsi qu'à augmenter l'accès aux activités de loisirs et de développement personnel des parents seuls, grâce à l'accès à des services de gardes d'enfants.

Article 2 : nature de l'intervention financière et caractéristiques

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre :

- Par familles monoparentales : toute famille dont le foyer est composé d'un seul parent, indépendamment du genre du parent concerné, ou du nombre d'enfants composant le foyer.
- Parent seul : Parent ayant la garde principale de son/ses enfant(s).
- Par « chèques » : un carnet de 12 chèques « babysitting » d'une valeur unitaire de 7 euros ; chaque chèque correspondant à une heure de baby-sitting.

Les chèques donnent accès aux services de babysitting des prestataires recensé.e.s et formé.e.s par la Ligue des Familles.

Article 3 : conditions d'octroi des chèques "baby-sitting"

Les chèques ne peuvent être octroyés qu'aux parents seuls domiciliés à Etterbeek dont les revenus ne dépassent pas le plafond de 2.200 euros net/mois (augmentés de 70 euros/mois par enfant à charge ou de 140 euros/mois par enfant à charge porteur d'un handicap).

Article 4 : Pièces justificatives

Les parents seuls demandeurs justifient le respect des conditions de revenus énoncées à l'article 3 en joignant au formulaire de demande un Avertissement Extrait de Rôle portant sur l'exercice d'imposition 2019 (impôts de l'année 2018). Ils devront également donner une copie de leur carte d'identité ainsi qu'une composition de ménage.

Modifié comme suit :

Les parents seuls demandeurs justifient le respect des conditions de revenus énoncées à l'article 3 en joignant au formulaire de demande un Avertissement Extrait de Rôle portant sur l'exercice d'imposition 2020 (impôts de l'année 2019). Ils devront également donner une copie de leur carte d'identité ainsi qu'une composition de ménage.

Article 5 : Période de délivrance

Les chèques sont octroyés une seule fois par demandeur.euse.s , entre le 15 août le 15 décembre 2020.

Modifié comme suit :

Les chèques sont octroyés en priorité aux demandeur.euse-s qui n'en ont pas encore bénéficié jusqu'à épuisement du nombre de chéquiers disponibles.

Article 6 : Procédure d'attribution

Le formulaire de demande de prime doit être adressé au service de gestion des primes communales d'Etterbeek. Le formulaire de demande de prime doit être accompagné :

- d'une copie de la carte d'identité du/de la demandeu.r.se
- d'une copie d'Avertissement Extrait de Rôle portant sur l'exercice d'imposition 2019 (impôts de l'année 2018).
- d'une composition de ménage (octroyée gratuitement au service population de la commune d'Etterbeek où le ménage monoparental doit être domicilié).

Modifié comme suit :

Le formulaire de demande de prime doit être adressé au service de gestion des primes communales

d'Etterbeek. Le formulaire de demande de prime doit être accompagné :

- *d'une copie de la carte d'identité du/de la demandeur.r.se*
- *d'une copie d'Avertissement Extrait de Rôle portant sur l'exercice d'imposition 2020 (impôts de l'année 2019).*
- *d'une composition de ménage (octroyée gratuitement au service population de la commune d'Etterbeek où le ménage monoparental doit être domicilié).*

Article 7 : protection des données

Pour s'assurer de l'identité du demandeur, celui-ci fournira une copie de sa carte d'identité à des fins de consultation. Cette copie ne sera pas conservée au-delà de la vérification. Afin de renforcer la confidentialité des données à caractère personnel, le demandeur effectuera les actions suivantes sur sa copie de carte d'identité :

- Biffer les données non pertinentes visibles sur la copie la carte d'identité
- Barrer d'un trait la photocopie de la carte
- Indiquer sur cette copie barrée le destinataire ainsi que l'usage autorisé des données.

Les données collectées dans le formulaire ne sont collectées que pour permettre la gestion de la demande et le paiement de la prime. Les données ne sont transmises à aucun tiers. Le demandeur peut à tout moment demander de consulter ses données. Pour des questions sur l'utilisation des données, vous pouvez vous adresser au délégué à la protection des données de l'administration : dpo@etterbeek.be ou par courrier postal à l'administration communale (à l'attention du DPO)

Article 9 : Liquidation des chèques

Les chèques seront remis après examen complet du dossier de demande de prime.

Le traitement des demandes de prime suit l'ordre chronologique d'introduction de celles-ci, jusqu'à épuisement des fonds disponibles.

En tel cas, la Commune s'engage à informer la population de la manière la plus adéquate.

Article 11 : Dispositions transitoires

Au cas où les dispositions ci-avant devaient être interprétées ou appliquées à des cas non prévus explicitement, le Collège des bourgmestre et échevin-e-s serait seul compétent pour trancher en la matière.

Article 12 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès sa publication.

Reglement betreffende de toekenning van een kinderopvangpremie aan eenoudergezinnen - Verlenging.

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad op 1 maart 2010 het "Europese charter voor de gelijkheid van vrouwen en mannen op lokaal vlak" heeft goedgekeurd met eenparigheid van stemmen;

gelet op het Europese charter voor de gelijkheid van vrouwen en mannen op lokaal vlak waarin de ondertekenaar in artikel 16 de essentiële rol van kwaliteitsvolle, financieel haalbare systemen voor kinderopvang erkent die toegankelijk zijn voor alle ouders en andere personen die zich met kinderen bezighouden, ongeacht hun financiële toestand, met betrekking tot de bevordering van echte gelijkheid

tussen vrouwen en mannen en om een evenwicht te vinden tussen hun professionele, openbare en privélevens. De ondertekenaar erkent bovendien de bijdrage die kinderopvang levert aan het economische en sociale leven en tot het creëren van een sociale weefsel binnen de plaatselijke gemeenschap en in de gehele samenleving;

overwegende dat de ondertekenaar zich er in artikel 18 van hetzelfde artikel toe verbindt om te waken over de sociale inclusie, in het bijzonder door de gelijke toegang tot middelen te garanderen voor vrouwen, die zich veel vaker in een situatie van uitsluiting bevinden dan mannen;

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 29 juni 2020 het reglement heeft goedgekeurd dat een premie toekent aan eenoudergezinnen voor de opvang van kinderen in de vorm van een boekje met 12 cheques van elk 7 euro (elke cheque geeft recht op één uur babysitten) dat zou worden uitgedeeld voor een periode van vijf maanden tussen 15 augustus 2020 en 15 december 2020;

overwegende dat het Brussels Gewest een subsidie uitreikt om een kinderopvangpremie in het leven te roepen voor eenoudergezinnen (het bedrag van die subsidie bedraagt 9.000 euro waarmee 100 boekjes met 12 cheques kunnen worden gemaakt);

overwegende dat het Brussels Gewest een subsidie uitreikt om de kinderopvangpremie voor eenoudergezinnen te behouden (het bedrag van die subsidie bedraagt 13.606 euro waarmee 125 extra boekjes kunnen worden gemaakt);

overwegende dat eenoudergezinnen geen beroep hebben kunnen doen op een babysitter wegens de gezondheidsmaatregelen die zijn genomen in het kader van de coronacrisis en dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest daarom heeft beslist om het gebruik van de subsidies te verlengen tot 31 december 2021;

BESLIST om de verlenging van het reglement betreffende de toekenning van een kinderopvangpremie voor eenoudergezinnen in de vorm van een boekje met 12 babycheques goed te keuren totdat het aantal beschikbare chequeboekjes is uitgeput.

Wij stellen voor om het reglement te verlengen op voorwaarde dat enkele artikels worden gewijzigd:

REGLEMENT BETREFFENDE DE UITREIKING VAN EEN KINDEROPVANGPREMIE VOOR EENOUDERGEZINNEN

Artikel 1: Voorwerp van dit reglement

Voor zover er middelen beschikbaar zijn via de subsidie van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, kan het college van burgemeester en schepenen een kinderopvangpremie uitreiken aan eenoudergezinnen in de vorm van babysitcheques. Die cheques hebben tot doel om het sociale isolement te doorbreken en de toegang tot vrijetijdsactiviteiten en activiteiten voor de persoonlijke ontwikkeling van alleenstaande ouders te vergroten door middel van toegang tot kinderopvang.

Artikel 2: Aard van de financiële bijdrage en kenmerken

Voor de toepassing van onderhavig reglement wordt verstaan onder:

- Eenoudergezinnen: elk gezin dat uit slechts één ouder bestaat, ongeacht het geslacht van de betrokken ouder of het aantal kinderen in het gezin.
- Alleenstaande ouder: Ouder die het hoederecht heeft over zijn kind(eren).

- Cheques: een boekje met 12 babysitcheques die elk een waarde van 7 euro hebben. Elke cheque is geldig voor één uur babysitten.

De cheques geven toegang tot de babysitdiensten van dienstverleners die op de lijst van Ligue des Familles staan en een opleiding hebben gekregen van die organisatie.

Artikel 3: Voorwaarden voor de toekenning van de babysitcheques

De cheques worden enkel uitgereikt aan alleenstaande ouders die in Etterbeek gedomicilieerd zijn en van wie het inkomen niet meer dan 2.200 euro netto per maand bedraagt (verhoogd met 70 euro per maand per kind ten laste of 140 euro per maand per kind met een handicap ten laste).

Artikel 4: Bewijsstukken

Alleenstaande ouders tonen aan dat zij voldoen aan de inkomensvoorwaarden uit artikel 3 door een kopie van het aanslagbiljet voor het aanslagjaar 2019 bij de aanvraag te voegen (belastingen voor het jaar 2018). Zij moeten ook een kopie van hun identiteitskaart en een attest van gezinssamenstelling bijvoegen.

Wordt als volgt gewijzigd:

Alleenstaande ouders tonen aan dat zij voldoen aan de inkomensvoorwaarden uit artikel 3 door een kopie van het aanslagbiljet voor het aanslagjaar 2020 bij de aanvraag te voegen (belastingen voor het jaar 2019). Zij moeten ook een kopie van hun identiteitskaart en een attest van gezinssamenstelling bijvoegen.

Artikel 5: Periode voor de uitreiking van de premie

De cheques worden slechts één keer uitgereikt per aanvrager tussen 15 augustus en 15 december 2020.

Wordt als volgt gewijzigd:

De cheques worden in de eerste plaats uitgereikt aan aanvragers die er nog geen hebben gekregen totdat het aantal beschikbare cheques is uitgeput.

Artikel 6: Toekenningsprocedure

Het correct ingevulde aanvraagformulier moet worden bezorgd aan de dienst Beheer van de gemeentelijke premies van Etterbeek. Bij het aanvraagformulier moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- Een kopie van de identiteitskaart van de aanvrager;
- Een kopie van het aanslagbiljet van het aanslagjaar 2019 (belastingen van het jaar 2018);
- Een attest van gezinssamenstelling (gratis uitgereikt op de dienst Bevolking van de gemeente Etterbeek waar het eenoudergezin gedomicilieerd is).

Wordt als volgt gewijzigd:

Het correct ingevulde aanvraagformulier moet worden bezorgd aan de dienst Beheer van de gemeentelijke premies van Etterbeek. Bij het aanvraagformulier moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- Een kopie van de identiteitskaart van de aanvrager;
- Een kopie van het aanslagbiljet van het aanslagjaar 2020 (belastingen van het jaar 2019);
- Een attest van gezinssamenstelling (gratis uitgereikt op de dienst Bevolking van de gemeente Etterbeek waar het eenoudergezin gedomicilieerd is).

Artikel 7: Gegevensbescherming

Om de identiteit van de aanvrager te kunnen controleren, wordt aan de aanvrager gevraagd om een kopie van zijn identiteitskaart bij te voegen om zijn gegevens te kunnen raadplegen. Die kopie wordt niet bewaard na de controle. Om de vertrouwelijkheid van zijn persoonsgegevens te versterken, voert de aanvrager de volgende acties uit op de kopie van zijn identiteitskaart:

- Niet-relevante gegevens die zichtbaar zijn op de kopie van de identiteitskaart doorhalen.
- Een streep trekken over de kopie van de kaart.
- Op de doorstreepte kopie de bestemming en het toegestane gebruik van de gegevens vermelden.

De gegevens uit het formulier worden enkel verzameld om de aanvraag van de premie te verwerken en de premie uit te betalen. De gegevens worden niet doorgegeven aan derden. De aanvrager kan op elk moment vragen om zijn gegevens te raadplegen. Met vragen over het gebruik van persoonsgegevens kunt u zich richten tot de gegevensbeschermingsambtenaar van het gemeentebestuur via e-mail naar dpo@etterbeek.be of per brief naar het gemeentebestuur (ter attentie van de DPO).

Artikel 9: Verdeling van de cheques

De cheques worden verdeeld na volledig onderzoek van het premieaanvraagdossier.

De premieaanvragen worden chronologisch verwerkt volgens datum waarop de aanvraag werd ingediend totdat de beschikbare kredieten zijn uitgeput.

In dat geval verbindt de gemeente zich ertoe om de bevolking hierover op de meest geschikte manier te informeren.

Artikel 11: Overgangsregeling

Ingeval de voorgaande bepalingen geïnterpreteerd of toegepast moeten worden in gevallen die niet uitdrukkelijk voorzien zijn, is enkel het college van burgemeester en schepenen bevoegd om hierover een beslissing te nemen.

Artikel 12: Inwerkingtreding

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf zijn publicatie.

BESLIST om de verlenging van het reglement betreffende de toekenning van een kinderopvangpremie voor eenoudergezinnen in de vorm van een boekje met 12 babycheques goed te keuren totdat het aantal beschikbare chequeboekjes is uitgeput.

Finances - Financiën

25 **Intervention de la Région de Bruxelles-Capitale dans les charges 2021 des missions d'intérêt communal des hôpitaux publics bruxellois (Complémentaire)**

Le conseil communal,

Attendu que par décision du 29 avril 2021 le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de verser à la commune d'Etterbeek une subvention spéciale afin de remplir une mission d'intérêt communal des hôpitaux publics bruxellois;

Attendu qu'un montant de € 755.000,00 a été attribué à notre commune par le même arrêté;

Attendu que conformément à l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, cette intervention est soumise à l'approbation du Conseil communal suivant la convention en annexe;

Attendu que les montants doivent être inscrits à notre budget avant le 31 décembre 2021 pour permettre l'engagement et le versement de ces montants à l'Hôpital Iris-Sud et que cette décision vaut modification budgétaire;

DECIDE

Article 1 :

d'approuver la convention du 29 avril 2021 avec le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale telle qu'annexée au dossier.

Article 2 :

les montants seront imputés comme suit :

au service ordinaire :

- recettes ordinaires de transfert – article 872/465-48: « Autres contributions spécifiques de l'autorité supérieure » : € 755.000,00
- dépenses ordinaires de transfert – article 872/435-01 : « Contributions dans les charges spécifiques de fonctionnement des autres pouvoirs publics » : € 755.000,00.

Tussenkost van Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de lasten over 2021 van de missies van gemeentelijk belang van de brusselse openbare ziekenhuizen (Aanvullend)

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van 29 april 2021 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest houdende toekenning van een bijzondere subsidie aan de Gemeente Etterbeek ter vervulling van een opdracht van gemeentelijk belang van de Brusselse openbare ziekenhuizen;

overwegende dat in hetzelfde besluit een bedrag van € 755.000,00 werd toegekend aan onze gemeente;

overwegende dat overeenkomstig de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, deze tussenkost het onderwerp moet uitmaken van een goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad;

Overwegende dat de bedragen voor 31 december 2021 in onze begroting moeten worden ingeschreven om de aanrekening en de storting van deze bedragen aan het Ziekenhuis Iris-zuid mogelijk te maken en dat deze beslissing als begrotingswijziging telt;

BESLIST

Artikel 1:

de tekst van de overeenkomst van 29 april 2021 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest goed te keuren zoals bij deze beslissing gevoegd.

Artikel 2:

de bedragen worden als volgt ingeschreven:

op de gewone dienst:

- gewone ontvangsten Overdrachten – artikel 872/465-48 “Andere specifieke subsidies van de hogere overheden”: € 755.000,00

- gewone uitgaven Overdrachten – artikel 872/435-01 “Bijdrage in de werkingskosten gedragen door andere overheidsinstellingen”: € 755.000,00.

2 annexes / 2 bijlagen

00206BF43303210520094857.pdf, 00206BF43303210520094906.pdf

Cultes et Laïcité - Erediensten en Laïciteit

26 Eglise saint Henri - Compte 2019

Le Conseil Communal,

Attendu que l’administration communale de Woluwé St Lambert nous a transmis le compte 2019 de l’Eglise St.Henri dont la circonscription territoriale s’étend partiellement sur le territoire de notre commune ;

Vu l’ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les Fabriques d’Eglise ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l’article 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Attendu qu’il est par ailleurs impossible de vérifier l’intervention communale de façon précise vu la non-communication des comptes des A.O.P., gestionnaires de la paroisse ;

Vu l’ordonnance régionale du 18/07/2002 portant sur diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le compte pour l’exercice 2019 de la Fabrique d’Eglise Saint-Henri qui est soumis à l’avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s’étend sur le territoire des communes de Woluwe Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre et Etterbeek ;

Considérant que le résultat du compte 2019 doit se baser sur l’ensemble des moyens financiers de l’année, à savoir un montant en boni de 1.321.154,19 € ;

Considérant que ce montant concerne les avances pour la restauration globale de l’Eglise Saint-Henri perçue par la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les modifications suivantes proposées par l’administration communale de Woluwe Saint-Lambert ;
Considérant qu’il y a dès lors lieu de remplacer le montant inscrit en R.19 : 0,00 € (Boni du compte de l’exercice précédent) par le montant corrigé de 2.179.108,01 € ;

Considérant qu’il y a dès lors lieu de remplacer le montant inscrit en R.25 : 195.202,59 € (Subside

extraordinaire de la commune) par le montant corrigé de 188.428,26 € ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de remplacer le montant inscrit en R.28B : 2.255.664,14 € (Solde subside extraordinaire dans les limites du compte) par le montant de 0,00 € ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de remplacer le montant inscrit en D.44 : 0,00 € (Intérêts des capitaux dus) par le montant corrigé de 62,61 € ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de remplacer le montant inscrit en D.46 : 123,28 € (Frais de correspondance, ports de lettres) par le montant de 0,00 € ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de remplacer le montant inscrit en D.49 : 1.413.227,87 € (Fonds de réserve) par le montant de 1.321.154,19 € ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de remplacer le montant inscrit en D.51 : 83.270,07 € (Déficit du compte de l'exercice précédent) par le montant de 0,00 € ;

Considérant que le compte 2019 modifié se clôture en équilibre ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins de Woluwe Saint Lambert du 08/10/2020 ;

RECETTES

Ordinaires 5.884,77 €

Extraordinaires 2.375.473,89 €

TOTAL 2.381.358,66 €

DEPENSES

Relative au Culte 12.787,34 €

Ordinaires 1.335.651,70 €

Extraordinaires 1.032.919,62 €

TOTAL 2.381.358,66 €

SOIT EN EQUILIBRE 0,00 €

DECIDE d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité supérieure du compte 2019 de la fabrique d'Eglise Saint-Henri qui est clôturé, comme suit, en équilibre après l'inscription de 1.321.154,19 € à la rubrique D.49.

Sint Hendrikskerk - Rekening 2019

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het Gemeentebestuur van St Lambrechts-Woluwe ons de rekening over 2019 van de St-Hendrikskerk, waarvan de gebiedsomschrijving gedeeltelijk op het grondgebied van onze gemeente ligt, heeft toegestuurd ;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken ;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten ;

Overwegende dat het bovendien onmogelijk is om de bijdrage van de gemeente nauwkeurig te controleren gezien de niet-vermelding van de rekeningen van de A.O.P. , beheerders van de parochie ;

Gelet op artikel 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2019 van de Sint-Hendrikerkerkfabriek die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgesteld ;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeente, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe en Etterbeek ;

Overwegend dat het resultaat van de rekening 2019 gebaseerd moet zijn op alle financiële middelen van het jaar, namelijk een bonusbedrag van € 1.321.154,19;

Overwegend dat dit bedrag voorschotten betreft voor de algehele restauratie van de Sint-Henrikerk ontvangen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de volgende wijzigingen voorgesteld door het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe;

Gezien het feit dat het daarom gepast is om het bedrag ingevoerd in R.19: € 0,00 (Bonus van de rekening van het voorgaande jaar) te vervangen door het gecorrigeerde bedrag van € 2.179.108,01;

Overwegend dat het daarom gepast is om het bedrag opgenomen in R.25: € 195.202,59 (buitengewone subsidie van de gemeente) te vervangen door het gecorrigeerde bedrag van € 188.428,26;

Overwegend dat het daarom gepast is om het bedrag opgenomen in R.28B: € 2.255.664,14 (buitengewoon subsidie-saldo binnen de grenzen van de rekening) te vervangen door een bedrag van € 0,00;

Overwegend dat het daarom passend is om het in D.44 opgenomen bedrag: € 0,00 (rente op verschuldigd kapitaal) te vervangen door het gecorrigeerde bedrag van € 62,61;

Overwegend dat het daarom passend is om het in D.46 opgegeven bedrag: € 123,28 (correspondentiekosten, briefpost) te vervangen door een bedrag van € 0,00;

Overwegende dat het daarom passend is om het in D.49 opgenomen bedrag: € 1.413.227,87 (Reservefonds) te vervangen door een bedrag van € 1.321.154,19;

Overwegende dat het daarom passend is om het in D.51 opgenomen bedrag: € 83.270,07 (tekort op de

rekening van het voorgaande jaar) te vervangen door een bedrag van € 0,00;

Overwegende dat de gewijzigd rekening 2019 in evenwicht voorgesteld wordt ;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen van Sint-Lambrechts-Woluwe van 08/10/2020;
ONTVANGSTEN

Gewone	5.884,77 €
Buitengewone	2.375.473,89 €
TOTAL	2.381.358,66 €

UITGAVEN

Betreffende de erendienst	12.787,34 €
Gewone	1.335.651,70 €
Buitengewone	1.032.919,62 €
TOTAL	2.381.358,66 €

HETZIJ IN EVENWICHT **0,00 €**

BESLIST een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring door de hogere overheid van de rekening 2019 van de Sint-Hendrikerk-fabriek die als volgt wordt afgesloten, in evenwicht na de boeking van € 1.321.154,19 onder de rubriek D.49 ;

1 annexe / 1 bijlage
00206BF43303210329142430.pdf

27 **Eglise Saint-Antoine de Padoua - Compte 2020**

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil de fabrique de l'Eglise St-Antoine de Padoue arrêtant son compte pour l'exercice 2020.

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Attendu qu'il est par ailleurs impossible de vérifier l'intervention communale de façon précise vu la non-communication des comptes des A.O.P. , gestionnaires de la paroisse ;

Vu l'article 255, 9° de la loi communale :

Attendu que ce document se présente comme suit ;

RECETTES

ordinaires	€ 91.861,81
Extraordinaires	€ 47.601,87
Total	€ 139.463,68

DEPENSES

relatives au culte	€ 25.657,75
ordinaires	€64.463,28
extraordinaires	€ 18.253,05
Total	€ 108.374,08

SOIT AVEC UN BONI DE : € 31.089,60

DECIDE d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2020 de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue, compte tenu qu'il se clôture en boni sans intervention de la commune.

Sint Antonius van Paduakerk - Rekening 2020

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Raad van de kerkfabriek van de kerk van St Antonius van Padua houdende vaststelling van zijn rekening over 2020:

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensden:

Overwegende dat het bovendien onmogelijk is om de bijdrage van de gemeente nauwkeurig te controleren gezien de niet-vermelding van de rekeningen van de A.O.P., beheerders van de parochie ;

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet:

Overwegende dat deze rekening de volgende inhoud heeft;

ONTVANGSTEN

Gewone	€ 91.861,81
Buitengewone	€ 47.601,87
Totaal	€ 139.463,68

UITGAVEN

betreffende de eredienst	€ 25.657,75
Gewone	€ 64.463,28
Buitengewone	€ 18.253,05
Totaal	€ 108.374,08

HETZIJ MET EEN BONI VAN € 31.089,60

BESLIST een ongunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van de rekeningen over 2020 van de Kerk Sint Antonius van Padua aangezien dit zich afsluit met een boni zonder tussenkomst van de gemeente.

2 annexes / 2 bijlagen

00206BF43303210505082447.pdf, 00206BF43303210512104540.pdf

28 **Eglise Notre Dame du Sacré coeur - Compte 2020**

Le Conseil Communal,

Vu le compte 2020 arrêté par le Conseil de fabrique de l'Eglise N.D. du Sacré-Cœur ;

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu qu'il est par ailleurs impossible de vérifier l'intervention communale de façon précise vu la non-communication des comptes des A.O.P. , gestionnaires de la paroisse ;

Vu l'article 255, 9° de la loi communale

Attendu que ce document se présente comme suit :

RECETTES

ordinaires	€ 20.809,89
extraordinaires	€ 32.960,16
Total	€ 53.770,05

DEPENSES

relatives au culte	€ 7.767,80
ordinaires	€ 13.549,85
	€51.178,16
extraordinaires	
Total	€ 72.495,81

SOIT AVEC UN MALI DE

€ – 18.725,76

DECIDE d'émettre un avis défavorable à l'approbation du compte 2020 de l'Eglise N.D. du Sacré-Cœur, compte tenu qu'il se clôture en négatif.

Kerk van O.L.V. van het Heilig Hart - Rekening 2020

De Gemeenteraad,

Gelet de rekening 2020 van de kerkfabriek van de kerk O.L.V. van het Heilig Hart ;

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten:

Overwegende dat het bovendien onmogelijk is om de bijdrage van de gemeente nauwkeurig te controleren gezien de niet-vermelding van de rekeningen van de O.A.P. , beheerders van de parochie ;

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet:

Overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft:

ONTVANGSTEN

Gewone	€ 20.809,89
Buitengewone	€ 32.960,16
Totaal	€ 53.770,05

UITGAVEN

betreffende de eredienst	7.767,80
gewone	€ 13.549,85
Buitengewone	€ 51.178,16
Totaal	€ 72.495,81

HETZIJ MET EEN MALI VAN

€ – 18.725,76

BESLIST een ongunstig advies uit te brengen met betrekking tot de goedkeuring van de rekening 2020 van de Onze Lieve Vrouw van het Heilig Hartkerk, ondanks het feit dat deze in mali.

2 annexes / 2 bijlagen

00206BF43303210512092523.pdf, 00206BF43303210505082515.pdf

29 Création d'un nouveau subsidie « Automne des Solidarités »- Règlement

Le Conseil communal,

Considérant le souhait de la Commune de continuer à organiser annuellement l'Automne des Solidarités ;

Considérant la collaboration positive et constructive entre les services de Solidarité internationale et de Cohésion sociale dans l'organisation de l'Automne des Solidarités depuis plusieurs années;

Considérant le nombre important de lignes thématiques communes identifiées pour renforcer la collaboration entre les deux services ;

Considérant que dans le cadre de l'organisation de l'Automne des Solidarités, les associations et les collectifs citoyens peuvent demander une aide organisationnelle ou financière au service de Solidarité Internationale ou au service de Cohésion Sociale pour organiser des activités dans ce cadre;

Considérant que la création d'un subsidie « Automne des Solidarités » permettrait de soutenir les activités organisées dans le cadre de l'Automne des Solidarités par les associations et les collectifs citoyens, et d'assurer le suivi de ces activités et l'évaluation conformément au règlement subsidie qui sera adopté;

Considérant que l'enveloppe totale allouée au subsidie « Automne des Solidarités » s'élève à 5000€ qui proviennent d'un transfert depuis l'article Fournitures techniques du service de Solidarité internationale 150-124-02-02 ;

Considérant que les activités seront organisées en concertation avec les services compétents en fonction de leurs spécificités et du public visé;

Nous proposons le règlement suivant :

Article 1 - Le projet

La commune d'Etterbeek se dote d'un subsidie visant à soutenir les asbl et les associations de fait (collectifs citoyens) dans l'organisation d'une activité sur le territoire de la commune d'Etterbeek durant l'Automne des Solidarités.

Article 2 - Définitions

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° Automne des Solidarités : événement annuel organisé par la Commune d'Etterbeek autour d'une thématique définie et lors duquel les ASBL et les associations de fait (collectifs citoyens) sont invité-e-s à organiser, sur le territoire d'Etterbeek, des activités en lien avec cette thématique.

2° Activité : une activité solidaire, sociale, éducative, culturelle ou ludique en lien avec la thématique de l'Automne des Solidarités et respectant les critères de sélection définis à l'article 4 du règlement.

3° Association sans but lucratif (ASBL) : un groupement de personnes physiques ou morales, qui a une personnalité juridique propre, indépendante de celle de ses membres, qui poursuit un but désintéressé sur le territoire de la commune d'Etterbeek.

4° Association de fait : un groupement, une association temporaire et spontanée d'individus, qui ne dispose pas d'une personnalité juridique et qui n'est pas soumise à une réglementation légale spécifique.

Article 3 - Dispositions administratives

La demande ne pourra se faire qu'avec le formulaire officiel. Celui-ci sera disponible sur le site internet de la commune d'Etterbeek ou sur simple demande au service Solidarité internationale, Avenue des Casernes, 31/1 - 1040 Etterbeek, 02/627.27.73 ou via solidariteinternationale@etterbeek.brussels.

Article 4 - Conditions de recevabilité

- Le formulaire de candidature doit être entièrement complété et rendu au service Solidarité Internationale dans le délai prévu dans l'appel à projets ;
- Le financement du projet doit être détaillé ;
- L'activité doit avoir lieu sur le territoire de la commune d'Etterbeek ;
- Le projet se déroule dans le cadre de l'Automne des Solidarités et a un lien avec la thématique de celui-ci ;
- Les activités proposées ne peuvent en aucun cas être de nature uniquement caritative ;
- Des cofinancements, y compris d'un autre service communal, sont acceptés à condition qu'il n'y ait pas de double financement des mêmes dépenses, et que ces cofinancements soient clairement mentionnés sur le formulaire de candidature ;
- Les informations, documents et factures fournis sont authentiques ;

Article 5 - Procédure d'octroi du subside

§1er Les dossiers sont examinés par un comité de sélection composé d'un-e membre du Service de Solidarité internationale et d'un-e membre du Service de Cohésion Sociale;

§2 Le comité de sélection soumet des propositions d'attribution de subside motivées au Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s.

§3 Le Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s se positionne sur l'attribution des subsides, qu'il valide ou amende au besoin, sur base de l'avis transmis par le comité de sélection visé au §1 du présent article.

§4 La décision du Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s de l'approbation ou du refus du subside est notifiée par le service de Solidarité internationale aux demandeur-euse-s, dans les 30 jours ouvrables qui suivent la date de clôture des dépôts de dossier mentionnée sur le formulaire de demande de subside.

Article 6 - Critères de sélection

Le comité de sélection se base sur les critères suivants pour proposer ou non l'octroi du subside :

- Le lien avec la thématique de l'Automne des Solidarités ;
- Le caractère informatif, éducatif ou de sensibilisation de l'activité ;
- Le public visé, si possible large et diversifié ;
- La collaboration avec d'autres acteur-ric-e-s de l'Automne des Solidarités ;
- La dimension interculturelle/intergénérationnelle/participative du projet ;
- Le montant de l'enveloppe budgétaire annuelle de la subvention.

Article 7- Clause de non-discrimination

§ 1er Les porteur-euse-s de projet s'engagent à ne tolérer, lors de leurs activités, aucune forme de discrimination fondée sur le sexe, la nationalité, la race, la couleur, l'ascendance, les origines nationales ou

ethniques, l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la religion ou les convictions, les opinions politiques, la langue, l'état de santé actuel ou futur, le handicap, les caractéristiques physiques ou génétiques ou les origines sociales.

Article 8 - Montants

Dans les limites des crédits budgétaires communaux disponibles pour l'exercice en cours, le montant du subside est fixé à un maximum de 1.000 euro par association, le montant total octroyé à une ASBL ou un association de fait dépendra du contenu de la demande et du nombre de demandes de subside.

Le Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s se réserve le droit d'octroyer un subside moins important que celui demandé par le demandeur/la demandeuse si le budget demandé semble surestimé, ou si la totalité des demandes de subsides excède l'enveloppe attribuée pour l'appel à projets.

Article 9 - Procédure

§1 Une première tranche de 80% du subside est versée après approbation de la demande de subside par le Comité de sélection et le Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s, et le solde sera payé après réception des pièces justificatives.

§2 Les pièces justificatives sont envoyées au plus tard à la date mentionnée sur l'appel à projets.

§3 La-le bénéficiaire du subside s'engage à rembourser partiellement ou totalement (selon la demande du Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s) la somme perçue en cas de non-exécution totale ou partielle du projet ou de l'utilisation du subside d'une manière non propice à atteindre l'objectif auquel le gestionnaire du projet s'est engagé.

Article 10 : Protection des données

§ 1. Les données personnelles communiquées dans le formulaire ne seront utilisées à d'autres fins que celles de traiter les demandes introduites suite à l'appel à projets et d'accompagner les réalisations des projets.

§ 2. Aucune donnée ne sera partagée avec des tiers sans le consentement qui sera demandé le cas échéant.

§ 3. Les porteur-euse-s de projet peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification de leurs données en envoyant un mail à solidariteinternationale@etterbeek.brussels ou par courrier postal à l'administration communale à l'attention du service Solidarité Internationale.

Article 11 – Litiges

Tout conflit d'interprétation des présentes dispositions sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s.

Article 12 – Entrée en vigueur

Le présent règlement, approuvé au Conseil communal du 31/05/2021, entre en vigueur le 01/06/2021.

DECIDE d'approuver le règlement portant sur la création d'un subside « Automne des Solidarités », visant à soutenir les porteur-euse-s de projet dans l'organisation de leurs activités éducatives, culturelles, de sensibilisation ou ludiques dans le cadre de l'Automne des Solidarités.

Invoering van een nieuwe subsidie “Najaar van de Solidariteit” – Reglement

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeente het Najaar van de Solidariteit elk jaar wil blijven organiseren;

gelet op de positieve en constructieve samenwerking tussen de diensten Internationale Solidariteit en Sociale Cohesie voor de organisatie van het Najaar van de Solidariteit sinds enkele jaren;

gelet op het grote aantal gemeenschappelijke themalijnen die werden geïdentificeerd om de samenwerking tussen de twee diensten te versterken;

overwegende dat, in het kader van de organisatie van het Najaar van de Solidariteit, de verenigingen en collectieven inwoners organisatorische of financiële hulp kunnen vragen aan de dienst Internationale Solidariteit of aan de dienst Sociale Cohesie om in dat kader activiteiten te organiseren;

overwegende dat de invoering van een subsidie "Najaar van de Solidariteit" het mogelijk zou maken om activiteiten te ondersteunen die worden georganiseerd in het kader van het Najaar van de Solidariteit door verenigingen en inwonerscollectieven en om die activiteiten op te volgen en te evalueren in overeenstemming met het subsidiereglement dat zal worden goedgekeurd;

overwegende dat de activiteit worden georganiseerd in overleg met de bevoegde diensten in functie van hun kenmerken en de beoogde doelgroep;

overwegende dat het totale bedrag dat is toegewezen aan de subsidie "Najaar van de solidariteit" € 5.000 bedraagt, afkomstig van een overschrijving uit artikel 150-124-02-02 van de afdeling Technische leveringen van de afdeling Internationale solidariteit;

stellen wij het volgende reglement voor:

Artikel 1 – Het project

De gemeente Etterbeek heeft een subsidie in het leven geroepen om vzw's en feitelijke verenigingen (burgercollectieven) te steunen bij de organisatie van een activiteit tijdens het Najaar van de Solidariteit.

Artikel 2 – Definities

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

1° Najaar van de Solidariteit: evenement dat de Gemeente Etterbeek jaarlijks organiseren rond een bepaald thema en waarbij aan de vzw's en feitelijke verenigingen (collectieven van inwoners) wordt gevraagd om activiteiten te organiseren in verband met dat thema, op het grondgebied van de gemeente Etterbeek.

2° Activiteit: een solidaire, sociale, educatieve, culturele of ludieke activiteit in verband met het thema van het Najaar van de Solidariteit en in overeenstemming met de selectiecriteria uit artikel 4 van het reglement.

3° Vereniging zonder winstoogmerk (vzw): groepering van natuurlijke of rechtspersonen die een eigen rechtspersoonlijkheid heeft, onafhankelijk van die van haar leden, en die een belangeloos doel nastreeft op het grondgebied van de gemeente Etterbeek.

4° Feitelijke vereniging: dit is een groepering, een tijdelijke en spontane vereniging van personen, die geen rechtspersoonlijkheid heeft en die niet aan een specifieke wettelijke regeling is onderworpen.

Artikel 3 – Administratieve bepalingen

Er kan enkel een aanvraag worden ingediend aan de hand van het officiële formulier. Dat formulier is beschikbaar op de website van de gemeente Etterbeek of op aanvraag bij de dienst Internationale Solidariteit, Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek, 02 627 27 73 of via e-mail

Artikel 4 – Ontvankelijkheidsvoorwaarden

- Het kandidatuurformulier moet volledig ingevuld zijn en worden teruggestuurd naar de dienst Internationale Solidariteit binnen de termijn die wordt vermeld in de projectoproep.
- De financiering van het project moet gedetailleerd zijn.
- De activiteit moet plaatsvinden op het grondgebied van de gemeente Etterbeek;
- Het project vindt plaats in het kader van het Najaar van de Solidariteit en houdt verband met het thema.
- De voorgestelde activiteiten mogen in geen geval uitsluitend een liefdadig karakter hebben.
- Medefinanciering, met inbegrip van een andere gemeentedienst, wordt aanvaard op voorwaarde dat er geen dubbele financiering is van dezelfde uitgaven en dat de medefinanciering duidelijk wordt vermeld op het kandidatuurformulier.
- De informatie, documenten en facturen die worden voorgelegd zijn authentiek.

Artikel 5 – Procedure voor de toekenning van de subsidie

§1. De dossiers worden onderzocht door een selectiecomité dat bestaat uit een lid van de dienst Internationale Solidariteit en een lid van de dienst Sociale Cohesie.

§2. Het selectiecomité legt gemotiveerde voorstellen voor de toekenning van een subsidie voor aan het college van burgemeester en schepenen.

§3. Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing over de toekenning van de subsidies die het bekrachtigt of zo nodig wijzigt, op basis van het advies van het in §1 van dit artikel bedoelde selectiecomité.

§4. De beslissing van het college van burgemeester en schepenen om de subsidie goed te keuren of te weigeren wordt door de dienst Internationale Solidariteit bekendgemaakt binnen 30 werkdagen na de uiterste datum voor het indienen van de kandidaturen die op het kandidatuurformulier wordt vermeld.

Artikel 6 – Selectiecriteria

Het selectiecomité baseert zich op de volgende criteria om een voorstel te doen over het al dan niet toekennen van de subsidie:

- Het verband met het thema van het Najaar van de Solidariteit;
- Het informatieve, educatieve of bewustmakingskarakter van de activiteit;
- Een zo breed en divers mogelijke doelgroep;
- De samenwerking met andere partners van het Najaar van de Solidariteit;
- De interculturele/intergenerationele/participatieve dimensie van het project;
- De jaarlijkse begrotingsenveloppe van de subsidie.

Artikel 7 – Non-discriminatieclausule

§1. De projectdragers verbinden zich ertoe geen enkele vorm van discriminatie te tolereren op grond van geslacht, nationaliteit, ras, huidskleur, afstamming, nationale of etnische afkomst, leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, godsdienst of levensovertuiging, politieke overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, handicap, fysieke of genetische kenmerken of sociale afkomst tijdens hun activiteiten.

Artikel 8 – Bedrag

Binnen de grenzen van de beschikbare gemeentelijke begrotingskredieten voor het lopende begrotingsjaar wordt het bedrag van de subsidie vastgelegd op maximaal 1.000 euro per vereniging. Het totaalbedrag dat wordt toegekend aan een vereniging of een feitelijke verenigingen (inwonerscollectief) hangt af van de inhoud van de aanvraag en het aantal subsidieaanvragen.

Het college van burgemeester en schepenen behoudt zich het recht voor om een kleinere subsidie toe te kennen dan gevraagd door de aanvrager/aanvraagster als het gevraagde budget overschat lijkt of als het totaal van de subsidieaanvragen de enveloppe die werd voorzien voor de projectoproep overschrijdt.

Artikel 9 – Procedure

§1 Een eerste schijf van 80 procent van de subsidie wordt gestort na goedkeuring van de subsidieaanvraag door de selectiecomité en het college van burgemeester en schepenen en het resterende bedrag wordt betaald na ontvangst van de bewijsstukken.

§2 De bewijsstukken worden uiterlijk bezorgd op de datum die wordt vermeld in de projectoproep.

§3 De begunstigde van de subsidie verbindt zich ertoe het ontvangen bedrag gedeeltelijk of volledig (naargelang de vraag van het college van burgemeester en schepenen) terug te betalen als het project niet of slechts gedeeltelijk wordt uitgevoerd of als de subsidie wordt gebruikt op een manier die de doelstelling waartoe de projectbeheerder zich heeft verbonden niet ten goede komt.

Artikel 10– Gegevensbescherming

§ 1. De gegevens die op het formulier worden vermeld worden enkel gebruikt om de aanvragen te verwerken die werden ingediend naar aanleiding van de projectoproep en zullen worden gebruikt om de projecten uit te voeren.

§ 2. Er worden geen gegevens gedeeld met derden zonder toestemming, die zo nodig gevraagd zal worden.

§ 3. Projectdragers kunnen hun recht op toegang en verbetering van hun gegevens uitoefenen door een e-mail te sturen naar internationalesolidariteit@etterbeek.brussels of per brief naar het gemeentebestuur van Etterbeek ter attentie van de dienst Internationale Solidariteit.

Artikel 11 – Geschillen

Alle interpretatiegeschillen met betrekking tot deze bepalingen worden ter beslissing voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 12 – Inwerkingtreding

Dit reglement, dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 31/05/2021, treedt in werking op 01/06/2021.

BESLIST om het reglement betreffende de invoering van een subsidie “Najaar van de Solidariteit” met als doel om projectdragers te steunen bij de organisatie van hun educatieve, culturele, ludieke of bewustmakingsactiviteiten in het kader van het Najaar van de Solidariteit goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

Formulaire SUBSIDE_ads_fr.pdf, Formulaire SUBSIDE_ads_fl.pdf

Participation - Participatie

30 Conseil de Quartier Jourdan Saint-Pierre : Désignation des membres

Le Conseil Communal,

Considérant la Note d'orientation politique 2019-2021 prévoyant l'instauration de Conseils de Quartier et de Budgets participatifs et précisant qu'une attention toute particulière sera accordée à veiller à une représentativité la plus large possible des personnes composant les Conseils de quartier ;

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de Quartiers ;

Considérant l'article 5 de ce règlement, précisant que les membres du Conseil de Quartier sont désignés par le Conseil Communal ;

Considérant que le service Participation, pour la catégorie de membres volontaires, a reçu 47 candidatures suite à l'appel à candidature, et que, conformément au règlement susmentionné, 7 personnes ont été tirées au sort parmi celles-ci ;

Considérant que, pour la catégorie de membres citoyen-ne-s tiré-e-s au sort parmi les habitant-e-s du périmètre Jourdan Saint-Pierre, 74 personnes ont répondu positivement à l'invitation pour candidater en tant que conseiller-ère-s du quartier suite au tirage au sort réalisé par le service Participation ;

Considérant que parmi ces 74 candidatures, 16 ont été tirées au sort en respectant les classes de genre et d'âge approuvées par le Collège dans sa séance du 7 juillet 2020 ;

	Femme	Homme
16-35 ans	3	3
36-55 ans	3	3
56 -+	2	2

Considérant que, pour la catégorie de membres représentant le secteur associatif, le service Participation a reçu 5 candidatures d'associations suite à l'appel à candidature ;

Considérant que 4 associations ont été tirées au sort et que la dernière a accepté d'être suppléante ;

Considérant, que pour la catégorie de membre représentant les commerçant-e-s, le service Participation a reçu 4 candidatures de commerçant-e-s ou de représentant-e-s d'association de commerçant-e-s ;

Considérant que 3 commerçant-e-s ou représentant-e-s d'association de commerçant-e-s ont été tirées au sort et que le-a dernier-ère a accepté d'être suppléant-e ;

Considérant que les suppléant.e.s de chaque catégorie ont également été tirés au sort pour remplacer utilement les membres effectifs qui démissionneraient par la suite ;

Considérant que les suppléant-e-s qui n'ont pas manifesté l'intention de se retirer de la liste de réserve ainsi constituée seront contactés dans l'ordre du tirage au sort ;

Considérant que les prochaines candidatures pour ce Conseil de Quartier seront automatiquement ajoutées au bas de la liste des suppléant-e-s ;

DECIDE

- I. De désigner les membres suivants en tant que conseiller·ère·s du quartier Jourdan Saint-Pierre :
 - a. Membres volontaires :
 1. Walsh Krista
 2. Vaini Nicole
 3. Vartoumian Eleonora
 4. de Hemptinne Laetitia
 5. Elkrirh Abdelhay
 6. Colombani Antoine
 7. Goodall Giles
 - b. Membres tiré·e·s au sort :
 1. Fischer Laure
 2. Mikhailova Maria
 3. Delhaye Camille
 4. de Meester de Betzenbroeck Claire
 5. Diallo Aissatou
 6. Ambali Achaiso
 7. Lantinga Antje
 8. Chimsunchart Chucheeep
 9. Hoornaert Arnaud
 10. Goossens Julien J.A.
 11. Montero Redondo Jérôme
 12. Aziz Haider Syed
 13. Barga Pais Francisco
 14. Maly Tamer
 15. Janin Olivier
 16. Menu Willy
 - c. Membres du secteur associatif :
 1. MJ La Clef
 2. Riverains Jourdan
 3. Gemeenschapscentrum De Maalbeek
 4. Habitat & Rénovation
 - d. Membres commerçant·e·s :
 1. Brussels Europe Jourdan
 2. Gâteau
 3. Quest for seedlings
- II. De désigner les membres suivants en tant que suppléant·e·s :
 - a. Membres volontaires : Stoll Nathalie, Kazimierczuk Agnieszka, Schneider Annya, Botman Lola, Reihaneh Mohammad Bagher Khan Kalhor, Pasquier Nathalie, Garbusinski Claire, Truchon Elyse, Hodoul Marianne, Maréchal Patricia, Ioana-Laura Stoicescu, Krisch Julia, Trytsman-Gray Lyn, Schattens Elisabeth, Demuelenaere Jill, De Roeck Lisa, Mercouri Virginia, Prigent Cybill, zeegers isabelle, De Mey Caroline, de selliers virginie, Vicente Cristina Mónica, Lievens Sven, Cremarenco Cosmin, Graf Andreas, Lux Philip, Van Wouwe Olivier, Deltort Flavien, Dubosc Pierre, Vranken Christophe, Godeau Arnaud, Verrechia Lionel, Oren Gai, De Langhe Bart, Carroza Kevin, Barra Matteo, Behrooz Gheitasi, Legay Baptiste, Suarez Y Rivera Antonio, Bloedt Alain.

- b. Membres tiré·e·s au sort : Ozon Pereira Cristina, Stoicescu Iona - Laura, Jansen Ingeborg, Malek Magdalena, Diyas Amal, Lehtinen Terhi, Mucchi Benedetta, Millon Coralie, Tarsitano Giulia, Domanin Federica, le Hardÿ de Beaulieu Adeline, Meiners Anke, David Stergiani, Chabot Cecile, Perez Mendez Ana, Kusá Alena, Gasengayire Yvonne, Vihko Tuuli, Harzli Chahinage, Chemaou El Fihri Zakya, Aboya Noëlle, Anca Ioana-Andreea, Nubla Durango Zoe, Moreno Cely Adriana, Mastroserio Anna Rita, Youssa Elisabeth, Péretié Claire, Bertrand Nolwenn, Pentinpuro Ulla, Kreutz Myriam, Wérisse Huberte, Baeckelandt Mireille, Marin Beltran Sebastian, Döhring Adrien, Sánchez Navarro Carlos, Vigent Benjamin, Tessian Alexandre, Matagne Sacha, Geelhand de Merxem Arnould, Reculez Arthur, Senese Julien, de la Hamayde Hervé, Di Masi Andrea, Huyghe Nathan, de Cockborne Louis, Momtaj Ali Ahmed Bshir, Pierquin Frédéric, Juliusson Lars Christian, Renard Aurélien, Martinelli Cirstian, Keutgens Jean-Sebastien, Giunta Stephan, Verhoeven Matthieu, Bruyninckx Rodolphe, Compernelle Etienne, Bradfer Philippe.
 - c. Membres du secteur associatif : Le Senghor
 - d. Membres commerçant·e·s : Sofitel Bruxelles Europe
- III. En cas de départ d'un des membres, de sélectionner prioritairement le·a premier·ère suppléant·e utile issu·e de la la liste des suppléant·e·s dans l'ordre établi par le tirage au sort ;
- IV. D'ajouter automatiquement les prochaines candidatures pour ce Conseil en bas de la liste des suppléant·e·s.

Wijkraad Jourdan Sint Pieter : Aanstelling van de leden

De gemeenteraad,

gelet op de politieke oriëntatienota 2019-2021 waarin de oprichting van wijkraden en de invoering van participatieve budgetten is opgenomen en overwegende dat daarbij wordt vermeld dat er bijzondere aandacht zal worden besteed aan een zo breed mogelijke representativiteit van de personen die deel uitmaken van de wijkraden;

overwegende dat de gemeenteraad het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd in zijn zitting van 20 januari 2020;

gelet op artikel 5 van dat reglement dat bepaalt dat de leden van de wijkraad worden aangesteld door de gemeenteraad;

overwegende dat de dienst Participatie voor de categorie van de leden-vrijwilligers 47 candidaturen heeft ontvangen naar aanleiding van de kandidatuuroproep en dat daaruit 7 personen werden geloot, in overeenstemming met het bovengenoemde reglement;

overwegende dat voor de categorie van de burgers die worden geloot uit de perimeter Jourdan/Sint-Pieter, 74 mensen positief hebben geantwoord op de uitnodiging om zich kandidaat te stellen als wijkraadslid naar aanleiding van de loting die de dienst Participatie heeft uitgevoerd;

overwegende dat uit die 74 candidaturen 16 personen werden geloot waarbij rekening werd gehouden met de criteria geslacht en leeftijd die werden goedgekeurd door het college in zijn zitting van 7 juli 2020;

	Vrouw	Man
16-35 jaar	3	3

36-55 jaar	3	3
56+	2	2

overwegende dat voor de categorie van de leden die het verenigingsleven vertegenwoordigen, de dienst Participatie 5 kandidaturen heeft ontvangen van verenigingen naar aanleiding van de kandidatuuroproep;

overwegende dat er 4 verenigingen werden geloot en dat de laatste ermee heeft ingestemd om plaatsvervanger te zijn;

overwegende dat voor de categorie van de leden die de handelaars vertegenwoordigen, de dienst Participatie 4 kandidaturen heeft ontvangen van handelaars of vertegenwoordigers van handelaarsverenigingen;

overwegende dat er 3 handelaars werden geloot en dat de laatste ermee heeft ingestemd om plaatsvervanger te zijn;

overwegende dat ook de plaatsvervangers van elke categorie werden geloot om de effectieve leden die ontslag zouden nemen te vervangen;

overwegende dat de plaatsvervangers die niet hebben aangegeven dat zij zich willen terugtrekken van de reservelijst die zo werd opgesteld zullen worden gecontacteerd in de volgorde waarin zij werden geloot;

overwegende dat de volgende kandidaturen voor deze wijkraad automatisch onder aan de lijst van plaatsvervangers zullen worden toegevoegd;

BESLIST

I. om de volgende leden aan te stellen als leden van de wijkraad Jourdan/Sint-Pieter:

a. Leden-vrijwilligers:

1. Walsh Krista
2. Vaini Nicole
3. Varntoumian Eleonora
4. de Hemptinne Laetitia
5. Elkrirh Abdelhay
6. Colombani Antoine
7. Goodall Giles

b. Leden die werden geloot:

1. Fischer Laure
2. Mikhailova Maria
3. Delhay Camille
4. de Meester de Betzenbroeck Claire
5. Diallo Aissatou
6. Ambali Achaiso
7. Lantinga Antje
8. Chimsunchart Chucheep
9. Hoornaert Arnaud
10. Goossens Julien J.A.
11. Montero Redondo Jérôme

12. Aziz Haider Syed
13. Barga Pais Francisco
14. Malty Tamer
15. Janin Olivier
16. Menu Willy

c. Leden uit de verenigingssector:

1. MJ La Clef
2. Riverains Jourdan
3. Gemeenschapscentrum De Maalbeek
4. Habitat & Rénovation

d. Leden-handelaars:

1. Brussels Europe Jourdan
2. Gâteau
3. Quest for seedlings

II. om de volgende leden aan te stellen als plaatsvervangers:

- a. Leden-vrijwilligers: Stoll Nathalie, Kazimierczuk Agnieszka, Schneider Anya, Botman Lola, Reihaneh Mohammad Bagher Khan Kalhor, Pasquier Nathalie, Garbusinski Claire, Truchon Elyse, Hodoul Marianne, Maréchal Patricia, Ioana-Laura Stoicescu, Krisch Julia, Trytsman-Gray Lyn, Schattens Elisabeth, Demuelenaere Jill, De Roeck Lisa, Mercouri Virginia, Prigent Cybill, zeezers isabelle, De Mey Caroline, de selliers virginie, Vicente Cristina Mónica, Lievens Sven, Cremarenco Cosmin, Graf Andreas, Lux Philip, Van Wouwe Olivier, Deltort Flavien, Dubosc Pierre, Vranken Christophe, Godeau Arnaud, Verrechia Lionel, Oren Gai, De Langhe Bart, Carroza Kevin, Barra Matteo, Behrooz Gheitasi, Legay Baptiste, Suarez Y Rivera Antonio, Bloedt Alain.
- b. Leden die werden geloot: Ozon Pereira Cristina, Stoicescu Iona - Laura, Jansen Ingeborg, Malek Magdalena, Diyas Amal, Lehtinen Terhi, Mucchi Benedetta, Millon Coralie, Tarsitano Giulia, Domanin Federica, le Hardy de Beaulieu Adeline, Meiners Anke, David Stergiani, Chabot Cecile, Perez Mendez Ana, Kusá Alena, Gasengayire Yvonne, Vihko Tuuli, Harzli Chahinage, Chemaou El Fihri Zakya, Aboya Noëlle, Anca Ioana-Andreea, Nubla Durango Zoe, Moreno Cely Adriana, Mastroserio Anna Rita, Youssa Elisabeth, Péretié Claire, Bertrand Nolwenn, Pentinpuro Ulla, Kreutz Myriam, Wérisse Huberte, Baeckelandt Mireille, Marin Beltran Sebastian, Döhring Adrien, Sánchez Navarro Carlos, Vigent Benjamin, Tessian Alexandre, Matagne Sacha, Geelhand de Merxem Arnould, Reculez Arthur, Senese Julien, de la Hamayde Hervé, Di Masi Andrea, Huyghe Nathan, de Cockborne Louis, Momtaj Ali Ahmed Bshir, Pierquin Frédéric, Juliusson Lars Christian, Renard Aurélien, Martinelli Cirstian, Keutgens Jean-Sebastien, Giunta Stephan, Verhoeven Matthieu, Bruyninckx Rodolphe, Compernelle Etienne, Bradfer Philippe.

c. Leden uit de verenigingssector: Le Senghor

d. Leden-handelaars: Sofitel Bruxelles Europe

III. om in geval van vertrek van een van de leden, de eerste plaatsvervanger te kiezen uit de lijst van plaatsvervangers die bij loting werd opgesteld;

IV. om de volgende kandidaturen voor deze wijkraad automatisch onder aan de lijst van plaatsvervangers toe te voegen.

**31 Question orale de Madame Ethel Savelkoul concernant la mise à disposition de salles d'étude.
(Complémentaire)**

Pour un grand nombre d'étudiants, une nouvelle session d'examens s'annonce bientôt.

Il est certain que l'année scolaire n'a pas été facile pour eux, avec des périodes d'enseignement à distance et/ou à temps partiel, ce qui a demandé beaucoup de flexibilité et de persévérance de la part des jeunes.

Notre pays étant toujours soumis à des mesures de confinement, il est difficile pour beaucoup de ces étudiants de se concentrer sur leurs études et leurs examens à la maison dans le contexte actuel. Nombreux sont ceux qui ne disposent pas d'un lieu calme pour s'isoler et étudier.

Les ministres de l'Enseignement ont demandé à plusieurs reprises que des salles soient mises à la disposition des étudiants où ceux-ci pourront se préparer (surtout lors des périodes d'examens).

Mes questions sont donc les suivantes :

- Notre commune a-t-elle déjà pris des initiatives afin de répondre aux besoins des étudiants etterbeekois lors des périodes d'examens ?
- Sinon, pourra-t-elle mettre à dispositions des étudiants certains locaux dans le respect des mesures en vigueur ? Cela pourrait se faire en collaboration avec des partenaires tels que Brik (www.brik.be), qui offre des salles d'étude lors des périodes des examens depuis des années.

Mondelinge vraag van de mevrouw Ethel Savelkoul betreffende het ter beschikking stellen van studielokalen. (Aanvullend)

Voor vele studenten breekt zeer binnenkort opnieuw de examenperiode aan.

Het staat vast dat het voor hen geen gemakkelijk schooljaar was, met een aaneenschakeling van periodes van afstands- en deeltijds onderwijs, hetgeen heel wat flexibiliteit en doorzettingsvermogen van de jongeren vergde.

Nu ons land nog gedeeltelijk in lockdown zit, is het voor een groot aantal van deze studenten niet gemakkelijk om zich in de huidige context, thuis, op hun studies en examens te concentreren. In vele gevallen beschikken zij niet over een rustige plek om zich te kunnen afzonderen en te studeren.

De Ministers van Onderwijs riepen dienvolgens al herhaaldelijk op om de nodige ruimten ter beschikking te stellen van onze schoolgaande jongeren, waar zij zich (vooral tijdens de examenperiodes) kunnen terugtrekken om zich voldoende voor te bereiden.

Mijn vragen zijn dan ook de volgende:

- Heeft onze gemeente de reeds initiatieven genomen teneinde onze Etterbeekse studenten tegemoet te komen tijdens de examenperiodes?
- Indien dit nog niet het geval was, kunnen bepaalde lokalen beschikbaar worden gesteld aan studenten, met inachtnaam van de sanitaire maatregelen zoals zij geldend zijn? Dit kan desgevallend in samenwerking met partners zoals Brik (www.brik.be), die reeds jaren studyspaces inrichten

tijdens de blokperiodes.

32 **Interpellation de Monsieur Dennis van der Knaap concernant le site de l'ancienne maison communale.**

Monsieur le bourgmestre, chers membres du collège,

Le 16 mars, les services de l'administration communale d'Etterbeek ont déménagé vers la nouvelle maison communale. La planification et l'exécution de ce projet de grande envergure ont nécessité beaucoup d'efforts. Nous pouvons être satisfaits du résultat, ce qui a été confirmé lors des « International Property Awards » à Londres.

L'une des réflexions qui devait être menée à ce sujet, comme on peut le lire également dans la note d'orientation politique pour 2019-2021, concernait l'avenir du site de l'ancienne maison communale.

Il ne faut pas oublier qu'Etterbeek est une commune urbaine et densément peuplée. Ce contexte implique des besoins importants : sur le marché immobilier régulier, mais surtout sur le marché des logements sociaux, en termes d'espaces publics verts et de mobilité, mais également en termes d'autres équipements publics tels que des locaux partagés pour les associations ou les événements, des toilettes publiques, des véloboxes et des aires de jeux.

Des besoins importants signifient également des attentes élevées, d'autant plus qu'il s'agit d'un espace public de cette taille qui se libère soudainement. À l'heure actuelle, les Etterbeekois voient un grand bâtiment vide au cœur de leur commune, qui est en également propriétaire. Il ne surprendra donc personne que notre groupe reçoive régulièrement des questions de la part des citoyens sur l'avenir du bâtiment et du site.

Lors d'une interpellation précédente, nous avons été informés que l'occupation temporaire des locaux n'est pas envisageable. Il y a donc d'autant plus de raisons de minimiser le temps entre le déménagement des services communaux et la réaffectation de cet espace public. Après tout, en tant qu'autorité publique, nous sommes censés mener une politique qui lutte contre l'inoccupation.

Chez Ecolo-Groen, nous attachons également une grande importance à la transparence et à la participation citoyenne. La note d'orientation politique prévoit différents outils qui contribuent à une démocratie participative. Nous pouvons lire que, pour les projets urbanistiques de grande envergure, un panel de citoyens peut être mis en place afin de discuter du projet et de faire des propositions qui seront prises en compte lors de l'élaboration des plans. Cela pourrait être l'opportunité par excellence pour impliquer les citoyens dans la prise de décisions, car ce sont eux qui connaissent le mieux leurs propres besoins.

Nous attendons également que la problématique du réchauffement climatique soit prise en compte lors de l'élaboration des plans. Nous pensons à préserver et même étendre l'espace vert actuel (appelé « parc Keith Haring »), mais également au fait qu'un éventuel bâtiment doit être aussi neutre que possible pour le climat. Il avait été annoncé précédemment que la conservation de l'ancien bâtiment n'était pas envisageable et qu'il devrait être entièrement démoli, mais le fait de conserver des parties de l'ancienne structure ou de réutiliser des matériaux de construction aurait un impact positif. Je parle ici bien évidemment de l'économie circulaire.

Pour ces raisons, je voudrais vous demander quelques clarifications :

1. Pourriez-vous nous informer sur la réflexion qui a déjà été menée sur l'avenir du site de l'ancienne maison communale ?
2. Les citoyens sont-ils (seront-ils) impliqués dans l'élaboration des plans ? Si oui, de quelle manière et quand ?
3. Le maître-architecte bruxellois sera-t-il impliqué dans le projet ?
4. Dans quelle mesure la problématique du réchauffement climatique sera-t-elle prise en compte lors de l'élaboration des plans ?
5. Le projet tiendra-t-il compte de la pénurie de logements sociaux dans notre commune ?
6. Le site aura-t-il toujours une fonction publique ? Je fais ici référence aux équipements mentionnés ci-dessus : véloboxes, fontaines à eau, locaux partagés, toilettes, espaces verts, aires de jeux, etc.
7. Si une ou plusieurs questions ne trouvent pas de réponse à ce stade, quand pensez-vous pouvoir les répondre ? Y a-t-il un timing détaillé pour ce projet (par exemple une date cible pour le permis de lotir, la demande du permis d'urbanisme, le cahier des charges, etc.) ?

Interpellatie van Mijnheer Dennis van der Knaap met betrekking tot de site van het voormalig gemeentehuis.

Mijnheer de burgemeester, Beste leden van het college,

16 maart zijn de diensten van de Gemeente Etterbeek verhuisd naar een nieuw gemeentehuis. Er kwam veel kijken bij de planning en uitvoering van dit grootschalig project. We mogen tevreden zijn met het resultaat, dat werd nog eens bevestigd op de "International Property Awards" in Londen.

Een van de denkoefeningen die hierbij gemaakt diende te worden, zo leest ook de politieke oriëntatienota voor 2019-2021, betref de toekomst voor de site van het voormalig gemeentehuis.

We moeten niet vergeten dat Etterbeek een stedelijke en dichtbevolkte gemeente is. Deze context brengt hoge noden met zich mee: op de reguliere, maar vooral ook de sociale woningmarkt, op gebied van groene publieke ruimte, mobiliteit maar ook wat betreft andere publieke faciliteiten zoals gedeelde lokalen voor verenigingen of evenementen, openbare toiletten, veloboxen en speelplaatsen.

Hoge noden betekenen ook hoge verwachtingen, zeker als het gaat om een publiek terrein van een dergelijke oppervlakte dat plots beschikbaar komt. De etterbekenaren zien op dit moment een groot leegstand gebouw in het midden van hun gemeente, die hier zelf ook nog eens eigenaar van is. Het zal dan ook niemand verrassen dat we met onze fractie regelmatig en op verschillende manieren vragen van burgers ontvangen over de toekomst van het gebouw en de site.

Bij een eerdere interpellatie werd ons meegedeeld dat een tijdelijke bezetting van de lokalen geen optie is. Dit betekent dat er des te meer baat bij is om de tijd tussen de verhuizing van de gemeentelijke diensten en de herbestemming van deze publieke ruimte zo veel mogelijk te minimaliseren. Als publieke autoriteit worden we immers geacht een beleid te voeren dat leegstand zo veel mogelijk tegengaat.

Bij Ecolo-Groen hechten wij ook grote waarde aan transparantie en burgerparticipatie. De politieke oriëntatienota voorziet verschillende tools die bijdragen aan een participatieve democratie. Zo kunnen we lezen dat er bij grootschalige stedenbouwkundige projecten beroep kan worden gedaan op een burgerpanel om dit project te bespreken en voorstellen te doen waarmee rekening gehouden wordt bij het uitwerken van de plannen. Dit kan de ultieme kans zijn om de burger mee te laten meebeslissen, zij weten immers het best wat hun eigen behoeften zijn.

We verwachten dat er bij het uitwerken van de plannen ook rekening wordt gehouden met de

klimaatproblematiek. Hierbij denken we aan het behouden en zelfs uitbreiden van het huidige groen (het zogeheten Keith Haringpark), maar ook aan het feit dat eventuele bebouwing zo veel mogelijk klimaatneutraal dient te zijn. Eerder werd bekend dat het behouden van het oude gebouw geen optie is en dat het volledig gesloopt dient te worden, maar zelfs het behouden van delen van de oude constructie of het hergebruiken van bouwmaterialen zou een positieve impact hebben. Ik heb het hier natuurlijk over de circulaire economie.

Om deze redenen zou ik graag om enkele verduidelijkingen zouden willen vragen:

1. Kunt u uitweiden over de reflectie die reeds gemaakt is over de toekomst van de site van het voormalig gemeentehuis?
2. Zijn (of worden) de burgers betrokken bij het uitwerken van de plannen? Zo ja, op welke manier en wanneer?
3. Wordt de Brusselse bouwmeester bij het project betrokken?
4. In welke zin wordt er bij het uitwerken van de plannen rekening gehouden met de klimaatproblematiek?
5. Zal er bij dit project rekening worden gehouden met het tekort aan sociale woningen in onze gemeente?
6. Zal er een publieke functie voor de site worden behouden? Hierbij verwijs ik o.a. naar de eerder vernoemde faciliteiten: veloboxen, drinkfontein, gedeelde lokalen, toiletten, openbaar groen, en speelplaatsen.
7. Als er in dit stadium nog geen antwoord gegeven kan worden op een of meerdere vragen, wanneer denkt u dat dit wel het geval is? Is er een gedetailleerde tijdslijn voor het project vastgelegd (bijv. een richtdatum voor verkavelingsvergunning, bouwaanvraag, lastenboek enz.)?

33 **Interpellation de Monsieur du Bus relative à l'avenir du parc Keith Haring dans le cadre de la réaffectation du site de l'ancienne maison communale. (Complémentaire)**

La Note d'Orientation Politique prévoit d'affecter principalement du logement sur le site de l'ancienne maison communale. Puisqu'il s'agit de répondre à une demande de logement financièrement accessible, nous ne pouvons que nous réjouir d'une telle intention.

Se pose cependant la question de l'affectation du petit parc jouxtant l'ancien bureau de police. Un espace vert particulièrement fleuri et fort apprécié par de nombreux habitants du quartier. Ceci étant, comme ce terrain bénéficie de la qualification de zone à bâtir, rien n'empêche le Collège d'utiliser cet espace pour y construire du logement.

Mais, tenant compte du caractère particulièrement dense du bâti Etterbeekois, du peu d'espaces verts répartis sur la commune, de l'importance de ces espaces verts pour la préservation de la biodiversité, du besoin actuel d'espaces aérées pour se rencontrer à l'extérieur dans des conditions sanitaires optimales, tout comme de l'utilisation intense de cet espace vert par les habitants du quartier, nous posons la question de l'avenir de cet espace vert, en optant, de notre côté, pour son maintien.

Interpellatie van Mijnheer du Bus betreffende de toekomst van het Keith Haringpark in het kader van de herbestemming van de site van het voormalige gemeentehuis. (Aanvullend)

In de politieke oriëntatienota staat dat er op de site van het voormalige gemeentehuis hoofdzakelijk woningen zullen worden gebouwd. Aangezien men daarmee tegemoetkomt aan de vraag naar betaalbare woningen, kunnen wij alleen maar blij zijn met die plannen.

Rijst echter de vraag welke bestemming het kleine park naast het oude politiekantoor zal krijgen. Een groene ruimte met veel bloemen die erg wordt gewaardeerd door heel wat buurtbewoners. Dat gezegd zijnde, is dat terrein een bouwgrond en er is dus niets dat het college ervan weerhoudt om ook op dat terrein woningen te bouwen.

Rekening houdend met het dichtbebouwde karakter van Etterbeek, de weinige groene ruimten in de gemeente, het belang van die groene ruimten voor het behoud van de biodiversiteit, de huidige nood aan vrije ruimten om elkaar buiten te kunnen ontmoeten in optimale gezondheidsomstandigheden en het intensieve gebruik van deze groene ruimte door de bewoners van de wijk, stellen wij ons echter de vraag wat er in de toekomst met deze groene ruimte zal gebeuren en zijn wij er zelf voorstander van om het parkje te behouden.

34 **Interpellation de Monsieur Vincent Biauçe concernant la retransmission en direct des réunions des conseils communaux. (Complémentaire)**

Nous constatons que de nombreuses communes bruxelloises retransmettent le conseil communal sur leur site web: Saint-Josse, Woluwe-Saint-Lambert, Bruxelles-Ville, Anderlecht, Ixelles, Berchem-Saint-Agathe, Auderghem, Watermael-Boitsfort et Schaerbeek.

Lors des travaux de la commission de révision du Règlement d'ordre intérieur, notre groupe avait déjà émis le souhait que les conseils soient retransmis en vidéo sur le site web de la commune.

Brulocalis a étudié la question de l'enregistrement vidéo des séances publiques des conseils communaux et a proposé plusieurs pistes pratiques afin que chaque commune ait la possibilité d'élargir les possibilités de publicité des débats. Les questions sur la réglementation relative à l'emploi des langues et le droit à l'image ont dans ce cadre été analysées par Brulocalis.

Depuis peu, notre commune dispose d'un nouveau site web et d'une nouvelle infrastructure audio dans la salle Christian Debaty.

Pouvez-vous dès lors nous indiquer si le Collège travaille à la mise en place de cette possibilité donnée aux citoyens de assister en direct et à distance aux séances de notre conseil communal?

Si oui, pouvez-vous nous préciser le calendrier de mise en œuvre?

Si non, pouvez-vous nous indiquer les contraintes et obstacles à la mise en œuvre?

Interpellatie van de heer Vincent Biauçe betreffende de live-uitzending van de vergaderingen van de gemeenteraad. (Aanvullend)

Wij stellen vast dat heel wat Brusselse gemeenten de gemeenteraad uitzenden op hun website: Sint-Joost-Ten-Node, Sint-Lambrechts-Woluwe, Brussel-Stad, Anderlecht, Elsene, Sint-Agatha-Berchem, Oudergem, Watermaal-Bosvoorde en Schaarbeek.

Tijdens de commissie die heeft gewerkt aan de herziening van het huishoudelijk reglement had onze fractie al de wens geuit om de vergaderingen van de gemeenteraad uit te zenden op de website van de gemeente.

Brulocalis heeft de mogelijkheid om de openbare zittingen van de gemeenteraden op te nemen onderzocht en biedt verschillende praktische oplossingen aan zodat elke gemeente de mogelijkheid krijgt om de

debatten nog meer openbaar te maken. Vragen in verband met de regelgeving betreffende het taalgebruik en het portretrecht werden in dat kader geanalyseerd door Brulocalis.

Sinds kort heeft onze gemeente een nieuwe website en beschikt ze over nieuwe geluidsapparatuur in de zaal Christian Debaty.

Kunt u ons bijgevolg zeggen of het college werkt aan de invoering van deze mogelijkheid om burgers de zittingen van onze gemeenteraad live en vanop afstand te laten bijwonen?

Zo ja, kunt u ons de planning hiervoor geven?

Zo niet, kunt u ons zeggen welke moeilijkheden en obstakels er zijn?

35 **Interpellation de Madame Louise-Marie Bataille sur la prime bonus loyer aux propriétaires confiant un logement à une agence immobilière sociale (AIS) (Complémentaire)**

Monsieur le Président, Cher.e.s Collègues,
Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les Echevin.e.s,

Le logement est l'une des principales préoccupations des ménages etterbeekoïses. En effet, il y a de nombreux habitants qui éprouvent des difficultés pour accéder à un logement de qualité pour un loyer raisonnable. La hausse des prix de l'immobilier à Etterbeek ces dernières années a eu pour conséquence d'accentuer une crise du logement qui frappe principalement les ménages disposant de faibles ou moyens revenus.

Vous l'avez bien compris, puisque la Note d'orientation politique, énonce que, en partenariat avec les acteurs du logement, le Collège souhaite poursuivre ses efforts afin de **renforcer l'offre et la qualité de logements à finalité sociale** et être le moteur de nouveaux projets qui permettront de mettre sur le marché, des logements moyens et sociaux.

Dans cette optique, afin d'accroître l'offre de logements à finalité sociale sur le territoire de la commune, vous avez mis en place le dispositif de bonus-loyer aux propriétaires confiant un logement à une AIS.

Lorsqu'on se penche sur le règlement de cette prime, on constate que l'article 1 réserve le bonus loyer aux propriétaires qui confient leur logement à une AIS dont le siège est situé sur le territoire de la commune.

Nous nous interrogeons sur cette limitation : pourquoi cette restriction quant au siège social de l'AIS sur la commune ? Le but de cette prime n'est-il pas au fond, d'augmenter le parc de logements à finalité sociale ? Pourquoi alors ne pas accorder la prime pour tout logement mis en location par une AIS agréée par la Région, pour autant bien sûr que le bien soit situé sur le territoire communal. On pourrait même se demander s'il n'y a pas là discrimination non fondée ?

Sont à tout le moins discriminés, les propriétaires qui confient leur bien à l'unique Agence immobilière sociale étudiante bruxelloise, dont le rayonnement est régional et qui n'a pas son siège sur Etterbeek.

Pourquoi se priver d'opportunité d'augmenter le parc de logements à finalité sociale sur notre commune ?

Ma question est : accepteriez-vous d'étendre le règlement relatif à la prime à tout propriétaire qui confie un logement sis sur Etterbeek à une AIS agréée ?

Je vous remercie.

Interpellatie van Louise-Marie Bataille over de premie als bonus boven op de huurprijs voor eigenaars die een woning toevertrouwen aan een sociaal verhuurkantoor (SVK) (Aanvullend)

Mijnheer de voorzitter, beste collega's,
Mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen,

Huisvesting is een van de grootste bekommernissen van Etterbeekse gezinnen. Veel inwoners hebben het vandaag moeilijk om een kwaliteitsvolle woning tegen een redelijke huurprijs te vinden. De stijging van de vastgoedprijzen in Etterbeek de voorbije jaren heeft ervoor gezorgd dat de woningcrisis, die vooral gezinnen met een laag of gemiddeld inkomen treft, nog is verergerd.

En dat hebt u goed begrepen, want in de politieke oriëntatienota lezen we dat het college, in samenwerking met de lokale huisvestingsactoren, zijn inspanningen wil voortzetten **om het aanbod en de kwaliteit van sociale woningen te versterken** en de drijvende kracht te zijn achter nieuwe projecten die het mogelijk maken om middelgrote en sociale woningen op de markt te brengen.

In dat kader hebt u de premie als bonus boven op de huurprijs ingevoerd voor eigenaars die een woning toevertrouwen aan een sociaal verhuurkantoor met als doel om het aanbod van sociale woningen in de gemeente uit te breiden.

Wanneer we het reglement van die premie onder de loep nemen, lezen we in artikel 1 dat de bonus boven op de huurprijs is voorbehouden aan eigenaars die hun woning toevertrouwen aan een sociaal verhuurkantoor waarvan de zetel is gevestigd op het grondgebied van de gemeente.

Wij stellen ons daar vragen bij: waarom die beperking dat de maatschappelijke zetel van het sociaal verhuurkantoor in de gemeente moet gevestigd zijn? Is het doel van die premie in wezen niet om het aanbod van de sociale woningen uit te breiden? Waarom zou men de premie dan niet uitreiken voor elke woning die door een door het Gewest erkend sociaal verhuurkantoor wordt verhuurd op voorwaarde dat de woning in de gemeente is gelegen? We zouden ons zelfs kunnen afvragen of het hier niet gaat om ongegronde discriminatie.

Het is in elk geval discriminerend voor eigenaars die hun woning toevertrouwen aan het enige Brusselse sociaal verhuurkantoor voor studenten dat is gericht op het volledige Gewest, maar dat geen zetel heeft in Etterbeek.

Waarom ontnemen we onszelf de mogelijkheid om het aanbod van sociale woningen in onze gemeente uit te breiden?

Mijn vraag is: zou u ermee instemmen om het premierglement uit te breiden naar alle eigenaars die een woning die in Etterbeek is gelegen toevertrouwen aan een erkend sociaal verhuurkantoor?

Ik dank u.

36 Motion cosignée par les trois groupes de la majorité concernant la mise en place de consignes sur les cannettes et les bouteilles PET. (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Vu la communication du 2 décembre 2015 de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions dénommée « Boucler la boucle - Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire ».

Considérant que plus personne n'ignore désormais que les déchets en plastique ont des effets dévastateurs sur la faune et la flore.

Considérant qu'ils mettent en péril la vie animale, l'écosystème et qu'ils touchent, par ricochet, directement à l'espèce humaine.

Considérant que les oiseaux ainsi que les espèces aquatiques telles que les poissons, les tortues, les crustacés et les mammifères marins sont en première ligne de ce fléau écologique comme le démontre une enquête réalisée sur le fulmar (animal marin) durant 5 ans par le programme des Nations Unies pour l'environnement que celle-ci constate que 95% des oiseaux de mer, dans la région de la mer du Nord, ont du plastique dans leur estomac.

Considérant que les cannettes et les bouteilles en plastique représentent environ 40 % du volume des déchets sauvages et que le ramassage de ceux-ci est coûteux

Considérant que la consigne est une solution structurelle et durable pour le recyclage des déchets, et que, par ailleurs, ce système est une solution raisonnable et adéquate qui permettrait de faire peser le coût de la prise en charge des déchets des cannettes et bouteilles en PET sur le secteur des emballages, plutôt que sur les citoyens et les autorités locales.

Considérant qu'un système de consigne a montré son efficacité dans la lutte contre l'abandon clandestin de cannettes et bouteilles en plastique dans les pays scandinaves, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Écosse ainsi que Malte ont déjà un système de consigne en application.

Considérant qu'une étude menée aux Pays-Bas et commandée par le ministère de l'Infrastructe et de l'Environnement indique qu'une consigne permet de réduire entre 70 à 90 % l'abandon de cannettes et bouteilles vides dans la nature.

Considérant que, d'après plusieurs enquêtes menées entre 2015 et 2021, entre 66 et 88 % des Belges se disent favorables à l'instauration d'un système de consigne sur les cannettes et les bouteilles en PET.

Considérant que 1120 organisations, associations, communes et entreprises belges et néerlandaises se sont ralliées à l'Alliance de la Consigne (« De Statiegeldalliantie »). Les communes bruxelloises de Jette, Koekelberg et Saint-Gilles ont notamment rejoint l'Alliance.

Considérant que les partenaires de l'Alliance de la Consigne sollicitent une solution structurelle contre la pollution des rues, des bords de route, des plages et des mers causée par les bouteilles en plastique et les cannettes, une solution juste pour les dépôts clandestins via la prise en charge des frais par le secteur des emballages plutôt que par les citoyens et les autorités locales et un véritable modèle circulaire et durable pour la gestion des matières premières.

Considérant que la directive européenne 2019/904 du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement exige des États qu'ils prennent les mesures nécessaires pour mettre en place un système de collecte séparée de bouteilles en PET pour 2025.

Considérant que la déclaration de politique générale commune de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Commission communautaire commune énonce que « Le Gouvernement prendra l'initiative en vue de l'instauration d'un système de consignes pour les cannettes et bouteilles en plastique ».

Considérant les nombreuses initiatives locales entreprises sur la commune en vue de nettoyer et ramasser

les déchets plastiques et les cannettes se trouvant sur la voie publique.

Considérant que selon la Note d'orientation politique de la commune d'Etterbeek place la propreté comme l'une des priorités de la commune.

Le Conseil communal d'Etterbeek décide ce qui suit :

1. La commune d'Etterbeek décide de rejoindre l'Alliance pour la consigne.
2. La commune d'Etterbeek demande à la Région de Bruxelles-Capitale :
 - une solution structurelle pour un meilleur tri et recyclage des cannettes et bouteilles en PET ;
 - une solution juste pour lutter contre la pollution engendrée par les dépôts clandestins de cannettes et bouteilles en PET via la prise en charge des frais par le secteur des emballages ;
 - un modèle circulaire et durable pour la gestion des matières premières.
3. La commune d'Etterbeek demande à la Région de Bruxelles-Capitale, à la Région flamande et à la Région wallonne d'étudier la mise en place d'une consigne sur les cannettes et les bouteilles en PET.
4. Charge le Collège de transmettre la motion aux gouvernements bruxellois, wallon, flamand et fédéral.

Motie medeondertekend door de drie meerderheidsfracties om een statiegeldsysteem in te voeren voor blikjes en petflessen (Aanvullend)

De gemeenteraad,

gelet op de mededeling van 2 december 2015 van de Commissie aan het Europees Parlement, aan de Raad, aan het Europees Economisch en Sociaal Comité en aan het Comité van de Regio's, die de naam "Maak de cirkel rond – Een actieplan voor de circulaire economie" kreeg;

overwegende iedereen voortaan zeker weet dat plastic afval een verwoestend effect heeft op de fauna en de flora;

overwegende dat plastic afval het leven van de dieren en het ecosysteem in gevaar brengt en dat het indirect ook de mens treft;

overwegende dat vogels en waterdieren zoals vissen, schildpadden, schaaldieren en zeezoogdieren de eerste slachtoffers zijn van die ecologische plaag, zoals een studie aantoont die werd uitgevoerd over de stormvogel (zeevogel) gedurende vijf jaar door het programma van de Verenigde Naties voor het leefmilieu; dat die studie vaststelt dat 95% van de zeevogels in de regio van de Noordzee plastic in hun maag hebben

overwegende dat blikjes en plastic flessen ongeveer 40 procent van het volume zwerfafval vertegenwoordigen en dat het opruimen ervan zeer duur is

overwegende dat statiegeld een structurele en duurzame oplossing is voor de recyclage van afval en dat zo'n systeem bovendien een redelijke en adequate oplossing is die het mogelijk zou maken om de kosten voor de afvalverwerking van blikjes en petflessen te laten dragen door de verpakkingssector in plaats van door de burgers en de lokale overheden;

overwegende dat een statiegeldsysteem zijn doeltreffendheid al heeft bewezen in de strijd tegen het

sluikstorten van blikjes en plastic flessen in de Scandinavische landen, Duitsland, Nederland, Schotland en Malta, waar al een statiegeldsysteem is ingevoerd

overwegende dat een studie die in Nederland werd uitgevoerd en werd aangevraagd door het ministerie van Infrastructuur en Leefmilieu aantoont dat statiegeld het mogelijk maakt om het sluikeorten van lege blikjes en flesjes in de natuur met 70 tot 90 procent te verminderen

overwegende dat 1120 Belgische en Nederlandse organisaties, verenigingen, gemeenten en bedrijven zich hebben aangesloten bij de “Statiegeldalliantie”; dat met name de Brusselse gemeenten Jette, Koekelberg en Sint-Gillis zich hebben aangesloten bij de Statiegeldalliantie;

overwegende dat de partners van de Statiegeldalliantie pleiten voor een structurele oplossing voor de vervuiling van straten, bermen, stranden en zeeën die wordt veroorzaakt door plastic flessen en blikjes, voor een eerlijke oplossing voor sluikeorten door de verpakkingsindustrie te laten betalen in plaats van de burgers en de lokale overheden en voor een echt circulair en duurzaam model voor het beheer van grondstoffen;

overwegende dat de Europese richtlijn 2019/904 van 5 juni 2019 betreffende de vermindering van de effecten van bepaalde kunststofproducten op het milieu van de staten eist dat ze de nodige maatregelen nemen om een gescheiden ophaalsysteem voor petflessen in te voeren tegen 2025;

overwegende dat de gezamenlijke algemene beleidsverklaring van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vermeldt dat “de Regering een systeem van statiegeld voor blikjes en plastic flessen [zal] invoeren.”;

overwegende dat er in de gemeente heel wat lokale initiatieven worden genomen om plastic afval en blikjes op de openbare weg op te ruimen;

overwegende dat netheid een van de prioriteiten is uit de politieke oriëntatienota van de gemeente Etterbeek;

De gemeenteraad van Etterbeek beslist wat volgt:

1. De gemeente Etterbeek beslist om zich aan te sluiten bij de Statiegeldalliantie.
2. De gemeente vraagt aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:
 - een structurele oplossing om blikjes en petflessen beter te sorteren en te recycleren;
 - een eerlijke oplossing om de strijd aan te binden met vervuiling die wordt veroorzaakt door het sluikeorten van blikjes en petflesjes door de verpakkingssector de kosten te laten betalen;
 - een circulair en duurzaam model voor het beheer van grondstoffen.
3. De gemeente vraagt aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan het Vlaams Gewest en aan het Waals Gewest om de invoering van statiegeld voor blikjes en petflessen te onderzoeken.
4. De gemeenteraad geeft het college de opdracht om de motie te bezorgen aan de Brusselse, Waalse, Vlaamse en federale regering.